





Q. 6092 59-2-34

RECUEIL DES DÉCRETS

DE
SON ALTESSE SÉRÉNISSIME
ALEXANDRE,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL;

ET
DES ARRÊTS
DU CONSEIL D'ÉTAT
Y RELATIFS.

*CONTENANT en outre les pièces qui ont
rapport aux changemens qui ont eu lieu
dans ce Pays depuis l'an 1806.*



À NEUCHÂTEL EN SUISSE,
chez Mad.^e FAUCHE-BOREL, imprimeur-libraire,
rue de l'hôtel-de-ville.

1808.

Q. 6092 59-2-34

RECUEIL DES DÉCRETS

DE
SON ALTESSE SÉRÉNISSIME
ALEXANDRE,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL;

ET
DES ARRÊTS
DU CONSEIL D'ÉTAT
Y RELATIFS.

*CONTENANT en outre les pièces qui ont
rapport aux changemens qui ont eu lieu
dans ce Pays depuis l'an 1806.*



À NEUCHÂTEL EN SUISSE,
chez Mad.^e FAUCHE-BOREL, imprimeur-libraire,
rue de l'hôtel-de-ville.

1808.

RECEIVED
13 DECEMBER

FOR ATTENTION
OFFICE OF THE
DIRECTOR

DES ARMS
DU GOUVERNEMENT
FEDERAL

CONTRATANT les armes les pièces qui ont
été achetées par le Gouvernement du Canada
pour l'Armée Canadienne



Q 6092

A consulter sur place

RECEVU
LE 13 DECEMBRE 1872

DE
BOULEVARD DE LA VILLE
PARIS

DES
DU CHATELAIN DE LA
TERRE

CONSTITUE ET CONTIENT LES
DROITS DE PROPRIETE
DE LA



Q 6092

A consulter sur place

R E S C R I T

D E

SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE,

*FRÉDÉRIC-GUILLAUME, par la
grâce de Dieu, Roi DE PRUSSE, etc.*

AMÉS et féaux, Salut! L'affection paternelle que, depuis Notre avènement au trône, Nous avons pris à tâche de témoigner en toute occasion au pays de Neuchâtel et Valangin, doit vous faire juger des sentimens que Nous éprouvons en vous adressant la présente. Elle est destinée à vous annoncer un changement que les circonstances ont rendu inévitable. Des considérations de la dernière importance, prises de l'intérêt le plus pressant de Notre Monarchie entière, Nous ont obligé d'acquiescer à remettre entre les mains de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, le soin du bonheur futur de ces Etats. Quelque desir que Nous eussions de continuer à y tra-



R E S C R I T

D E

SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE,

*FRÉDÉRIC-GUILLAUME, par la
grâce de Dieu, Roi DE PRUSSE, etc.*

A MÉS et féaux, Salut! L'affection paternelle que, depuis Notre avènement au trône, Nous avons pris à tâche de témoigner en toute occasion au pays de Neuchâtel et Valangin, doit vous faire juger des sentimens que Nous éprouvons en vous adressant la présente. Elle est destinée à vous annoncer un changement que les circonstances ont rendu inévitable. Des considérations de la dernière importance, prises de l'intérêt le plus pressant de Notre Monarchie entière, Nous ont obligé d'acquiescer à remettre entre les mains de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, le soin du bonheur futur de ces Etats. Quelque desir que Nous eussions de continuer à y tra-



vailler Nous-mêmes, et quelque peine profonde que Nous ressentions de Nous séparer de sujets estimables, dont Nous avons toujours hautement apprécié la loyauté et l'attachement; Nous ne pouvions Nous dissimuler combien cette résignation volontaire étoit préférable pour vous au sort d'un pays de conquête, dont, sous d'autres rapports, vous étiez menacés. D'ailleurs, la distance où votre pays, par sa position géographique, se trouve du centre de Nos Etats, ne Nous permettant pas de le faire jouir d'une protection directe et suffisante, et cette situation le faisant nécessairement dépendre de l'Empire français, tant pour son approvisionnement que pour les relations de culture, de commerce et d'industrie; Nous devons penser que les liens plus étroits qui vont l'attacher à cet Empire, pourront devenir pour ses habitans une nouvelle source de bien-être et de prospérité. Aussi Notre intention est-elle de contribuer autant qu'il dépendra de Nous, par Notre intercession et Nos bons offices

vailler Nous-mêmes, et quelque peine profonde que Nous ressentions de Nous séparer de sujets estimables, dont Nous avons toujours hautement apprécié la loyauté et l'attachement; Nous ne pouvions Nous dissimuler combien cette résignation volontaire étoit préférable pour vous au sort d'un pays de conquête, dont, sous d'autres rapports, vous étiez menacés. D'ailleurs, la distance où votre pays, par sa position géographique, se trouve du centre de Nos Etats, ne Nous permettant pas de le faire jouir d'une protection directe et suffisante, et cette situation le faisant nécessairement dépendre de l'Empire français, tant pour son approvisionnement que pour les relations de culture, de commerce et d'industrie; Nous devons penser que les liens plus étroits qui vont l'attacher à cet Empire, pourront devenir pour ses habitans une nouvelle source de bien-être et de prospérité. Aussi Notre intention est-elle de contribuer autant qu'il dépendra de Nous, par Notre intercession et Nos bons offices

auprès du Gouvernement français, à lui assurer les avantages qu'il peut désirer. Vous devez être convaincus en général, et Nous vous chargeons de témoigner en toute occasion, que Nous prendrons toujours à ce pays et à ses habitans un vif et sincère intérêt, et que la mémoire de leur dévouement et de leur fidélité ne s'effacera jamais de Notre cœur. La sagesse du puissant Souverain auquel leur sort est remis, Nous permet d'espérer en toute confiance l'accomplissement des vœux ardens que Nous formons pour eux.

Nous avons nommé Notre Chambellan et Envoyé extraordinaire près du Corps Helvétique, le Baron de Chambrier d'Oleyres, pour soigner de Notre part et en qualité de Notre Commissaire Royal, la remise de cette Province à celui que SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS aura choisi pour en prendre possession en son nom. Il est muni à cet égard des pouvoirs requis, et Nous lui avons également adressé Nos instructions relativement

auprès du Gouvernement français, à lui assurer les avantages qu'il peut désirer. Vous devez être convaincus en général, et Nous vous chargeons de témoigner en toute occasion, que Nous prendrons toujours à ce pays et à ses habitans un vif et sincère intérêt, et que la mémoire de leur dévouement et de leur fidélité ne s'effacera jamais de Notre cœur. La sagesse du puissant Souverain auquel leur sort est remis, Nous permet d'espérer en toute confiance l'accomplissement des vœux ardens que Nous formons pour eux.

Nous avons nommé Notre Chambellan et Envoyé extraordinaire près du Corps Helvétique, le Baron de Chambrier d'Oleyres, pour soigner de Notre part et en qualité de Notre Commissaire Royal, la remise de cette Province à celui que SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS aura choisi pour en prendre possession en son nom. Il est muni à cet égard des pouvoirs requis, et Nous lui avons également adressé Nos instructions relativement

■ Rescrit de S. M. le Roi de Prusse.

aux objets de finances, par rapport auxquels Nous avons à cœur de donner aux sujets dont Nous Nous séparons à regret, une dernière preuve de Notre amour et de Notre desir de leur être utile. Nous sommes persuadés que vous seconderez le Baron de Chambrier en tout ce qui dépendra de vous, dans l'exécution de la commission dont il est chargé. Il l'est en particulier de vous déclarer déliés, ainsi que tous les Officiers publics, du serment qu'ils ont prêté à Notre Maison, et de les remercier tous du zèle et de la fidélité dont ils Nous ont fait preuve, en les assurant des sentimens inaltérables d'intérêt et de bienveillance sur lesquels ils peuvent compter de Notre part. Sur ce Nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Berlin, le 28^e Février 1806.

Signé *FRÉDÉRIC-GUILLAUME.*

et plus bas

RECK. Baron HARDENBERG.

*Au Conseil d'Etat de
Neuchâtel.*

A Rescrit de S. M. le Roi de Prusse.

aux objets de finances, par rapport auxquels Nous avons à cœur de donner aux sujets dont Nous Nous séparons à regret, une dernière preuve de Notre amour et de Notre desir de leur être utile. Nous sommes persuadés que vous seconderez le Baron de Chambrier en tout ce qui dépendra de vous, dans l'exécution de la commission dont il est chargé. Il l'est en particulier de vous déclarer déliés, ainsi que tous les Officiers publics, du serment qu'ils ont prêté à Notre Maison, et de les remercier tous du zèle et de la fidélité dont ils Nous ont fait preuve, en les assurant des sentimens inaltérables d'intérêt et de bienveillance sur lesquels ils peuvent compter de Notre part. Sur ce Nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Berlin, le 28^e Février 1806.

Signé *FRÉDÉRIC-GUILLAUME.*

et plus bas

RECK. Baron HARDENBERG.

*Au Conseil d'Etat de
Neuchâtel.*

PROCLAMATION.

AU NOM DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, MON SOUVERAIN, Je viens prendre possession de la Principauté de Neuchatel, que le Roi de Prusse lui a cédée. Les troupes qui sont sous mes ordres, maintiendront la plus sévère discipline; en retour elles seront accueillies des habitans avec les sentimens qu'ils leur doivent.

Au quartier-général de Neuchatel,
le 18^e Mars 1806.

*Le Général de Division, Grand-Officier,
grand Cordon, membre du Corps-législatif,
Commandant la Division de Grenadiers,*

OUDINOT.

PROCLAMATION.

AU NOM DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, MON SOUVERAIN, Je viens prendre possession de la Principauté de Neuchatel, que le Roi de Prusse lui a cédée. Les troupes qui sont sous mes ordres, maintiendront la plus sévère discipline; en retour elles seront accueillies des habitans avec les sentimens qu'ils leur doivent.

Au quartier-général de Neuchatel,
le 18^e Mars 1806.

*Le Général de Division, Grand-Officier,
grand Cordon, membre du Corps-législatif,
Commandant la Division de Grenadiers,*

OUDINOT.

R É L A T I O N

DE LA JOURNÉE DU 22 MARS 1806,

*Consacrée à la cession et remise de la
Principauté souveraine de Neuchâtel
et Valangin, de la part de SA MAJESTÉ
LE ROI DE PRUSSE, à SA MAJESTÉ
L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI
D'ITALIE.*

LA solennité du jour a été annoncée la veille à cinq heures, et le jour même de grand matin, par plusieurs salves d'artillerie.

A dix heures, moment fixé pour le commencement de la cérémonie, vives salves d'artillerie.

Les membres du Conseil d'Etat se sont réunis au Château, dans la salle ordinaire de ses assemblées.

Les autres Autorités constituées, ou députations des différentes Corporations, se sont rendues à neuf heures précises à l'hôtel-de-ville, pour en partir dans l'ordre de la matricule, et se trouver au Château à dix heures.

Des grenadiers bordant la haie de chaque côté dans les rues de passage, les Autorités se sont mises en marche, escortées de troupes, précédées de musique, etc.

R É L A T I O N

DE LA JOURNÉE DU 22 MARS 1806,

*Consacrée à la cession et remise de la
Principauté souveraine de Neuchâtel
et Valangin, de la part de SA MAJESTÉ
LE ROI DE PRUSSE, à SA MAJESTÉ
L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI
D'ITALIE.*

LA solennité du jour a été annoncée la veille à cinq heures, et le jour même de grand matin, par plusieurs salves d'artillerie.

A dix heures, moment fixé pour le commencement de la cérémonie, vives salves d'artillerie.

Les membres du Conseil d'Etat se sont réunis au Château, dans la salle ordinaire de ses assemblées.

Les autres Autorités constituées, ou députations des différentes Corporations, se sont rendues à neuf heures précises à l'hôtel-de-ville, pour en partir dans l'ordre de la matricule, et se trouver au Château à dix heures.

Des grenadiers bordant la haie de chaque côté dans les rues de passage, les Autorités se sont mises en marche, escortées de troupes, précédées de musique, etc.

à S. M. l'Empereur Napoléon.

Les Officiers - Généraux , des Officiers d'Etat-Major, et un membre du Conseil d'Etat, sont partis du Château à dix heures, dans les carrosses de S. E. le Général OUDINOT, Commissaire de *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE*, pour aller prendre en son hôtel S. E. le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, Commissaire de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*; ce cortège étant escorté de l'artillerie légère, de grenadiers et musique en tête.

L'assemblée où la cérémonie de la cession et remise de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, de la part de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*, à *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE*, devoit avoir lieu, étant formée, et composée des membres du Conseil d'Etat établi dans la dite Souveraineté, des Officiers de Justice, des Officiers militaires et des finances, des députés de la Compagnie des Pasteurs, de ceux de la bourgeoisie de Neuchâtel, de la bourgeoisie du Landeron et de son Clergé, de la bourgeoisie de Boudry, et de celle de Valangin; le Président, les trois anciens Conseillers d'Etat, et le Procureur - Général, se sont rendus où étoient LL. EE. Messieurs le Général OUDINOT, Grand-Officier, Grand-Cordon de la Légion d'Honneur, Membre du Corps - Législatif,

à S. M. l'Empereur Napoléon.

Les Officiers - Généraux , des Officiers d'Etat-Major, et un membre du Conseil d'Etat, sont partis du Château à dix heures, dans les carrosses de S. E. le Général OUDINOT, Commissaire de *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE*, pour aller prendre en son hôtel S. E. le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, Commissaire de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*; ce cortège étant escorté de l'artillerie légère, de grenadiers et musique en tête.

L'assemblée où la cérémonie de la cession et remise de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, de la part de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*, à *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE*, devoit avoir lieu, étant formée, et composée des membres du Conseil d'Etat établi dans la dite Souveraineté, des Officiers de Justice, des Officiers militaires et des finances, des députés de la Compagnie des Pasteurs, de ceux de la bourgeoisie de Neuchâtel, de la bourgeoisie du Landeron et de son Clergé, de la bourgeoisie de Boudry, et de celle de Valangin; le Président, les trois anciens Conseillers d'Etat, et le Procureur - Général, se sont rendus où étoient LL. EE. Messieurs le Général OUDINOT, Grand-Officier, Grand-Cordon de la Légion d'Honneur, Membre du Corps - Législatif,

Commissaire nommé par *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*, pour recevoir en Son nom la dite Principauté souveraine de Neuchatel et Valangin ; et le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, chevalier de l'ordre de l'Aigle-rouge, et Envoyé Extraordinaire de *S. M. LE ROI DE PRUSSE*, auprès de la Confédération Suisse, Commissaire nommé par Sa dite Majesté pour faire la remise de la dite souveraine Principauté à *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE*.

M.^{rs} les Commissaires ayant pris place sur l'estrade, et occupé les deux fauteuils qui leur avoient été préparés, aux deux côtés desquels étoient des sièges pour M.^{rs} DUPAS, général de division, RUFFIN et SCHRAMM, généraux de brigade, qui ont accompagné dans cette cérémonie S. E. le général OUDINOT ; et pour les membres du Conseil d'Etat : LL. EE. ont fait lire les pleins-pouvoirs respectifs dont Elles étoient porteurs, pour la remise et la réception de cette souveraine Principauté.

Après ces lectures, S. E. le Baron DE CHAMBRIER a prononcé le discours suivant :

„ Appelé par le Roi à faire en son nom
„ la remise de la Principauté de Neuchatel
„ et Valangin, à M.^r le Commissaire choisi
„ par *S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS,*
„ *ROI D'ITALIE*, pour prendre possession

Commissaire nommé par *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*, pour recevoir en Son nom la dite Principauté souveraine de Neuchatel et Valangin ; et le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, chevalier de l'ordre de l'Aigle-rouge, et Envoyé Extraordinaire de *S. M. LE ROI DE PRUSSE*, auprès de la Confédération Suisse, Commissaire nommé par Sa dite Majesté pour faire la remise de la dite souveraine Principauté à *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE*.

M.^{rs} les Commissaires ayant pris place sur l'estrade, et occupé les deux fauteuils qui leur avoient été préparés, aux deux côtés desquels étoient des sièges pour M.^{rs} DUPAS, général de division, RUFFIN et SCHRAMM, généraux de brigade, qui ont accompagné dans cette cérémonie S. E. le général OUDINOT ; et pour les membres du Conseil d'Etat : LL. EE. ont fait lire les pleins-pouvoirs respectifs dont Elles étoient porteurs, pour la remise et la réception de cette souveraine Principauté.

Après ces lectures, S. E. le Baron DE CHAMBRIER a prononcé le discours suivant :

„ Appelé par le Roi à faire en son nom
„ la remise de la Principauté de Neuchatel
„ et Valangin, à M.^r le Commissaire choisi
„ par *S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS,*
„ *ROI D'ITALIE*, pour prendre possession

à *S. M. l'Empereur Napoléon.* 9

„ de cet Etat, en vertu de la cession qui
„ lui en a été faite; je viens, Messieurs,
„ en vous déliant, ainsi que tous les sujets,
„ du serment de fidélité que vous avez prêté
„ à *SA MAJESTÉ* et à Sa Maison royale,
„ vous témoigner de Sa part les sentimens
„ qu'Elle éprouve en se séparant de vous,
„ l'affection qu'Elle conservera toujours pour
„ des serviteurs si zélés et des sujets si fi-
„ dèles, qui Lui ont donné tant de marques
„ d'un attachement dont Elle m'a chargé
„ de les remercier de la manière la plus
„ expresse. Elle ne cessera pas de prendre
„ le plus vif intérêt à leur sort futur, dont
„ Elle a remis le soin à *S. M. l'EMPEREUR*
„ *DES FRANÇAIS* avec une pleine confiance.“

„ Et vous, M.^r le Commissaire, je dois
„ vous assurer que le Roi regardera comme
„ une marque sensible de l'amitié qui l'unit
„ à *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE*, tout ce qu'Elle
„ fera pour le bonheur du Pays dont je vous
„ remets au nom du Roi la souveraineté.“

Transmettant le sceptre de la Souveraineté
à S. E. M.^r le général OUDINOT, il lui a en
même tems cédé la droite, et S. E. le gé-
néral OUDINOT a prononcé le discours suivant:

„ C'est par ordre de *S. M. l'EMPEREUR*
„ *DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE*, mon
„ Maître, que je viens prendre possession
„ de la Principauté de Neuchatel et Comté

à *S. M. l'Empereur Napoléon.* 9

„ de cet Etat, en vertu de la cession qui
„ lui en a été faite; je viens, Messieurs,
„ en vous déliant, ainsi que tous les sujets,
„ du serment de fidélité que vous avez prêté
„ à *SA MAJESTÉ* et à Sa Maison royale,
„ vous témoigner de Sa part les sentimens
„ qu'Elle éprouve en se séparant de vous,
„ l'affection qu'Elle conservera toujours pour
„ des serviteurs si zélés et des sujets si fi-
„ dèles, qui Lui ont donné tant de marques
„ d'un attachement dont Elle m'a chargé
„ de les remercier de la manière la plus
„ expresse. Elle ne cessera pas de prendre
„ le plus vif intérêt à leur sort futur, dont
„ Elle a remis le soin à *S. M. l'EMPEREUR*
„ *DES FRANÇAIS* avec une pleine confiance.“

„ Et vous, M.^r le Commissaire, je dois
„ vous assurer que le Roi regardera comme
„ une marque sensible de l'amitié qui l'unit
„ à *SA MAJESTÉ IMPÉRIALE*, tout ce qu'Elle
„ fera pour le bonheur du Pays dont je vous
„ remets au nom du Roi la souveraineté.“

Transmettant le sceptre de la Souveraineté
à S. E. M.^r le général OUDINOT, il lui a en
même tems cédé la droite, et S. E. le gé-
néral OUDINOT a prononcé le discours suivant:

„ C'est par ordre de *S. M. l'EMPEREUR*
„ *DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE*, mon
„ Maître, que je viens prendre possession
„ de la Principauté de Neuchatel et Comté

10 *Remise de la Principauté*

„ de Valangin , dont la concession lui a été
„ faite par *S. M. LE ROI DE PRUSSE*. “

„ Organe d'un Monarque qui commande
„ par-tout l'enthousiasme et l'admiration , je
„ vous promets que le bonheur dont vous
„ avez joui pendant 99 ans sous les lois d'un
„ aussi juste et bon Souverain , n'éprouvera,
„ dans ce changement , aucune altération :
„ les produits de votre industrie vont avoir
„ de nouveaux débouchés , votre commerce
„ plus florissant assurera votre prospérité. “

„ *NAPOLEON-LE-GRAND* est aussi le
„ Père de Ses sujets ! Ses bontés , Sa justice ,
„ Sa bienveillance , s'étendent sur tous ; et
„ le peuple de cette province , connu par sa
„ fidélité à son Roi , ses bonnes mœurs et
„ son industrie , ne tardera pas à se ressen-
„ tir des mêmes bienfaits. “

„ Vous conserver dans vos places , ne rien
„ changer à vos institutions , voilà un pre-
„ mier témoignage de la confiance de SA
„ MAJESTÉ : il me sera bien doux de Lui
„ annoncer que vous y avez répondu par
„ les sentimens qu'Elle attend de vous. “

„ Que cette époque mémorable reste à ja-
„ mais gravée dans vos cœurs ! Semblable à
„ l'horizon d'un beau jour , celui-ci vous pro-
„ met un tems prospère ; des nuages qui vous
„ semblent peut-être l'obscurcir , sont la simi-
„ litude de vos regrets ; mais le Soleil de la

10 *Remise de la Principauté*

„ de Valangin , dont la concession lui a été
„ faite par *S. M. LE ROI DE PRUSSE.* “

„ Organe d'un Monarque qui commande
„ par-tout l'enthousiasme et l'admiration , je
„ vous promets que le bonheur dont vous
„ avez joui pendant 99 ans sous les lois d'un
„ aussi juste et bon Souverain , n'éprouvera,
„ dans ce changement , aucune altération :
„ les produits de votre industrie vont avoir
„ de nouveaux débouchés , votre commerce
„ plus florissant assurera votre prospérité. “

„ *NAPOLEON-LE-GRAND* est aussi le
„ Père de Ses sujets ! Ses bontés , Sa justice ,
„ Sa bienveillance , s'étendent sur tous ; et
„ le peuple de cette province , connu par sa
„ fidélité à son Roi , ses bonnes mœurs et
„ son industrie , ne tardera pas à se ressen-
„ tir des mêmes bienfaits. “

„ Vous conserver dans vos places , ne rien
„ changer à vos institutions , voilà un pre-
„ mier témoignage de la confiance de SA
„ MAJESTÉ : il me sera bien doux de Lui
„ annoncer que vous y avez répondu par
„ les sentimens qu'Elle attend de vous. “

„ Que cette époque mémorable reste à ja-
„ mais gravée dans vos cœurs ! Semblable à
„ l'horizon d'un beau jour , celui-ci vous pro-
„ met un tems prospère ; des nuages qui vous
„ semblent peut-être l'obscurcir , sont la simi-
„ litude de vos regrets ; mais le Soleil de la

„ France, ce Soleil pur et vivifiant, les dis-
„ sipera bien vite, en pénétrant vos âmes
„ de reconnoissance, de respect, d'amour
„ et de fidélité. “

„ Le serment que vous allez prêter entre
„ mes mains, vous unit à la France. Déjà
„ gouvernés par des Princes français, vous
„ leur avez été fidèles ; le plus grand Mo-
„ narque du monde doit-il s'attendre qu'avec
„ lui seul vous ne tiendrez pas vos sermens ?
„ Non, le peuple de cette précieuse contrée
„ ne peut être parjure ; aussi doit-il compter
„ sur les bénédictions du Ciel, et la puis-
„ sante protection de son auguste et nou-
„ veau Souverain. “

Les membres du Conseil d'Etat, les Of-
ficiers de Justice, militaires et des finances,
les Députés de la Compagnie des Pasteurs
et des quatre corps de Bourgeoisie, ayant
ensuite été appelés à solenniser individuel-
lement leur nouveau serment ; ils y ont sa-
tisfait en s'approchant successivement de S. E.
et s'exprimant ainsi, les doigts levés : *Je*
jure obéissance aux constitutions de l'Em-
pire, et fidélité à L'EMPEREUR DES FRAN-
ÇAIS, ROI D'ITALIE.

Ce serment célébré, le Président moderne
du Conseil d'Etat, parlant au nom de tous
les Corps constitués et de tous les sujets de
l'Etat, a adressé à S. E. un discours pour

„ France, ce Soleil pur et vivifiant, les dis-
„ sipera bien vite, en pénétrant vos âmes
„ de reconnoissance, de respect, d'amour
„ et de fidélité. “

„ Le serment que vous allez prêter entre
„ mes mains, vous unit à la France. Déjà
„ gouvernés par des Princes français, vous
„ leur avez été fidèles ; le plus grand Mo-
„ narque du monde doit-il s'attendre qu'avec
„ lui seul vous ne tiendrez pas vos sermens ?
„ Non, le peuple de cette précieuse contrée
„ ne peut être parjure ; aussi doit-il compter
„ sur les bénédictions du Ciel, et la puis-
„ sante protection de son auguste et nou-
„ veau Souverain. “

Les membres du Conseil d'Etat, les Of-
ficiers de Justice, militaires et des finances,
les Députés de la Compagnie des Pasteurs
et des quatre corps de Bourgeoisie, ayant
ensuite été appelés à solenniser individuel-
lement leur nouveau serment ; ils y ont sa-
tisfait en s'approchant successivement de S. E.
et s'exprimant ainsi, les doigts levés : *Je*
jure obéissance aux constitutions de l'Em-
pire, et fidélité à L'EMPEREUR DES FRAN-
ÇAIS, ROI D'ITALIE.

Ce serment célébré, le Président moderne
du Conseil d'Etat, parlant au nom de tous
les Corps constitués et de tous les sujets de
l'Etat, a adressé à S. E. un discours pour

lui exprimer leur fidélité et leur dévouement sans bornes à *S. M. L'EMPEREUR*, leur nouveau Souverain; pour les recommander à Sa puissante et paternelle protection, et pour témoigner à *S. E.* en particulier, combien ils se trouvent heureux de voir en Elle l'organe de leurs sentimens envers *S. M. IMPÉRIALE ET ROYALE*.

S. E. a ensuite levé l'assemblée, et accompagnée du Conseil d'Etat et d'un grand nombre d'Officiers français et de fonctionnaires publics de ce pays, Elle a reconduit *S. E.* le Baron DE CHAMBRIER en Sa maison; et le même cortège a suivi *S. E.* le général OUDINOT à son retour au Château, toujours escorté de troupe, au bruit de la musique et de l'artillerie.

A cinq heures un festin splendide, auquel *S. E.* le général OUDINOT avoit invité *S. E.* le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, et toutes les personnes qui avoient assisté à la cérémonie du matin, ainsi que M.^{rs} les Généraux et nombre d'Officiers français, a été servi dans la grande salle du Château. On a porté, au bruit de l'artillerie, au son d'une brillante musique, et aux acclamations incessamment répétées par tous les convives, les toasts suivans :

1.^o Le Général OUDINOT, à *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*.

lui exprimer leur fidélité et leur dévouement sans bornes à *S. M. L'EMPEREUR*, leur nouveau Souverain; pour les recommander à Sa puissante et paternelle protection, et pour témoigner à *S. E.* en particulier, combien ils se trouvent heureux de voir en Elle l'organe de leurs sentimens envers *S. M. IMPÉRIALE ET ROYALE*.

S. E. a ensuite levé l'assemblée, et accompagnée du Conseil d'Etat et d'un grand nombre d'Officiers français et de fonctionnaires publics de ce pays, Elle a reconduit *S. E.* le Baron DE CHAMBRIER en Sa maison; et le même cortège a suivi *S. E.* le général OUDINOT à son retour au Château, toujours escorté de troupe, au bruit de la musique et de l'artillerie.

A cinq heures un festin splendide, auquel *S. E.* le général OUDINOT avoit invité *S. E.* le Baron DE CHAMBRIER D'OLEYRES, et toutes les personnes qui avoient assisté à la cérémonie du matin, ainsi que M.^{rs} les Généraux et nombre d'Officiers français, a été servi dans la grande salle du Château. On a porté, au bruit de l'artillerie, au son d'une brillante musique, et aux acclamations incessamment répétées par tous les convives, les toasts suivans :

1.^o Le Général OUDINOT, à *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*.

à S. M. l'Empereur Napoléon. 13

2.° L'Ambassadeur Prussien, à SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

3.° Le Général DUPAS, à SA MAJESTÉ L'IMPÉRATRICE.

4.° Le Général RUFFIN, à la Famille Impériale.

5.° Le Général SCHRAMM, à la Famille Royale de Prusse.

6.° Le Président du Conseil d'Etat, à la réunion des Etats de Neuchatel et de Valangin au grand Empire.

7.° Le Chef d'Etat-Major, JARRY, aux fidèles Alliés de l'Empire français, et à la fierté que doit avoir tout sujet d'un Etat gouverné par NAPOLEON-LE-GRAND.

8.° Le Président du Conseil d'Etat, à Son Excellence le Général OUDINOT.

9.° S. E. le Général OUDINOT, à Son Excellence le Baron DE CHAMBRIER, Commissaire Prussien.

Au haut de la salle, élégamment illuminée et décorée de guirlandes et de fleurs artistement arrangées, ainsi que de diverses inscriptions rappelant les victoires de *Venise*, *Marengo*, *Tagliamento*, *Arcole*, *Lody*, *Gênes*, *Montenotte*, *Malte*, *Alexandrie*, *Aboukir*, etc. etc.; étoit placé le buste de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR NAPOLEON. On lisoit sur le piédestal :

LE PLUS GRAND DES MONARQUES.

à S. M. l'Empereur Napoléon. 13

2.° L'Ambassadeur Prussien, à SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

3.° Le Général DUPAS, à SA MAJESTÉ L'IMPÉRATRICE.

4.° Le Général RUFFIN, à la Famille Impériale.

5.° Le Général SCHRAMM, à la Famille Royale de Prusse.

6.° Le Président du Conseil d'Etat, à la réunion des Etats de Neuchatel et de Valangin au grand Empire.

7.° Le Chef d'Etat-Major, JARRY, aux fidèles Alliés de l'Empire français, et à la fierté que doit avoir tout sujet d'un Etat gouverné par NAPOLÉON-LE-GRAND.

8.° Le Président du Conseil d'Etat, à Son Excellence le Général OUDINOT.

9.° S. E. le Général OUDINOT, à Son Excellence le Baron DE CHAMBRIER, Commissaire Prussien.

Au haut de la salle, élégamment illuminée et décorée de guirlandes et de fleurs artistement arrangées, ainsi que de diverses inscriptions rappelant les victoires de *Venise*, *Marengo*, *Tagliamento*, *Arcole*, *Lody*, *Gênes*, *Montenotte*, *Malte*, *Alexandrie*, *Aboukir*, etc. etc.; étoit placé le buste de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR NAPOLÉON. On lisoit sur le piédestal :

LE PLUS GRAND DES MONARQUES.

Le soir une illumination dans toute la Ville a terminé ce jour de fête et d'allégresse, consacré au Héros auquel ce pays devra désormais tout son bonheur.

NOUS JEAN-PIERRE BARON DE CHAMBRIER D'OLEYRES, *Chambellan, Chevalier de l'ordre de l'Aigle-rouge, et Envoyé extraordinaire de SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE auprès de la Confédération Suisse.*

Ayant été chargé en vertu d'une commission spéciale de la part de Sa dite Majesté, de déclarer à tous les sujets de Sa Principauté de Neuchatel et Valangin, qu'ensuite de la cession qu'Elle a faite du dit État à SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ROI D'ITALIE, ils sont déliés du serment de fidélité qu'ils lui avoient prêté; c'est en exécution de cette commission, qu'ayant solennellement remis aujourd'hui, au nom du Roi, la dite Souveraineté à Son Excellence le Général OUDINOT, Grand-Officier, Grand-Cordon de la Légion d'hon-

14 *Remise de la Principauté*

Le soir une illumination dans toute la Ville a terminé ce jour de fête et d'allégresse, consacré au Héros auquel ce pays devra désormais tout son bonheur.

NOUS JEAN-PIERRE BARON DE CHAMBRIER D'OLEYRES, *Chambellan, Chevalier de l'ordre de l'Aigle-rouge, et Envoyé extraordinaire de SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE auprès de la Confédération Suisse.*

Ayant été chargé en vertu d'une commission spéciale de la part de Sa dite Majesté, de déclarer à tous les sujets de Sa Principauté de Neuchatel et Valangin, qu'ensuite de la cession qu'Elle a faite du dit État à SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ROI D'ITALIE, ils sont déliés du serment de fidélité qu'ils lui avoient prêté; c'est en exécution de cette commission, qu'ayant solennellement remis aujourd'hui, au nom du Roi, la dite Souveraineté à Son Excellence le Général OUDINOT, Grand-Officier, Grand-Cordon de la Légion d'hon-

à S. M. l'Empereur Napoléon. 15

neur, membre du Corps-législatif, Commissaire nommé par Sa Majesté Impériale et Royale, pour la recevoir en son nom : Nous délions tous les Corps constitués, fonctionnaires publics, et généralement tous les sujets du dit État de Neuchatel et Valangin, de leur serment de fidélité envers Sa dite MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE et Sa Maison Royale. SA MAJESTÉ les remerciant du zèle et de la fidélité qu'ils lui ont constamment témoigné, et faisant pour leur bonheur et prospérité futurs des vœux vraiment paternels, dont la sagesse du Gouvernement, sous lequel ils vont vivre, leur garantit l'accomplissement. Neuchatel, le 22 Mars 1806.

CHAMBRIER D'OLEYRES.]

SON Excellence le Général OUDINOT ayant confirmé tous les fonctionnaires publics de cette Souveraineté dans leurs offices, il est enjoint à tous les Chefs de Judicature, de maintenir en activité tous les fonctionnaires civils qui sont sous leurs ordres, ainsi que les notaires et arpenteurs établis dans leurs

à S. M. l'Empereur Napoléon. 15

neur, membre du Corps-législatif, Commissaire nommé par Sa Majesté Impériale et Royale, pour la recevoir en son nom : Nous délions tous les Corps constitués, fonctionnaires publics, et généralement tous les sujets du dit État de Neuchatel et Valangin, de leur serment de fidélité envers Sa dite MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE et Sa Maison Royale. SA MAJESTÉ les remerciant du zèle et de la fidélité qu'ils lui ont constamment témoigné, et faisant pour leur bonheur et prospérité futurs des vœux vraiment paternels, dont la sagesse du Gouvernement, sous lequel ils vont vivre, leur garantit l'accomplissement. Neuchatel, le 22 Mars 1806.

CHAMBRIER D'OLEYRES.]

SON Excellence le Général OUDINOT ayant confirmé tous les fonctionnaires publics de cette Souveraineté dans leurs offices, il est enjoint à tous les Chefs de Judicature, de maintenir en activité tous les fonctionnaires civils qui sont sous leurs ordres, ainsi que les notaires et arpenteurs établis dans leurs

16 *Remise de la Principauté, etc.*

Juridictions respectives. Etant en même tems enjoint aux dits Officiers, de faire substituer dans tous les actes publics qui s'instrumenteront désormais, le nom de *SA MAJESTÉ NAPOLEON I.^r, Empereur des Français Roi d'Italie*, à celui de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 24 Mars 1806.

DE BOYVE.

ENSUITE des ordres de Son Excellence le Général *OUDINOT*, il est enjoint à tous les Chefs de Jurisdiction, de faire lire Vendredi prochain 28 du courant, à midi, dans toutes les Villes, Bourgs et Villages de leurs ressorts respectifs, par leurs Greffiers dans les Chefs-lieux du ressort, et par les premiers fonctionnaires publics dans les autres lieux, la proclamation ci-jointe, qui devra ensuite être affichée; et de pourvoir à ce que cette lecture ait lieu avec toute la solennité que dicte son objet, et qu'elle soit accompagnée de toutes les démonstrations qui peuvent mériter aux sujets de cet Etat, la puissante Protection, et la magnanime Bienveillance de l'Incomparable Monarque auquel ils appartiennent aujourd'hui. Donné en Conseil tenu sous notre présidence à Neuchatel, le 25^e Mars 1806.

DE BOYVE.

Lettre

16 *Remise de la Principauté, etc.*

Juridictions respectives. Etant en même tems enjoint aux dits Officiers, de faire substituer dans tous les actes publics qui s'instrumenteront désormais, le nom de *SA MAJESTÉ NAPOLEON I.*, *Empereur des Français Roi d'Italie*, à celui de *SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE*. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 24 Mars 1806.

DE BOYVE.

ENSUITE des ordres de Son Excellence le Général *LOUDON*, il est enjoint à tous les Chefs de Jurisdiction, de faire lire Vendredi prochain 28 du courant, à midi, dans toutes les Villes, Bourgs et Villages de leurs ressorts respectifs, par leurs Greffiers dans les Chefs-lieux du ressort, et par les premiers fonctionnaires publics dans les autres lieux, la proclamation ci-jointe, qui devra ensuite être affichée; et de pourvoir à ce que cette lecture ait lieu avec toute la solennité que dicte son objet, et qu'elle soit accompagnée de toutes les démonstrations qui peuvent mériter aux sujets de cet Etat, la puissante Protection, et la magnanime Bienveillance de l'Incomparable Monarque auquel ils appartiennent aujourd'hui. Donné en Conseil tenu sous notre présidence à Neuchatel, le 25^e Mars 1806.

DE BOYVE.

Lettre

L E T T R E

*Adressée au Conseil d'Etat par SON AL-
TESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ET DUC
DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN.*

MESSIEURS le Président et Gens du Conseil d'État établi en la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin ! Je viens de recevoir l'adresse que vous avez rédigée en Conseil tenu le 8^e Avril. Je suis sensible aux témoignages de respect et à l'hommage que vous m'offrez au nom de tous vos concitoyens ; mais il est un autre sentiment qui sera plus cher à mon cœur, celui d'être aimé de ce peuple aussi intéressant par ses qualités morales qu'il l'est par son industrie. Ce sentiment doit être mérité, et c'est où j'aspire.

Vous avez raison, Messieurs, d'espérer un avenir heureux sous la puissante protection de NAPOLEON LE GRAND, de ce génie dont j'ai eu le bonheur de mériter l'estime. Je sens vivement le haut prix des bontés dont il a récompensé

L E T T R E

*Adressée au Conseil d'Etat par Son AL-
TESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ET DUC
DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN.*

MESSIEURS le Président et Gens du Conseil d'État établi en la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin ! Je viens de recevoir l'adresse que vous avez rédigée en Conseil tenu le 8^e Avril. Je suis sensible aux témoignages de respect et à l'hommage que vous m'offrez au nom de tous vos concitoyens ; mais il est un autre sentiment qui sera plus cher à mon cœur, celui d'être aimé de ce peuple aussi intéressant par ses qualités morales qu'il l'est par son industrie. Ce sentiment doit être mérité, et c'est où j'aspire.

Vous avez raison, Messieurs, d'espérer un avenir heureux sous la puissante protection de NAPOLEON LE GRAND, de ce génie dont j'ai eu le bonheur de mériter l'estime. Je sens vivement le haut prix des bontés dont il a récompensé

mes services; ces bontés il les reportera sur ma famille, et cette famille ce sont les habitans de la Principauté de Neuchatel.

J'attends avec impatience le moment si cher à mon cœur de me trouver au milieu de vous, et d'y recevoir vos sermens de fidélité, en échange du desir ardent que je vous porterai de contribuer au bonheur de ce Peuple devenu mes enfans; et jusqu'à ce moment désiré, Messieurs, le Général OUDINOT, Commissaire Impérial, l'un de mes plus dignes compagnons d'armes, est investi des pouvoirs de l'Empereur pour présider le Gouvernement de la Principauté de Neuchatel, jusqu'à ce que vous soyez prévenus officiellement de ma prise de possession et que j'aie reçu vos sermens. Croyez, Messieurs, à mon affection pour tous les habitans que vous administrez, ainsi qu'à mes sentimens distingués pour vous en particulier. Munich, le 24^e Avril 1806.

*Le Maréchal Prince ALEXANDRE,
Prince et Duc de Neuchatel et Valangin.*

mes services; ces bontés il les reportera sur ma famille, et cette famille ce sont les habitans de la Principauté de Neuchatel.

J'attends avec impatience le moment si cher à mon cœur de me trouver au milieu de vous, et d'y recevoir vos sermens de fidélité, en échange du desir ardent que je vous porterai de contribuer au bonheur de ce Peuple devenu mes enfans; et jusqu'à ce moment désiré, Messieurs, le Général OUDINOT, Commissaire Impérial, l'un de mes plus dignes compagnons d'armes, est investi des pouvoirs de l'Empereur pour présider le Gouvernement de la Principauté de Neuchatel, jusqu'à ce que vous soyez prévenus officiellement de ma prise de possession et que j'aie reçu vos sermens. Croyez, Messieurs, à mon affection pour tous les habitans que vous administrez, ainsi qu'à mes sentimens distingués pour vous en particulier. Munich, le 24^e Avril 1806.

*Le Maréchal Prince ALEXANDRE,
Prince et Duc de Neuchatel et Valangin.*

*A Messieurs les Quatre-Ministres,
Petit et Grand-Conseil de la ville de
Neuchâtel, à Neuchâtel.*

Le Prince ALEXANDRE, Duc de Neuchâtel
et Valangin.

MESSIEURS les Quatre-Ministres, Petit
et Grand-Conseil de la Ville de Neu-
châtel ! J'ai reçu, à mon Quartier-Gé-
néral à Munich, votre adresse de féli-
citation : Je suis sensible à vos expres-
sions d'attachement et de fidélité. J'ai
fait connoître à Messieurs le Président
et Gens du Conseil d'Etat, mes senti-
mens pour le peuple de Neuchâtel dont
vous faites partie. Je me plais à répéter
aux habitans de la capitale, que le desir
le plus ardent de mon cœur est d'imi-
ter les Princes qui m'ont précédé dans
tout ce qui peut être avantageux à ma
nouvelle famille. Après avoir combattu
pour le bonheur et pour la gloire de
mon pays sous NAPOLÉON LE GRAND,
quelle plus douce récompense pouvoit
me donner ce Monarque, que de me
confier le soin paternel de gouverner

*A Messieurs les Quatre-Ministres,
Petit et Grand-Conseil de la ville de
Neuchâtel, à Neuchâtel.*

Le Prince ALEXANDRE, Duc de Neuchâtel
et Valangin.

MESSIEURS les Quatre-Ministres, Petit
et Grand-Conseil de la Ville de Neu-
châtel ! J'ai reçu, à mon Quartier-Gé-
néral à Munich, votre adresse de féli-
citation : Je suis sensible à vos expres-
sions d'attachement et de fidélité. J'ai
fait connoître à Messieurs le Président
et Gens du Conseil d'Etat, mes senti-
mens pour le peuple de Neuchâtel dont
vous faites partie. Je me plais à répéter
aux habitans de la capitale, que le desir
le plus ardent de mon cœur est d'imi-
ter les Princes qui m'ont précédé dans
tout ce qui peut être avantageux à ma
nouvelle famille. Après avoir combattu
pour le bonheur et pour la gloire de
mon pays sous NAPOLÉON LE GRAND,
quelle plus douce récompense pouvoit
me donner ce Monarque, que de me
confier le soin paternel de gouverner

20 *Lettre du Prince au Conseil de Ville.*

la Principauté de Neuchatel? Croyez, Messieurs, à mon affection particulière pour votre ville, comme à mes sentimens distingués pour vous.

Munich, le 24^e Avril 1806.

*Le Maréchal Prince ALEXANDRE,
Prince et Duc de Neuchatel et Valangin.*

LE Conseil d'Etat informe le Doyen de la compagnie des Pasteurs, les Officiers de Judicature et les Chefs des quatre Bourgeoisies, que Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire de *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*, au moment de son départ de Neuchatel, a remis le Commandement de ce Pays à M.^r GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel, l'un des Commandans de la Légion d'Honneur, et l'a en même tems chargé de représenter *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE*, et administrer en Son nom de concert avec les Autorités du Pays. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 24^e Septembre 1806.

DE MONTMOLLIN.

20 *Lettre du Prince au Conseil de Ville.*

la Principauté de Neuchatel? Croyez, Messieurs, à mon affection particulière pour votre ville, comme à mes sentimens distingués pour vous.

Munich, le 24^e Avril 1806.

*Le Maréchal Prince ALEXANDRE,
Prince et Duc de Neuchatel et Valangin.*

LE Conseil d'Etat informe le Doyen de la compagnie des Pasteurs, les Officiers de Judicature et les Chefs des quatre Bourgeoisies, que Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire de *SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI*, au moment de son départ de Neuchatel, a remis le Commandement de ce Pays à M.^r GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel, l'un des Commandans de la Légion d'Honneur, et l'a en même tems chargé de représenter *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE*, et administrer en Son nom de concert avec les Autorités du Pays. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 24^e Septembre 1806.

DE MONTMOLLIN.

LE Conseil d'Etat, informé du desir que manifestent les ressortissans de cette Principauté, de célébrer par des démonstrations publiques, la remise de cet Etat à *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE*; croit devoir les prévenir, que par une lettre en date d'hier, Monsieur le Délégué de Son Excellence le Commissaire Impérial, invite au nom du PRINCE tous les habitans de la Principauté, à s'abstenir de tous témoignages dispendieux de leur allégresse, et déclare que SON ALTESSE n'a besoin d'aucune démonstration pour croire à l'amour de Ses sujets, qu'Elle se contente avec plus de plaisir de leurs vœux pour une paix prompte et solide qui assure le bonheur des peuples, et qui permettroit à SON ALTESSE de se rendre à l'empressement de Ses sujets. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

LE Conseil d'Etat, informé du desir que manifestent les ressortissans de cette Principauté, de célébrer par des démonstrations publiques, la remise de cet Etat à *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE*; croit devoir les prévenir, que par une lettre en date d'hier, Monsieur le Délégué de Son Excellence le Commissaire Impérial, invite au nom du PRINCE tous les habitans de la Principauté, à s'abstenir de tous témoignages dispendieux de leur allégresse, et déclare que SON ALTESSE n'a besoin d'aucune démonstration pour croire à l'amour de Ses sujets, qu'Elle se contente avec plus de plaisir de leurs vœux pour une paix prompte et solide qui assure le bonheur des peuples, et qui permettroit à SON ALTESSE de se rendre à l'empressement de Ses sujets. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel,
l'un des Commandans de la Légion d'Honneur;
Délégué du Commissaire de SA MAJESTÉ L'EM-
PEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, dans
la Principauté de Neuchatel; et Représentant
de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE
ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel.

Aux Sujets et Ressortissans de la Principauté!

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, par
une suite de Sa sollicitude paternelle, vous
a donné pour Souverain le Compagnon de
Ses glorieux exploits. Je viens en ce moment
de remettre au nom de ce Monarque, la
Principauté de Neuchatel à SON ALTESSE
SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE,
que j'ai l'honneur de représenter. Mon sé-
jour dans la Principauté m'a fait suffisamment
connoître votre amour et votre attachement
pour ce PRINCE. Le serment que viennent
de Lui prêter avec joie les fonctionnaires
publics, et les représentans des Corps de
l'Etat, m'est un sûr garant de la fidélité in-
violable que vous porterez à un Souverain
qui s'est annoncé à Ses Peuples en Se déclara-
nt leur Père; ainsi que de votre empres-
sement à vous conformer avec exactitude
aux ordres qui vous seront donnés de Sa
part par Son Conseil d'Etat, que j'ai investi

GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel,
l'un des Commandans de la Légion d'Honneur;
Délégué du Commissaire de SA MAJESTÉ L'EM-
PEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, dans
la Principauté de Neuchatel; et Représentant
de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE
ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel.

Aux Sujets et Ressortissans de la Principauté!

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, par
une suite de Sa sollicitude paternelle, vous
a donné pour Souverain le Compagnon de
Ses glorieux exploits. Je viens en ce moment
de remettre au nom de ce Monarque, la
Principauté de Neuchatel à SON ALTESSE
SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE,
que j'ai l'honneur de représenter. Mon sé-
jour dans la Principauté m'a fait suffisamment
connoître votre amour et votre attachement
pour ce PRINCE. Le serment que viennent
de Lui prêter avec joie les fonctionnaires
publics, et les représentans des Corps de
l'Etat, m'est un sûr garant de la fidélité in-
violable que vous porterez à un Souverain
qui s'est annoncé à Ses Peuples en Se déclara-
nt leur Père; ainsi que de votre empres-
sement à vous conformer avec exactitude
aux ordres qui vous seront donnés de Sa
part par Son Conseil d'Etat, que j'ai investi

de tous les pouvoirs, et qui dès ce moment est chargé de représenter SON ALTESSE, et d'administrer en Son nom la Principauté.

Neuchatel, le 7.^e Octobre 1806.

JARRY.

A la suite de la remise de cette Principauté, qui a eu lieu hier de la part de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ROI D'ITALIE, à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE; il est ordonné qu'à dater du 12.^e de ce mois, dans tous les actes judiciaires, notariaux et autres, où le nom du Souverain est rappelé, il soit substitué au nom de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, l'intitulation suivante: *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel*. Etant enjoint à tous les Officiers de Judicature, de remettre un double du présent aux personnes d'office qui seront assermentées le 11.^e du courant. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 8.^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

LA Principauté de Neuchatel ayant été solennellement remise de la part de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS et ROI D'ITALIE, à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE

à S. A. S. le Prince Alexandre 23

de tous les pouvoirs, et qui dès ce moment est chargé de représenter SON ALTESSE, et d'administrer en Son nom la Principauté.

Neuchatel, le 7.^e Octobre 1806.

JARRY.

A la suite de la remise de cette Principauté, qui a eu lieu hier de la part de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ROI D'ITALIE, à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE; il est ordonné qu'à dater du 12.^e de ce mois, dans tous les actes judiciaires, notariaux et autres, où le nom du Souverain est rappelé, il soit substitué au nom de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI, l'intitulation suivante: *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel*. Etant enjoint à tous les Officiers de Judicature, de remettre un double du présent aux personnes d'office qui seront assermentées le 11.^e du courant. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 8.^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

LA Principauté de Neuchatel ayant été solennellement remise de la part de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS et ROI D'ITALIE, à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE

ALEXANDRE; le Conseil d'Etat, après avoir, ainsi que les Officiers de l'Etat, et les Représentans des Corps de l'Etat, prêté serment à SON ALTESSE, ordonne à tous les Chefs des Juridictions, de faire convoquer sur le Samedi 11.^e de ce mois, à dix heures du matin, au lieu des séances ordinaires de la Justice, les membres du Corps de Justice, les Officiers militaires, les Notaires, les Anciens d'Eglise, Arpenteurs, et toutes autres personnes assermentées à la Seigneurie; et d'exiger de chacun d'eux le serment, selon la formule suivante : *Je jure fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel, et obéissance aux Autorités établies de Sa part.* Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 8.^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

ALEXANDRE; le Conseil d'Etat, après avoir, ainsi que les Officiers de l'Etat, et les Représentans des Corps de l'Etat, prêté serment à SON ALTESSE, ordonne à tous les Chefs des Juridictions, de faire convoquer sur le Samedi 11.^e de ce mois, à dix heures du matin, au lieu des séances ordinaires de la Justice, les membres du Corps de Justice, les Officiers militaires, les Notaires, les Anciens d'Eglise, Arpenteurs, et toutes autres personnes assermentées à la Seigneurie; et d'exiger de chacun d'eux le serment, selon la formule suivante : *Je jure fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Prince et Duc de Neuchatel, et obéissance aux Autorités établies de Sa part.* Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 8.^e Octobre 1806.

DE MONTMOLLIN.

NOUS FRANÇOIS LESPERUT, *membre du Corps-législatif de l'Empire français, membre de la Légion d'Honneur, établi par SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Commissaire Général et Extraordinaire dans Sa Principauté de Neuchâtel.*

Faisons connoître à tous les sujets et habitans de cette Principauté, les intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, continues dans l'ordre ci-après, que Nous enjoignons à tous les Officiers de Judicature, de faire lire et afficher en la forme ordinaire. Donné au Château de Neuchâtel, le 13^e Octobre 1806.

LESPELUT.

**TENEUR DE L'ORDRE
DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME.**

ARTICLE I.

L'acte Impérial du 30^e Mars dernier, par lequel SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ET ROI D'ITALIE, Nous a cédé et transporté la propriété et souveraineté de la principauté de Neuchâtel, sera proclamé et affiché

NOUS FRANÇOIS LESPERUT, *membre du Corps-législatif de l'Empire français, membre de la Légion d'Honneur, établi par SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, Commissaire Général et Extraordinaire dans Sa Principauté de Neuchatel.*

Faisons connoître à tous les sujets et habitans de cette Principauté, les intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, continues dans l'ordre ci-après, que Nous enjoignons à tous les Officiers de Judicature, de faire lire et afficher en la forme ordinaire. Donné au Château de Neuchatel, le 13^e Octobre 1806.

LES P E R U T.

**TENEUR DE L'ORDRE
DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME.**

ARTICLE I.

L'acte Impérial du 30^e Mars dernier, par lequel SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES FRANÇAIS ET ROI D'ITALIE, Nous a cédé et transporté la propriété et souveraineté de la principauté de Neuchatel, sera proclamé et affiché

dans toute l'étendue de cette principauté.

ARTICLE II.

Il n'est rien changé à l'administration, soit civile, soit judiciaire, de la principauté de Neuchatel. Tous les Magistrats et Officiers civils de Justice et de Police qui y sont en activité, continueront l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE III.

A compter de la publication de l'acte Impérial sus-mentionné et du présent, la justice sera rendue dans la principauté de Neuchatel en Notre nom, et tous les actes publics seront faits sous Notre autorité, comme le tout étoit fait ci-devant au nom et sous l'autorité des Souverains Nos prédécesseurs.

ARTICLE IV.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution des dispositions ci-dessus.

Donné à Notre Quartier-Général de Munich, le 4^e Avril 1806.

Signé ALEXANDRE.

dans toute l'étendue de cette principauté.

ARTICLE II.

Il n'est rien changé à l'administration, soit civile, soit judiciaire, de la principauté de Neuchatel. Tous les Magistrats et Officiers civils de Justice et de Police qui y sont en activité, continueront l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE III.

A compter de la publication de l'acte Impérial sus-mentionné et du présent, la justice sera rendue dans la principauté de Neuchatel en Notre nom, et tous les actes publics seront faits sous Notre autorité, comme le tout étoit fait ci-devant au nom et sous l'autorité des Souverains Nos prédécesseurs.

ARTICLE IV.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution des dispositions ci-dessus.

Donné à Notre Quartier-Général de Munich, le 4^e Avril 1806.

Signé ALEXANDRE.

ACTE IMPÉRIAL

DU 30^e MARS 1806.

*NAPOLÉON, par la grâce de Dieu
et les Constitutions, Empereur des
Français et Roi d'Italie, à tous
présens et à venir, salut!*

Voulant donner à Notre cousin le
maréchal BERTHIER, Notre grand-
veneur et Notre ministre de la guerre,
un témoignage de Notre bienveillance
pour l'attachement qu'il a toujours
montré, et la fidélité et le talent avec
lesquels il Nous a constamment servi;
Nous avons résolu de lui transférer,
comme en effet Nous lui transférons
par les présentes, la principauté de
Neuchatel, avec le titre de Prince et
Duc de Neuchatel, pour la posséder
en toute propriété et souveraineté,
telle qu'elle Nous a été cédée par Sa
Majesté le Roi de Prusse.

Nous entendons qu'il transmettra la
dite principauté à ses enfans mâles,
légitimes et naturels, par ordre de

ACTE IMPÉRIAL

DU 30^e MARS 1806.

*NAPOLÉON, par la grâce de Dieu
et les Constitutions, Empereur des
Français et Roi d'Italie, à tous
présens et à venir, salut!*

Voulant donner à Notre cousin le
maréchal BERTHIER, Notre grand-
veneur et Notre ministre de la guerre,
un témoignage de Notre bienveillance
pour l'attachement qu'il a toujours
montré, et la fidélité et le talent avec
lesquels il Nous a constamment servi;
Nous avons résolu de lui transférer,
comme en effet Nous lui transférons
par les présentes, la principauté de
Neuchatel, avec le titre de Prince et
Duc de Neuchatel, pour la posséder
en toute propriété et souveraineté,
telle qu'elle Nous a été cédée par Sa
Majesté le Roi de Prusse.

Nous entendons qu'il transmettra la
dite principauté à ses enfans mâles,
légitimes et naturels, par ordre de

primogéniture ; Nous réservant, si sa descendance masculine, légitime et naturelle venoit à s'éteindre, ce que Dieu ne veuille, de transmettre la dite principauté, aux mêmes titres et charges, à Notre choix, et ainsi que Nous le croirons convenable pour le bien de Nos peuples et l'intérêt de Notre couronne.

Notre cousin le maréchal BERTHIER prêtera en Nos mains, et en sa dite qualité de Prince et Duc de Neuchatel, le serment de Nous servir en bon et loyal sujet. Le même serment sera prêté à chaque vacance par ses successeurs.

Nous ne doutons pas qu'ils n'héritent de ses sentimens pour Nous, et qu'ils ne Nous portent, ainsi qu'à Nos descendans, le même attachement et la même fidélité.

Nos peuples de Neuchatel mériteront par leur obéissance envers leur nouveau Souverain, la protection spéciale qu'il est dans Notre intention de leur accorder constamment.

primogéniture ; Nous réservant, si sa descendance masculine, légitime et naturelle venoit à s'éteindre, ce que Dieu ne veuille, de transmettre la dite principauté, aux mêmes titres et charges, à Notre choix, et ainsi que Nous le croirons convenable pour le bien de Nos peuples et l'intérêt de Notre couronne.

Notre cousin le maréchal BERTHIER prêtera en Nos mains, et en sa dite qualité de Prince et Duc de Neuchatel, le serment de Nous servir en bon et loyal sujet. Le même serment sera prêté à chaque vacance par ses successeurs.

Nous ne doutons pas qu'ils n'héritent de ses sentimens pour Nous, et qu'ils ne Nous portent, ainsi qu'à Nos descendans, le même attachement et la même fidélité.

Nos peuples de Neuchatel mériteront par leur obéissance envers leur nouveau Souverain, la protection spéciale qu'il est dans Notre intention de leur accorder constamment.

à S. A. S. le Prince Alexandre. 29

Donné en Notre palais des Thuilleries, le 30^e Mars 1806.

Signé N A P O L É O N.

par l'Empereur,

le ministre secrétaire d'Etat,
signé H. B. MARET.

Vu par nous
Archichancelier de l'Empire,
Signé CAMBACÉRÈS.

S O N A L T E S S E S É R É N I S S I M E, notre très-gracieux Souverain, ayant, à la suite du serment qui lui a été provisoirement prêté le 7^e du mois passé, chargé par un rescrit du 31^e du même mois, Son Commissaire-Général et Extraordinaire en cette souveraineté, de procéder maintenant à cet acte important, en lui donnant toute l'extension requise et toute la solennité dont il est susceptible.

Il est en conséquence ordonné:

- 1.^o A tous les Officiers de Judicature de cet Etat, de se rendre Mardi 18^e du courant, à dix heures du matin, dans le temple de cette ville, à la tête de leurs Cours de Justice, y compris les juges suppléans.

à S. A. S. le Prince Alexandre. 29

Donné en Notre palais des Thuilleries, le 30^e Mars 1806.

Signé N A P O L É O N.

par l'Empereur,

le ministre secrétaire d'Etat,
signé H. B. MARET.

Vu par nous
Archichancelier de l'Empire,
Signé CAMBACÉRÈS.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, notre très-gracieux Souverain, ayant, à la suite du serment qui lui a été provisoirement prêté le 7^e du mois passé, chargé par un rescrit du 31^e du même mois, Son Commissaire-Général et Extraordinaire en cette souveraineté, de procéder maintenant à cet acte important, en lui donnant toute l'extension requise et toute la solennité dont il est susceptible.

Il est en conséquence ordonné:

- 1.^o A tous les Officiers de Judicature de cet Etat, de se rendre Mardi 18^e du courant, à dix heures du matin, dans le temple de cette ville, à la tête de leurs Cours de Justice, y compris les juges suppléans.

30 *Prestation du serment de fidélité*

Le même ordre est donné

- 2.° Aux Vassaux de l'Etat, et au Commissaire - général.
- 3.° A l'Etat - Major des Milices, aux Capitaines et à tous les Officiers militaires brevetés des quatre départemens.
- 4.° A tous les Receveurs et Officiers de finance.
- 5.° A tous les Notaires.
- 6.° Au Doyen et à la Compagnie des Pasteurs.
- 7.° Aux Doyen et membres du Clergé de la Châtellenie du Landeron.
- 8.° Aux Chefs des quatre Bourgeoisies.
- 9.° A l'un des Gouverneurs de chaque Communauté.

Pour prêter chacun d'eux solennellement, successivement et selon l'appel qui en sera fait, le serment de fidélité et d'obéissance qu'ils doivent à notre nouveau Souverain.

Il est de plus ordonné aux Officiers de Judicature, de faire sonner toutes les cloches de leurs Juridictions, le dit jour 18^e Novembre, de dix jusqu'à onze heures du matin.

Les sautiers, en habits de livrée, avec leurs sceptres, devront suivre les Cours de Justice auxquelles ils sont attachés.

Chaque Officier de Judicature sera porteur d'une liste nominative des Justiciers, Suppléans, Notaires et Gouverneurs de Communauté de leurs Juridictions, et ap-

30 *Prestation du serment de fidélité*

Le même ordre est donné

- 2.° Aux Vassaux de l'Etat, et au Commissaire - général.
- 3.° A l'Etat - Major des Milices, aux Capitaines et à tous les Officiers militaires brevetés des quatre départemens.
- 4.° A tous les Receveurs et Officiers de finance.
- 5.° A tous les Notaires.
- 6.° Au Doyen et à la Compagnie des Pasteurs.
- 7.° Aux Doyen et membres du Clergé de la Châtellenie du Landeron:
- 8.° Aux Chefs des quatre Bourgeoisies.
- 9.° A l'un des Gouverneurs de chaque Communauté.

Pour prêter chacun d'eux solennellement, successivement et selon l'appel qui en sera fait, le serment de fidélité et d'obéissance qu'ils doivent à notre nouveau Souverain.

Il est de plus ordonné aux Officiers de Judicature, de faire sonner toutes les cloches de leurs Juridictions, le dit jour 18^e Novembre, de dix jusqu'à onze heures du matin.

Les sautiers, en habits de livrée, avec leurs sceptres, devront suivre les Cours de Justice auxquelles ils sont attachés.

Chaque Officier de Judicature sera porteur d'une liste nominative des Justiciers, Suppléans, Notaires et Gouverneurs de Communauté de leurs Juridictions, et ap-

à S. A. S. le Prince Alexandre. 34

pellera ces fonctionnaires au serment selon l'ordre de cette liste.

Chaque Chef de département militaire sera porteur d'une liste des Officiers militaires qui sont sous ses ordres, et les appellera au serment selon le grade et l'ancienneté de chacun d'eux.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 10^e Novembre 1806.

Le Commissaire-Général et Extraordinaire,

L E S P E R U T.

P R O G R A M M E

Pour la solennité de la prestation du serment de fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, fixée au Mardi 18 Novembre 1806. ()*

LE 17 Novembre, au coucher du soleil, des salves de l'artillerie du Prince annonceront la solennité du lendemain. L'artillerie de la ville de Neuchatel répondra.

Le 18, au lever du soleil, ces salves seront répétées.

(*) On trouve le procès-verbal de cette solennité chez l'Editeur de ce Recueil.

à S. A. S. le Prince Alexandre. 31

pellera ces fonctionnaires au serment selon l'ordre de cette liste.

Chaque Chef de département militaire sera porteur d'une liste des Officiers militaires qui sont sous ses ordres, et les appellera au serment selon le grade et l'ancienneté de chacun d'eux.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 10^e Novembre 1806.

Le Commissaire-Général et Extraordinaire,

L E S P E R U T.

P R O G R A M M E

Pour la solennité de la prestation du serment de fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE, fixée au Mardi 18 Novembre 1806. ()*

LE 17 Novembre, au coucher du soleil, des salves de l'artillerie du Prince annonceront la solennité du lendemain. L'artillerie de la ville de Neuchatel répondra.

Le 18, au lever du soleil, ces salves seront répétées.

(*) On trouve le procès-verbal de cette solennité chez l'Editeur de ce Recueil.

32 *Prestation du serment de fidélité*

A neuf heures, les Milices de la ville de Neuchâtel, et 400 Grenadiers des troupes du Prince, se formeront en haie depuis le Château jusqu'au Temple; des factionnaires seront placés partout où ils seront jugés nécessaires pour le maintien de l'ordre. M.^r le lieutenant-colonel Perregaux, est chargé en chef de la police du Château et du Temple, et de tous les détails de la cérémonie.

Les Militaires sous les armes, seront commandés par M.^r le lieutenant-colonel de Chaillet, qui donnera les consignes; il aura pour adjoint dans ce commandement, M.^r le lieutenant-colonel de Marval.

A neuf heures et demie, les membres du Conseil d'Etat seront rendus au Château.

La Garde-d'Honneur sera également rassemblée au Château à la même heure.

A dix heures, on sonnera toutes les cloches: les fonctionnaires publics, et tous les représentans des Corporations, convoqués par la lettre du 10 de ce mois, devront alors être rendus dans le temple, où ils occuperont les places qui leur seront désignées.

Lorsque l'assemblée sera formée, un Major et deux Aide-Majors recevront de M.^r le lieutenant-colonel Perregaux l'ordre de se rendre au Château, et d'en prévenir Son Excellence le Commissaire-Général et Extraordinaire.

Son

32 *Prestation du serment de fidélité*

A neuf heures, les Milices de la ville de Neuchâtel, et 400 Grenadiers des troupes du Prince, se formeront en haie depuis le Château jusqu'au Temple; des factionnaires seront placés partout où ils seront jugés nécessaires pour le maintien de l'ordre. M.^r le lieutenant-colonel Perregaux, est chargé en chef de la police du Château et du Temple, et de tous les détails de la cérémonie.

Les Militaires sous les armes, seront commandés par M.^r le lieutenant-colonel de Chaillet, qui donnera les consignes; il aura pour adjoint dans ce commandement, M.^r le lieutenant-colonel de Marval.

A neuf heures et demie, les membres du Conseil d'Etat seront rendus au Château.

La Garde-d'Honneur sera également rassemblée au Château à la même heure.

A dix heures, on sonnera toutes les cloches: les fonctionnaires publics, et tous les représentans des Corporations, convoqués par la lettre du 10 de ce mois, devront alors être rendus dans le temple, où ils occuperont les places qui leur seront désignées.

Lorsque l'assemblée sera formée, un Major et deux Aide-Majors recevront de M.^r le lieutenant-colonel Perregaux l'ordre de se rendre au Château, et d'en prévenir Son Excellence le Commissaire-Général et Extraordinaire.

Son

Son Excellence partira du Château, précédée du Commandant et de la moitié de la Garde-d'Honneur : quatre huissiers marcheront immédiatement devant elle. Les membres du Conseil d'Etat viendront à la suite, et le cortège sera terminé par un détachement de la Garde-d'Honneur.

On se rendra au Temple par les rues du château et du pommier, le chemin neuf, les bords du lac, le pont-neuf, et la rue de la poste.

Au passage de Son Excellence, les troupes présenteront les armes, les tambours battront aux champs, les Officiers et les drapeaux salueront.

On touchera l'orgue dès que Son Excellence entrera dans le Temple. Elle occupera le fauteuil au centre de l'estrade ; les Conseillers d'Etat siégeront à sa droite et à sa gauche.

Après la lecture des pleins-pouvoirs de Son Excellence, M.^r Dardel, doyen des Pasteurs, montera en chaire, il invoquera la Divinité par des prières, et prononcera un discours analogue à la circonstance.

Ce discours terminé, Son Excellence ordonnera la prestation du serment, et en prononcera la formule en ces termes : *Je jure obéissance et fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE.*

Son Excellence partira du Château, précédée du Commandant et de la moitié de la Garde-d'Honneur : quatre huissiers marcheront immédiatement devant elle. Les membres du Conseil d'Etat viendront à la suite, et le cortège sera terminé par un détachement de la Garde-d'Honneur.

On se rendra au Temple par les rues du château et du pommier, le chemin neuf, les bords du lac, le pont-neuf, et la rue de la poste.

Au passage de Son Excellence, les troupes présenteront les armes, les tambours battront aux champs, les Officiers et les drapeaux salueront.

On touchera l'orgue dès que Son Excellence entrera dans le Temple. Elle occupera le fauteuil au centre de l'estrade ; les Conseillers d'Etat siégeront à sa droite et à sa gauche.

Après la lecture des pleins-pouvoirs de Son Excellence, M.^r Dardel, doyen des Pasteurs, montera en chaire, il invoquera la Divinité par des prières, et prononcera un discours analogue à la circonstance.

Ce discours terminé, Son Excellence ordonnera la prestation du serment, et en prononcera la formule en ces termes : *Je jure obéissance et fidélité à SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE ALEXANDRE.*

34 *Prestation du serment de fidélité*

Il sera fait ensuite par le Secrétaire du Conseil d'Etat, un appel nominal des fonctionnaires publics et chefs des corporations appelés au serment; cet appel aura lieu dans l'ordre suivant :

Les membres du Conseil d'Etat.

Le Doyen et les membres de la Compagnie des Pasteurs.

Le Doyen et les membres du Clergé Catholique.

Les Vassaux ayant Juridiction.

Le Commissaire-Général.

Les Châtelains ou Maires des diverses Juridictions.

Les Lieutenans-Colonels, les Majors et l'Aide-Major-Général des Milices.

Les Officiers attachés à la personne du Prince ou à sa Maison.

Les Officiers de Finance.

Les Chefs des Bourgeoisies de Neuchatel, du Landeron, de Boudry et de Valangin.

Cet appel terminé, le Secrétaire du Conseil d'Etat nommera les Juridictions selon leur rang. Dès qu'une Juridiction aura été nommée, l'Officier en chef, ou si le Chef est membre du Conseil d'Etat, le Lieutenant appellera au serment, les membres de la Cour de Justice, les Juges suppléans, les Gouverneurs comme représentant les Com-

34 *Prestation du serment de fidélité*

Il sera fait ensuite par le Secrétaire du Conseil d'Etat, un appel nominal des fonctionnaires publics et chefs des corporations appelés au serment; cet appel aura lieu dans l'ordre suivant :

Les membres du Conseil d'Etat.

Le Doyen et les membres de la Compagnie des Pasteurs.

Le Doyen et les membres du Clergé Catholique.

Les Vassaux ayant Juridiction.

Le Commissaire-Général.

Les Châtelains ou Maires des diverses Juridictions.

Les Lieutenans-Colonels, les Majors et l'Aide-Major-Général des Milices.

Les Officiers attachés à la personne du Prince ou à sa Maison.

Les Officiers de Finance.

Les Chefs des Bourgeoisies de Neuchatel, du Landeron, de Boudry et de Valangin.

Cet appel terminé, le Secrétaire du Conseil d'Etat nommera les Juridictions selon leur rang. Dès qu'une Juridiction aura été nommée, l'Officier en chef, ou si le Chef est membre du Conseil d'Etat, le Lieutenant appellera au serment, les membres de la Cour de Justice, les Juges suppléans, les Gouverneurs comme représentant les Com-

munautés, et les Notaires qui appartiennent à sa Juridiction.

Les Juridictions épuisées, les Départemens militaires seront nommés selon leur rang. Le Lieutenant-Colonel; ou si le Lieutenant-Colonel est Conseiller d'Etat, le Major ou l'Aide-Major de chaque Département, appellera au serment les Officiers de son Département. Les Officiers des Milices bourgeoises de Neuchatel seront ensuite appelés au serment par le Banneret de la ville de Neuchatel.

On prêtera le serment en posant la main droite sur les Saints Evangiles qui seront ouverts et placés en face de Son Excellence, et en prononçant ces mots : *Je le jure.*

L'appel nominal épuisé, la formule du serment sera répétée, et tous les sujets de SON ALTESSE qui ne l'auront pas prêté, le solenniseront par acclamation.

Son Excellence fera un discours de clôture; à la suite de ce discours, un hymne sera chanté par un groupe de musiciens.

Des salves d'artillerie feront connoître le moment où Son Excellence partira du château, et celui de la prestation du serment.

La solennité terminée, le cortège sortira du Temple dans le même ordre où il est entré. Son Excellence se rendra sur la place des Halles, où toutes les troupes seront ras-

munautés, et les Notaires qui appartiennent à sa Juridiction.

Les Juridictions épuisées, les Départemens militaires seront nommés selon leur rang. Le Lieutenant-Colonel, ou si le Lieutenant-Colonel est Conseiller d'Etat, le Major ou l'Aide-Major de chaque Département, appellera au serment les Officiers de son Département. Les Officiers des Milices bourgeoises de Neuchatel seront ensuite appelés au serment par le Banneret de la ville de Neuchatel.

On prêtera le serment en posant la main droite sur les Saints Evangiles qui seront ouverts et placés en face de Son Excellence, et en prononçant ces mots : *Je le jure.*

L'appel nominal épuisé, la formule du serment sera répétée, et tous les sujets de SON ALTESSE qui ne l'auront pas prêté, le solenniseront par acclamation.

Son Excellence fera un discours de clôture ; à la suite de ce discours, un hymne sera chanté par un groupe de musiciens.

Des salves d'artillerie feront connoître le moment où Son Excellence partira du château, et celui de la prestation du serment.

La solennité terminée, le cortège sortira du Temple dans le même ordre où il est entré. Son Excellence se rendra sur la place des Halles, où toutes les troupes seront ras-

36 *Prestation du serment de fidélité*

semblées. Elles défilèrent, et formeront de nouveau la haie jusques au château.

De retour au château, Son Excellence y recevra les fonctionnaires publics, et les représentans des Corporations et des Communautés. Donné au Château de Neuchatel, le 13^e Novembre 1806.

Chancellerie de Neuchatel.

D I S C O U R S

*Prononcé par Son Excellence Monsieur
LESPERUT, Commissaire Général et
Extraordinaire de SON ALTESSE SÉRÉ-
NISSIME LE PRINCE ALEXANDRE,
le 18.^e Novembre 1806, à l'occasion
de la prestation du serment de fidélité.*

NEUCHATELOIS!

DE nouvelles destinées vont commencer pour vous. Le Ciel a entendu vos sermens, il pénètre vos cœurs, il protégera votre avenir. Pourriez-vous méconnoître son influence dans l'événement même que nous solennisons? Jetez vos regards sur toutes les nations qui vous entourent. Vous les verrez depuis quinze ans se diviser, se déchirer, se confondre; vous seuls restant en paix au milieu des débris. Naguères encore la foudre

36 *Prestation du serment de fidélité*

semblées. Elles défilèrent, et formeront de nouveau la haie jusques au château.

De retour au château, Son Excellence y recevra les fonctionnaires publics, et les représentants des Corporations et des Communautés. Donné au Château de Neuchatel, le 13^e Novembre 1806.

Chancellerie de Neuchatel.

D I S C O U R S

*Prononcé par Son Excellence Monsieur
LESPERUT, Commissaire Général et
Extraordinaire de SON ALTESSE SÉRÉ-
NISSIME LE PRINCE ALEXANDRE,
le 18.^e Novembre 1806, à l'occasion
de la prestation du serment de fidélité.*

NEUCHATELOIS!

DE nouvelles destinées vont commencer pour vous. Le Ciel a entendu vos sermens, il pénètre vos cœurs, il protégera votre avenir. Pourriez-vous méconnoître son influence dans l'événement même que nous solennisons? Jetez vos regards sur toutes les nations qui vous entourent. Vous les verrez depuis quinze ans se diviser, se déchirer, se confondre; vous seuls restant en paix au milieu des débris. Naguères encore la foudre

tonnoit sur vous ; et c'est *NAPOLÉON* qui l'écarte, en vous plaçant sous l'égide d'un PRINCE dont le premier bienfait, comme la première jouissance de Son pouvoir, est de vous préserver d'une guerre terrible.

Neuchâtelois, vos sermens vous associent désormais à de grandes destinées ; Vous saurez vous en rendre dignes. Vous avez construit des ateliers, creusé des canaux, dompté des torrens, fertilisé des rochers et forcé la nature à nourrir un peuple, là où elle n'avoit créé qu'un désert. Vous avez beaucoup fait : il vous reste plus à faire encore. Il vous reste des communications importantes à ouvrir, des marais à dessécher, des asîles à offrir au malade indigent, des appuis à donner à la vieillesse, la mendicité à éteindre, l'instruction publique à fonder.

Soyez attentifs en ce moment au grand spectacle que vous offre le monde. Tout change autour de vous ; tout, sous des lois nouvelles, va prendre un essor nouveau. Des Nations trop long-tems engourdies vont être ranimées pour fleurir à leur tour. Préparez-vous à ne pas craindre leur réveil, à lutter encore d'industrie avec elles, à garder votre ancienne supériorité. Dans les arts, comme dans la civilisation, tout peuple qui ralentit ses progrès, est déjà près de sa dé-

à S. A. S. le Prince Alexandre. 37

tonnoit sur vous ; et c'est *NAPOLÉON* qui l'écarte, en vous plaçant sous l'égide d'un PRINCE dont le premier bienfait, comme la première jouissance de Son pouvoir, est de vous préserver d'une guerre terrible.

Neuchâtelois, vos sermens vous associent désormais à de grandes destinées ; Vous saurez vous en rendre dignes. Vous avez construit des ateliers, creusé des canaux, dompté des torrens, fertilisé des rochers et forcé la nature à nourrir un peuple, là où elle n'avoit créé qu'un désert. Vous avez beaucoup fait : il vous reste plus à faire encore. Il vous reste des communications importantes à ouvrir, des marais à dessécher, des asîles à offrir au malade indigent, des appuis à donner à la vieillesse, la mendicité à éteindre, l'instruction publique à fonder.

Soyez attentifs en ce moment au grand spectacle que vous offre le monde. Tout change autour de vous ; tout, sous des lois nouvelles, va prendre un essor nouveau. Des Nations trop long-tems engourdies vont être ranimées pour fleurir à leur tour. Préparez-vous à ne pas craindre leur réveil, à lutter encore d'industrie avec elles, à garder votre ancienne supériorité. Dans les arts, comme dans la civilisation, tout peuple qui ralentit ses progrès, est déjà près de sa dé-

38 *Prestation du serment de fidélité*

cadence. Vous devez donc accroître votre prospérité pour ne pas la voir disparaître.

Voilà, Neuchâtelois, la noble carrière qui vous reste à courir. Entrez-y avec confiance, c'est votre PRINCE qui va vous y guider. Si dans les champs d'Austerlitz, *NAPOLÉON* l'a salué *son digne compagnon d'armes*; doutez-vous que cet éclat, que cet intérêt ne soient réfléchis sur vous, quand les premiers mots qu'il vous fit entendre vous ont nommé *Sa famille*? Redoublez donc d'efforts contre les obstacles naissans. Votre commerce sera dégagé de ses entraves, votre industrie sera protégée, vos ateliers seront repeuplés, et votre PRINCE deviendra heureux de votre bonheur. Dans les combats, dans le repos, cet espoir nourrit son cœur et sa pensée. Concourez tous à le seconder, vous que le plus saint des contrats a rassemblés de tous les points de l'état dans ce temple.

Ministres des autels, continuez à fortifier les mœurs par la religion, et la religion par vos exemples. Placés entre le malheur et le pouvoir pour leur utilité commune, rapprochez du Souverain tous les malheureux que la timidité en écarte. Portez votre douce influence et sous le chaume pour soulager l'indigent, et sous les lambris pour enseigner le vrai prix des richesses, et dans les cités

38 *Prestation du serment de fidélité*

cadence. Vous devez donc accroître votre prospérité pour ne pas la voir disparaître.

Voilà, Neuchâtelois, la noble carrière qui vous reste à courir. Entrez-y avec confiance, c'est votre PRINCE qui va vous y guider. Si dans les champs d'Austerlitz, *NAPOLÉON* l'a salué *son digne compagnon d'armes*; doutez-vous que cet éclat, que cet intérêt ne soient réfléchis sur vous, quand les premiers mots qu'il vous fit entendre vous ont nommé *Sa famille*? Redoublez donc d'efforts contre les obstacles naissans. Votre commerce sera dégagé de ses entraves, votre industrie sera protégée, vos ateliers seront repeuplés, et votre PRINCE deviendra heureux de votre bonheur. Dans les combats, dans le repos, cet espoir nourrit son cœur et sa pensée. Concourez tous à le seconder, vous que le plus saint des contrats a rassemblés de tous les points de l'état dans ce temple.

Ministres des autels, continuez à fortifier les mœurs par la religion, et la religion par vos exemples. Placés entre le malheur et le pouvoir pour leur utilité commune, rapprochez du Souverain tous les malheureux que la timidité en écarte. Portez votre douce influence et sous le chaume pour soulager l'indigent, et sous les lambris pour enseigner le vrai prix des richesses, et dans les cités

• *à S. A. S. le Prince Alexandre.* 39

pour extirper le vice, et dans les dépôts du crime pour arracher son repentir, et dans ces hospices qui rassemblent toutes les misères humaines, et dans les temples où elles sont toutes consolées.

Organes de la justice, vous dont les mœurs austères autant que l'inébranlable fermeté ont préservé vos concitoyens de la fureur des partis, conservez vos droits à leurs hommages. La loi vous remet son glaive pour abaisser tout ce qui s'élève au-dessus d'elle; loin de vous cette foiblesse inhumaine qui accorde l'intérêt au coupable, quand il n'est dû qu'à la victime.

Officiers et soldats des milices, vous êtes les dépositaires de la force publique, et cette force ne doit qu'obéir. Par-tout où ce principe a été méconnu, le mépris de l'autorité et le triomphe du crime ont amené d'éternels regrets. N'oubliez jamais que l'arme n'est en vos mains qu'un appui pour les lois.

Et vous que je ne puis sans émotion contempler dans cette enceinte, descendans de ces Français que l'erreur a bannis; vous qui trouvâtes chez ce peuple hospitalier un si touchant asile; vous dont le cœur battoit encore au récit de nos victoires: si ce jour vous impose aussi des obligations, qu'il doit avoir pour vous de charmes! Il calme tous les besoins, il comble toutes les jouissances

• à *S. A. S. le Prince Alexandre.* 39

pour extirper le vice, et dans les dépôts du crime pour arracher son repentir, et dans ces hospices qui rassemblent toutes les misères humaines, et dans les temples où elles sont toutes consolées.

Organes de la justice, vous dont les mœurs austères autant que l'inébranlable fermeté ont préservé vos concitoyens de la fureur des partis, conservez vos droits à leurs hommages. La loi vous remet son glaive pour abaisser tout ce qui s'élève au-dessus d'elle; loin de vous cette foiblesse inhumaine qui accorde l'intérêt au coupable, quand il n'est dû qu'à la victime.

Officiers et soldats des milices, vous êtes les dépositaires de la force publique, et cette force ne doit qu'obéir. Par-tout où ce principe a été méconnu, le mépris de l'autorité et le triomphe du crime ont amené d'éternels regrets. N'oubliez jamais que l'arme n'est en vos mains qu'un appui pour les lois.

Et vous que je ne puis sans émotion contempler dans cette enceinte, descendants de ces Français que l'erreur a bannis; vous qui trouvâtes chez ce peuple hospitalier un si touchant asile; vous dont le cœur battoit encore au récit de nos victoires: si ce jour vous impose aussi des obligations, qu'il doit avoir pour vous de charmes! Il calme tous les besoins, il comble toutes les jouissances

40 *Prestation du serment de fidélité*

de votre âme. Vous retrouvez la patrie de vos pères, et cette patrie adoptive qui vous recueillit dans son sein, elle est toujours la vôtre.

Magistrats et citoyens, que votre fidélité, que votre amour, que vos sacrifices s'unissent tous dans le seul sentiment de la gloire et de la prospérité de l'Etat. Vous aussi, vous pouvez attirer les regards des nations. Après l'honneur de vaincre et de consacrer la victoire au bonheur du monde, le plus beau spectacle à offrir est celui d'un peuple simple dans ses mœurs, heureux par ses lois, sage dans ses desirs; animant à la fois les arts qui sèment des fleurs sur la vie, les sciences qui éclairent les hommes, les lettres qui les polissent, l'industrie qui les nourrit, la bienfaisance qui les soulage, toutes les vertus qui les honorent.

Neuchâtelois, voilà le sort qui vous est réservé sous le règne du PRINCE *ALEXANDRE*!

Tous les fonctionnaires publics, ecclésiastiques, civils et militaires, ainsi que les représentans des Corps ou Communautés, et en général tous ceux qui ont solennisé le serment de fidélité à *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME*, le 18^e Novembre, se rendront aux

40 *Prestation du serment de fidélité*

de votre âme. Vous retrouvez la patrie de vos pères, et cette patrie adoptive qui vous recueillit dans son sein, elle est toujours la vôtre.

Magistrats et citoyens, que votre fidélité, que votre amour, que vos sacrifices s'unissent tous dans le seul sentiment de la gloire et de la prospérité de l'Etat. Vous aussi, vous pouvez attirer les regards des nations. Après l'honneur de vaincre et de consacrer la victoire au bonheur du monde, le plus beau spectacle à offrir est celui d'un peuple simple dans ses mœurs, heureux par ses lois, sage dans ses desirs; animant à la fois les arts qui sèment des fleurs sur la vie, les sciences qui éclairent les hommes, les lettres qui les polissent, l'industrie qui les nourrit, la bienfaisance qui les soulage, toutes les vertus qui les honorent.

Neuchâtelois, voilà le sort qui vous est réservé sous le règne du PRINCE *ALEXANDRE*!

Tous les fonctionnaires publics, ecclésiastiques, civils et militaires, ainsi que les représentans des Corps ou Communautés, et en général tous ceux qui ont solennisé le serment de fidélité à *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME*, le 18^e Novembre, se rendront aux

à S. A. S. le Prince Alexandre. 41

dates et aux lieux ci-après désignés, pour apposer leurs signatures au procès-verbal de la solennité. Le domicile actuel de chaque fonctionnaire déterminera le lieu où il doit se rendre. Donné au Château de Neuchâtel, le 18^e Décembre 1806.

Chancellerie de Neuchâtel.

Signeront :

À St. Blaise. Le Lundi 22 Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions du Landeron, de Thielle et de Lignièrès.

À Boudry. Le Mardi 23^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions de Boudry, la Côte, Colombier, Bevaix, Cortaillod, Gorgier, Vauxmarcus, et la partie de la Juridiction de Rochefort qui dépend pour le militaire du département du Vignoble.

À Valangin. Le Mercredi 24^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions de Valangin et de Boudyilliers.

À Motiers. Le Vendredi 26^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés

à S. A. S. le Prince Alexandre. 41

dates et aux lieux ci-après désignés, pour apposer leurs signatures au procès-verbal de la solennité. Le domicile actuel de chaque fonctionnaire déterminera le lieu où il doit se rendre. Donné au Château de Neuchâtel, le 18^e Décembre 1806.

Chancellerie de Neuchâtel.

Signeront :

À St. Blaise. Le Lundi 22 Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions du Landeron, de Thielle et de Lignières.

À Boudry. Le Mardi 23^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions de Boudry, la Côte, Colombier, Bevaix, Cortaillod, Gorgier, Vauxmarcus, et la partie de la Juridiction de Rochefort qui dépend pour le militaire du département du Vignoble.

À Valangin. Le Mercredi 24^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions de Valangin et de Boudyilliers.

À Motiers. Le Vendredi 26^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés

dans les Juridictions du Val-de-Travers, des Verrières, de la Brévine et de Travers.

Au Locle. Le Lundi 29^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions du Locle, de la Sagne, des Brenets, de la Chaux-de-Fonds, et dans la partie de la Juridiction de Rochefort qui pour le militaire dépend du département des Montagnes.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 1^{er} Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de Nos décrets, chaque année administrative doit commencer au premier Janvier; Nous avons voulu que cette nouvelle année administrative soit signalée par un acte de clémence,

Et Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

dans les Juridictions du Val-de-Travers, des Verrières, de la Brévine et de Travers.

Au Locle. Le Lundi 29^e Décembre, à 10 heures du matin, tous ceux qui ont solennisé le serment, et qui sont domiciliés dans les Juridictions du Locle, de la Sagne, des Brenets, de la Chaux-de-Fonds, et dans la partie de la Juridiction de Rochefort qui pour le militaire dépend du département des Montagnes.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL,

D É C R E T.

A Varsovie, le 1^{er} Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de Nos décrets, chaque année administrative doit commencer au premier Janvier; Nous avons voulu que cette nouvelle année administrative soit signalée par un acte de clémence,

Et Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Nous accordons une amnistie générale à tous les individus accusés de délits moins graves que vols caractérisés, crimes de faux, meurtres, assassinats, et autres crimes de cette nature.

ART. II.

Notre Conseil d'Etat arrêtera la liste de tous les individus auxquels la présente amnistie peut être applicable, et l'adressera aux Officiers des Juridictions.

ART. III.

Tout individu qui voudra profiter de l'amnistie, sera tenu de se présenter, dans le délai de trois mois, devant l'Officier civil de sa Juridiction, qui, en lui délivrant son acte d'amnistie, le préviendra que sa conduite passée lui sera rappelée s'il vient à se rendre coupable d'un nouveau délit.

ART. IV.

Notre Commissaire-Général Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

ARTICLE I.

Nous accordons une amnistie générale à tous les individus accusés de délits moins graves que vols caractérisés, crimes de faux, meurtres, assassinats, et autres crimes de cette nature.

ART. II.

Notre Conseil d'Etat arrêtera la liste de tous les individus auxquels la présente amnistie peut être applicable, et l'adressera aux Officiers des Juridictions.

ART. III.

Tout individu qui voudra profiter de l'amnistie, sera tenu de se présenter, dans le délai de trois mois, devant l'Officier civil de sa Juridiction, qui, en lui délivrant son acte d'amnistie, le préviendra que sa conduite passée lui sera rappelée s'il vient à se rendre coupable d'un nouveau délit.

ART. IV.

Notre Commissaire-Général Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent décret, et sa publication en la forme accoutumée; et détermine son exécution de la manière suivante :

1.° Il sera remis à chaque Officier de Jurisdiction, un rôle portant les noms des individus de son ressort auxquels le décret d'amnistie est applicable.

2.° Les individus compris dans les rôles d'amnistie, devront solliciter par personnes tierces, avant le premier du mois d'Août prochain, leur acte d'amnistie auprès de l'Officier de la Jurisdiction dans laquelle ils ont été décrétés de prise de corps, ou condamnés par sentence.

3.° Les Officiers de Jurisdiction délivreront aux personnes portées sur les rôles d'amnistie, des actes conformes au modèle imprimé, qui, pour cet effet, leur sera envoyé de la Chancellerie.

4.° Ceux qui seront porteurs des dits actes d'amnistie, pourront rentrer librement dans l'Etat, et y séjourner tant qu'ils s'y comporteront bien, sans préjudice des actions en dédommagement qui pourroient leur être intentées par des personnes tierces à cause de leurs délits.

5.° Chaque Officier de Jurisdiction devra, au premier plaid qui aura lieu après le 1^{er}.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent décret, et sa publication en la forme accoutumée; et détermine son exécution de la manière suivante :

1.° Il sera remis à chaque Officier de Jurisdiction, un rôle portant les noms des individus de son ressort auxquels le décret d'amnistie est applicable.

2.° Les individus compris dans les rôles d'amnistie, devront solliciter par personnes tierces, avant le premier du mois d'Août prochain, leur acte d'amnistie auprès de l'Officier de la Jurisdiction dans laquelle ils ont été décrétés de prise de corps, ou condamnés par sentence.

3.° Les Officiers de Jurisdiction délivreront aux personnes portées sur les rôles d'amnistie, des actes conformes au modèle imprimé, qui, pour cet effet, leur sera envoyé de la Chancellerie.

4.° Ceux qui seront porteurs des dits actes d'amnistie, pourront rentrer librement dans l'Etat, et y séjourner tant qu'ils s'y comporteront bien, sans préjudice des actions en dédommagement qui pourroient leur être intentées par des personnes tierces à cause de leurs délits.

5.° Chaque Officier de Jurisdiction devra, au premier plaid qui aura lieu après le 1^{er}.

du mois d'Août, annoncer en ouverte Justice, et faire inscrire sur les registres, les noms des individus de son ressort auxquels il aura délivré des actes d'amnistie : étant de plus enjoint aux dits Officiers, de faire passer dans la huitaine suivante en Chancellerie, le rôle des personnes auxquelles les dits actes auront été expédiés.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS,

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 15^e Janvier an 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu;

PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

SUR le rapport de Notre Conseil d'Etat en date du 28^e Novembre, considérant l'abus qui s'est introduit à mesure que pour éluder le lod, on profite de la faveur accordée aux échanges réels de pouvoir se faire sans lods, pour faire des échanges simulés, au moyen des

du mois d'Août, annoncer en ouverte Justice, et faire inscrire sur les registres, les noms des individus de son ressort auxquels il aura délivré des actes d'amnistie : étant de plus enjoint aux dits Officiers, de faire passer dans la huitaine suivante en Chancellerie, le rôle des personnes auxquelles les dits actes auront été expédiés.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 15^e Janvier an 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu;

PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

SUR le rapport de Notre Conseil d'Etat en date du 28^e Novembre, considérant l'abus qui s'est introduit à mesure que pour éluder le lod, on profite de la faveur accordée aux échanges réels de pouvoir se faire sans lods, pour faire des échanges simulés, au moyen des

quels on multiplie les mutations d'immeubles sans multiplier le lod dû pour chacune d'elles ; considérant la nécessité de faire cesser cet abus si contraire à la morale et à l'intérêt personnel et public ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

A dater de la publication du présent décret, le lod des ventes sera réduit de huit et un tiers pour cent, à six pour cent.

ART. II.

A la même date, les échanges payeront le demi-lod, ou le trois pour cent des immeubles qui forment tant l'échange que le contr'échange.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

quels on multiplie les mutations d'immeubles sans multiplier le lod dû pour chacune d'elles ; considérant la nécessité de faire cesser cet abus si contraire à la morale et à l'intérêt personnel et public ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

A dater de la publication du présent décret, le lod des ventes sera réduit de huit et un tiers pour cent, à six pour cent.

ART. II.

A la même date, les échanges payeront le demi-lod, ou le trois pour cent des immeubles qui forment tant l'échange que le contr'échange.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Le présent Décret sera imprimé et publié en la forme ordinaire, Dimanche prochain 15^e du courant, et communiqué aux Notaires de l'Etat, pour qu'ils se conforment à son contenu, ce qui est remis à la diligence des Officiers en chef de chaque Juridiction, à qui le présent ordre sera adressé. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 9^e Février 1807.

D'IVERNOIS.

LE CONSEIL, considérant la diversité des opinions des Notaires, relativement à la manière dont ils doivent faire leurs relations de lods, et l'incertitude où quelques-uns d'entr'eux paroissent être sur l'époque où ils doivent les boucler, arrête : 1.^o Les lods des ventes et des échanges qui ont eu lieu dès le 15^e Février, seront relatés, pour les ventes aux six pour cent, et pour les échanges au trois pour cent, du prix de chaque immeuble ; 2.^o Les lods des ventes faites avant cette époque, ou qui en dérivent, seront relatés au huit et un tiers pour cent ; 3.^o Le lod sera donc relaté au huit et un tiers pour cent pour tout retrait, pour toute réhemption et pour toute remonte d'immeubles, vendus, taxés et soumis à la remonte avant la dite époque du 15^e Février passé ; 4.^o Rien n'est changé

Le présent Décret sera imprimé et publié en la forme ordinaire, Dimanche prochain 15^e du courant, et communiqué aux Notaires de l'Etat, pour qu'ils se conforment à son contenu, ce qui est remis à la diligence des Officiers en chef de chaque Juridiction, à qui le présent ordre sera adressé. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 9^e Février 1807.

D'IVERNOIS.

LE CONSEIL, considérant la diversité des opinions des Notaires, relativement à la manière dont ils doivent faire leurs relations de lods, et l'incertitude où quelques-uns d'entr'eux paroissent être sur l'époque où ils doivent les boucler, arrête : 1.^o Les lods des ventes et des échanges qui ont eu lieu dès le 15^e Février, seront relatés, pour les ventes aux six pour cent, et pour les échanges au trois pour cent, du prix de chaque immeuble ; 2.^o Les lods des ventes faites avant cette époque, ou qui en dérivent, seront relatés au huit et un tiers pour cent ; 3.^o Le lod sera donc relaté au huit et un tiers pour cent pour tout retrait, pour toute réhemption et pour toute remonte d'immeubles, vendus, taxés et soumis à la remonte avant la dite époque du 15^e Février passé ; 4.^o Rien n'est changé

au terme fixé pour boucler et faire parvenir à Monsieur le Procureur-Général et au sieur Receveur des fods, la relation de ceux-ci; les Notaires devant se conformer à l'ancienne règle sous leur responsabilité; 5.° Les Officiers de Judicature communiqueront sans délai le présent arrêt aux Notaires domiciliés dans leur ressort. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 10^e Novembre 1807.

DE MONTMOLLIN.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

AVONS décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Toute vente de biens-fonds comprend nécessairement comme accessoires, les fruits, arbres, ceps, arbustes, et généralement toutes les productions qui, au moment de la vente, tiennent par
racines

au terme fixé pour boucler et faire parvenir à Monsieur le Procureur-Général et au sieur Receveur des fods, la relation de ceux-ci; les Notaires devant se conformer à l'ancienne règle sous leur responsabilité; 5.° Les Officiers de Judicature communiqueront sans délai le présent arrêt aux Notaires domiciliés dans leur ressort. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 10^e Novembre 1807.

DE MONTMOLLIN.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

AVONS décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Toute vente de biens-fonds comprend nécessairement comme accessoires, les fruits, arbres, ceps, arbustes, et généralement toutes les productions qui, au moment de la vente, tiennent par
racines

racines à ce fonds, sans qu'il soit permis d'en soustraire quoi que ce soit en diminution du prix dont le lod doit être relaté.

Art. II.

Toute vente de biens-fonds, et particulièrement de forêts, qui sera précédée ou accompagnée de la vente séparément et privément faite des récoltes des arbres dépendans des dits fonds, et qui y tiennent encore par racines, est déclarée frauduleuse, et sera comme telle punie par la commise du fonds.

Art. III.

Il est enjoint aux Notaires de se conformer aux dispositions de ce décret.

Art. IV.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 29^e Avril 1807.

D'IVERNOIS.

racines à ce fonds, sans qu'il soit permis d'en soustraire quoi que ce soit en diminution du prix dont le lod doit être relaté.

ART. II.

Toute vente de biens-fonds, et particulièrement de forêts, qui sera précédée ou accompagnée de la vente séparément et privément faite des récoltes des arbres dépendans des dits fonds, et qui y tiennent encore par racines, est déclarée frauduleuse, et sera comme telle punie par la commise du fonds.

ART. III.

Il est enjoint aux Notaires de se conformer aux dispositions de ce décret.

ART. IV.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 29^e Avril 1807.

D'IVERNOIS.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

CONSIDÉRANT que les lods sont dûs aussi-tôt après la stipulation de l'acte notarié qui transporte les immeubles de l'ancien au nouveau propriétaire, et que ce n'est que l'acquit de ce droit qui légitime et consolide les mutations de propriété;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le lod dû pour toute mutation d'immeubles soumise à cette imposition, sera acquitté aussi-tôt après la stipulation de l'acte, et avant que le nouveau propriétaire des immeubles acquis puisse s'en mettre en possession.

ART. II.

Les Notaires qui stipuleront ces actes, en feront parvenir leur relation à Notre Procureur-Général et à Notre

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT que les lods sont dûs aussi-tôt après la stipulation de l'acte notarié qui transporte les immeubles de l'ancien au nouveau propriétaire, et que ce n'est que l'acquit de ce droit qui légitime et consolide les mutations de propriété;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le lod dû pour toute mutation d'immeubles soumise à cette imposition, sera acquitté aussi-tôt après la stipulation de l'acte, et avant que le nouveau propriétaire des immeubles acquis puisse s'en mettre en possession.

ART. II.

Les Notaires qui stipuleront ces actes, en feront parvenir leur relation à Notre Procureur-Général et à Notre

Receveur des Lods, immédiatement après la huitaine, sous peine d'en répondre.

ART. III.

Tout acquéreur qui fera acte de propriété avant d'avoir payé le lod, sera puni par la commise de l'immeuble qui en aura été l'objet.

ART. IV.

Sont exceptés de ces dispositions, les immeubles saisis, soit par collocation, soit par taxe; et dans ce cas seulement le créancier pourra entrer en possession aussi-tôt après sa collocation ou la délivrance de taxe.

ART. V.

Les Greffiers ne relateront le lod de ces collocations et délivrances de taxe, que lorsque le terme accordé par la loi aux débiteurs pour racheter leurs immeubles, sera écoulé.

ART. VI.

Lorsqu'il s'agira de collocations, si elles sont mises à l'enchère selon la loi, le lod du prix de l'échute sera relaté et payé dans la huitaine.

Receveur des Lods, immédiatement après la huitaine, sous peine d'en répondre.

ART. III.

Tout acquéreur qui fera acte de propriété avant d'avoir payé le lod, sera puni par la commise de l'immeuble qui en aura été l'objet.

ART. IV.

Sont exceptés de ces dispositions, les immeubles saisis, soit par collocation, soit par taxe; et dans ce cas seulement le créancier pourra entrer en possession aussi-tôt après sa collocation ou la délivrance de taxe.

ART. V.

Les Greffiers ne relateront le lod de ces collocations et délivrances de taxe, que lorsque le terme accordé par la loi aux débiteurs pour racheter leurs immeubles, sera écoulé.

ART. VI.

Lorsqu'il s'agira de collocations, si elles sont mises à l'enchère selon la loi, le lod du prix de l'échute sera relaté et payé dans la huitaine.

ART. VII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L. S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,

PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

SUR le rapport du Conseil d'Etat en date du 17.^e Octobre, Considérant que le droit de parcours exercé par les Communautés sur les terres de leur arrondissement, nuit au perfectionnement de l'agriculture, et à la prospérité de Nos sujets;

ART. VII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L. S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*

PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

SUR le rapport du Conseil d'Etat en date du 17.^e Octobre, Considérant que le droit de parcours exercé par les Communautés sur les terres de leur arrondissement, nuit au perfectionnement de l'agriculture, et à la prospérité de Nos sujets;

Que ce droit, reconnu pour être une propriété des Communes, ne peut être aboli sans une juste et préalable indemnité;

Que l'effet de la suppression doit être de faire convertir en prés d'autres espèces de terre, et par conséquent de diminuer les revenus du Prince, auquel il importe de fournir les moyens de former les établissemens publics dont l'Etat a besoin;

Que l'impôt désigné sous le nom de redevances personnelles, ne remplit point les conditions nécessaires pour qu'un impôt ne blesse pas la justice due à tous les sujets;

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

A dater du 1^{er} Mars, tout exercice du droit de parcours est aboli sur toutes les terres qui y sont soumises, quel que soit leur nature, en prés, champs ou forêts, à l'exception seulement des terrains appartenant aux Communes.

Que ce droit, reconnu pour être une propriété des Communes, ne peut être aboli sans une juste et préalable indemnité;

Que l'effet de la suppression doit être de faire convertir en prés d'autres espèces de terre, et par conséquent de diminuer les revenus du Prince, auquel il importe de fournir les moyens de former les établissemens publics dont l'Etat a besoin;

Que l'impôt désigné sous le nom de redevances personnelles, ne remplit point les conditions nécessaires pour qu'un impôt ne blesse pas la justice due à tous les sujets;

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

A dater du 1^{er} Mars, tout exercice du droit de parcours est aboli sur toutes les terres qui y sont soumises, quel que soit leur nature, en prés, champs ou forêts, à l'exception seulement des terrains appartenant aux Communes.

ARTICLE II.

Les Communes auxquelles le droit de parcours appartient, seront indemnisées de ce droit de la manière suivante.

ART. III.

Tout propriétaire d'un terrain assujetti au parcours, qui voudra se libérer de ce droit, devra déclarer son intention à la Commune avant le premier Juin de l'année courante.

ART. IV.

Le taux du rachat est fixé à dix pour cent de la valeur du fonds.

ART. V.

Cette valeur du fonds sera déterminée de gré à gré entre la Commune et le propriétaire ; en cas de difficultés sur cette évaluation, le terrain sera apprécié par quatre experts neutres, choisis hors du sein de la Commune, savoir : deux par la Commune, et deux par le propriétaire. L'Officier de la Juridiction les présidera en qualité de sur-arbitre, et la décision de ces experts sera souveraine et sans appel. Les experts pren-

ARTICLE II.

Les Communes auxquelles le droit de parcours appartient, seront indemnisées de ce droit de la manière suivante.

ART. III.

Tout propriétaire d'un terrain assujetti au parcours, qui voudra se libérer de ce droit, devra déclarer son intention à la Commune avant le premier Juin de l'année courante.

ART. IV.

Le taux du rachat est fixé à dix pour cent de la valeur du fonds.

ART. V.

Cette valeur du fonds sera déterminée de gré à gré entre la Commune et le propriétaire ; en cas de difficultés sur cette évaluation, le terrain sera apprécié par quatre experts neutres, choisis hors du sein de la Commune, savoir : deux par la Commune, et deux par le propriétaire. L'Officier de la Juridiction les présidera en qualité de sur-arbitre, et la décision de ces experts sera souveraine et sans appel. Les experts pren-

dront en considération de leur estimation, non-seulement la valeur du fonds, mais encore ce que d'après sa nature, et non l'état de sa culture au moment de l'estimation, il peut produire au parcours.

A R T. VI.

Les propriétaires de prés et de champs, qui ne voudront pas affranchir leurs fonds du droit de parcours, disposeront des herbes jusqu'au 1^{er} Août; après cette époque, les herbes qui croîtront sur les prés et champs non affranchis, seront mises à l'enchère au profit de la Commune, pour être fauchées, et non pâturées. Quant aux forêts soumises au parcours, celles qui n'auront pas été rachetées, continueront à être pâturées comme par le passé.

A R T. VII.

Les communiers et non-communiers seront également admis aux enchères mentionnées en l'article précédent. Ces enchères devront être publiées deux Dimanches auparavant, à l'issue du service divin.

dront en considération de leur estimation, non-seulement la valeur du fonds, mais encore ce que d'après sa nature, et non l'état de sa culture au moment de l'estimation, il peut produire au parcours.

ART. VI.

Les propriétaires de prés et de champs, qui ne voudront pas affranchir leurs fonds du droit de parcours, disposeront des herbes jusqu'au 1^{er} Août; après cette époque, les herbes qui croîtront sur les prés et champs non affranchis, seront mises à l'enchère au profit de la Commune, pour être fauchées, et non pâturées. Quant aux forêts soumises au parcours, celles qui n'auront pas été rachetées, continueront à être pâturées comme par le passé.

ART. VII.

Les comuniers et non-communiers seront également admis aux enchères mentionnées en l'article précédent. Ces enchères devront être publiées deux Dimanches auparavant, à l'issue du service divin.

ART. VIII.

Les sommes provenant du rachat des parcours, ne pourront en aucun tems et sous aucun prétexte, être partagées entre les membres des Communes. Ces sommes seront placées à intérêt, ou appliquées dans chaque lieu à des objets d'une utilité générale, de telle manière qu'elles tournent surtout au profit de la classe à qui la suppression du parcours peut occasionner quelques privations momentanées.

ART. IX.

A dater du 1^{er} Janvier 1808, toutes les terres cultivées en prairies, qui étoient assujetties au droit de parcours, supprimé par le présent décret, rentreront dans la classe des autres terres soumises à la dîme.

ART. X.

La dîme en sera perçue dans la proportion du vingtième, et d'après le mode suivi pour les autres espèces de terres.

ART. XI.

L'impôt en nature, désigné sous le nom de redevances personnelles, est supprimé à dater du 1^{er} Janvier 1807.

ART. VIII.

Les sommes provenant du rachat des parcours, ne pourront en aucun tems et sous aucun prétexte, être partagées entre les membres des Communes. Ces sommes seront placées à intérêt, ou appliquées dans chaque lieu à des objets d'une utilité générale, de telle manière qu'elles tournent surtout au profit de la classe à qui la suppression du parcours peut occasionner quelques privations momentanées.

ART. IX.

A dater du 1^{er} Janvier 1808, toutes les terres cultivées en prairies, qui étoient assujetties au droit de parcours, supprimé par le présent décret, rentreront dans la classe des autres terres soumises à la dîme.

ART. X.

La dîme en sera perçue dans la proportion du vingtième, et d'après le mode suivi pour les autres espèces de terres.

ART. XI.

L'impôt en nature, désigné sous le nom de redevances personnelles, est supprimé à dater du 1^{er} Janvier 1807.

ART. XII.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE,

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

LE Conseil d'Etat entendu, Nous avons
décreté et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Le taux de dix pour cent fixé pour le rachat du parcours par l'Art. IV. de Notre Décret du 19^e Janvier sur l'abolition du parcours, est réduit pour les habitans communiens à cinq pour cent, et pour les non-communiens à huit pour cent de la valeur du fonds.

ART. XII.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE,

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

LE Conseil d'Etat entendu, Nous avons
décreté et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Le taux de dix pour cent fixé pour le rachat du parcours par l'Art. IV. de Notre Décret du 19^e Janvier sur l'abolition du parcours, est réduit pour les habitans communiens à cinq pour cent, et pour les non-communiens à huit pour cent de la valeur du fonds.

ART. II.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

*Instruction pour l'exécution du décret sur
la suppression du parcours.*

Le droit de parcours nuisoit à l'agriculture, il devoit être supprimé; mais ce droit, considéré comme propriété communale, offroit quelques soulagemens à l'indigent. Une indemnité devoit donc garantir les intérêts des Communes, et une contribution ceux des indigens, dont le Prince est le premier appui. L'intérêt public demandoit la création d'un fonds pour assurer des secours extraordinaires au malheur, pour accroître les revenus des Communes par une surveillance plus active de leurs forêts, pour mettre à même de supprimer toutes les entraves qui, comme la banalité des moulins, nuisent à l'industrie: et toutes les dispositions du décret tendent à ce triple but; Ainsi disparoîtront tous les obstacles, que les abus ou les

ART. II.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

*Instruction pour l'exécution du décret sur
la suppression du parcours.*

Le droit de parcours nuisoit à l'agriculture, il devoit être supprimé ; mais ce droit, considéré comme propriété communale, offroit quelques soulagemens à l'indigent. Une indemnité devoit donc garantir les intérêts des Communes, et une contribution ceux des indigens, dont le Prince est le premier appui. L'intérêt public demandoit la création d'un fonds pour assurer des secours extraordinaires au malheur, pour accroître les revenus des Communes par une surveillance plus active de leurs forêts, pour mettre à même de supprimer toutes les entraves qui, comme la banalité des moulins, nuisent à l'industrie : et toutes les dispositions du décret tendent à ce triple but ; Ainsi disparoîtront tous les obstacles, que les abus ou les

intérêts particuliers peuvent opposer à l'intérêt de tous ; Ainsi les sujets , par leurs contributions , accroissent eux-mêmes leur prospérité.

La dîme sera perçue en nature dans la proportion du 20.^e sur toutes les prairies , à l'exception de celles qui ont été rachetées du parcours antérieurement au décret par lequel il est supprimé.

Elle ne sera point acquittée en nature pour les prairies artificielles ; mais elle sera payée en argent dans la même proportion que la dîme de la première coupe des autres prairies , et le taux en sera déterminé ultérieurement.

Quand une prairie sera mise en terre labourable , ou livrée à toute autre espèce de culture , elle sera naturellement soumise à l'impôt auquel cette espèce de culture est assujettie.

ALEXANDRE.

Le Conseil se conformant aux intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME , ordonne l'impression des présens Décrets , et enjoint aux Officiers de Juridiction de cet Etat , de les faire publier et afficher en la forme accoutumée. **Donné** en Conseil tenu au Château de Neuchâtel , le 1.^{er} Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

intérêts particuliers peuvent opposer à l'intérêt de tous ; Ainsi les sujets , par leurs contributions , accroissent eux-mêmes leur prospérité.

La dîme sera perçue en nature dans la proportion du 20.^e sur toutes les prairies , à l'exception de celles qui ont été rachetées du parcours antérieurement au décret par lequel il est supprimé.

Elle ne sera point acquittée en nature pour les prairies artificielles ; mais elle sera payée en argent dans la même proportion que la dîme de la première coupe des autres prairies , et le taux en sera déterminé ultérieurement.

Quand une prairie sera mise en terre labourable , ou livrée à toute autre espèce de culture , elle sera naturellement soumise à l'impôt auquel cette espèce de culture est assujettie.

ALEXANDRE.

Le Conseil se conformant aux intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME , ordonne l'impression des présens Décrets , et enjoint aux Officiers de Juridiction de cet Etat , de les faire publier et afficher en la forme accoutumée. **Donné** en Conseil tenu au Château de Neuchâtel , le 1.^{er} Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

LE Conseil, pour donner effet au Décret de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, concernant l'abolition du droit de parcours, ordonne à toutes les Communautés de l'Etat, d'établir un registre dans lequel devront être exactement inscrits :

1.° Le nom de tous les propriétaires qui auront racheté leurs terrains du droit de parcours.

2.° La désignation des terrains rachetés, leurs limites, leur nature et leur contenance.

3.° Le taux du rachat, et les sommes qui auront été perçues en conséquence de ce taux.

Un relevé de ce registre devant être remis en Chancellerie avant le 31^e Janvier prochain.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 16^e Juin 1807.

DE BOYVE.

LE Conseil, pour donner effet au Décret de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, concernant l'abolition du droit de parcours, ordonne à toutes les Communautés de l'Etat, d'établir un registre dans lequel devront être exactement inscrits :

1.° Le nom de tous les propriétaires qui auront racheté leurs terrains du droit de parcours.

2.° La désignation des terrains rachetés, leurs limites, leur nature et leur contenance.

3.° Le taux du rachat, et les sommes qui auront été perçues en conséquence de ce taux.

Un relevé de ce registre devant être remis en Chancellerie avant le 31^e Janvier prochain.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 16^e Juin 1807.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial à Tilsitt, sur
le Niemen, le 3^e Juillet an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

Voulant que Nos sujets puissent tous
également tirer avantage de la faculté
de se libérer du droit de parcours,

Nous avons décrété et décrétons ce
qui suit:

ARTICLE I.

Le terme du 1^{er} Juin 1807, fixé
pour la déclaration à tout propriétaire
d'un terrain assujetti au parcours qui
voudroit se libérer de ce droit, est pro-
rogé au premier Janvier 1808.

ART. II.

Notre Commissaire-Général et Extra-
ordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont
chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial à Tilsitt, sur
le Niemen, le 3^e Juillet an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

VOULANT que Nos sujets puissent tous
également tirer avantage de la faculté
de se libérer du droit de parcours,

Nous avons décrété et décrétons ce
qui suit:

A R T I C L E I.

Le terme du 1^{er} Juin 1807, fixé
pour la déclaration à tout propriétaire
d'un terrain assujetti au parcours qui
voudrait se libérer de ce droit, est pro-
rogé au premier Janvier 1808.

A R T. II.

Notre Commissaire-Général et Extra-
ordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont
chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE,

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

LE Conseil d'Etat informe les Préposés aux recettes du PRINCE, et les propriétaires de terrains rachetés du droit de parcours, des dispositions suivantes :

1.^o La dîme du foin décrétée le 19^e Janvier 1807, est convertie en une redevance en argent, fixée à trois batz et demi par pose de terrain soumis à cette imposition.

2.^o Cette redevance se payera d'après la déclaration faite par le propriétaire ou son représentant, de la contenance de ses terres soumises à cette imposition.

3.^o Toute inexactitude dans l'indication des contenances, sera punie par une amende de cinq batz pour chaque seizième de pose indiqué en moins, outre l'acquit des frais qui en résulteront.

4.^o Cette redevance sera payée aux Préposés aux recettes du PRINCE, le jour de St. Martin d'hiver.

5.^o Seront exempts de cette imposition, les terrains qui n'ont acquis aucune valeur par la suppression du droit de parcours, et

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

LE Conseil d'Etat informe les Préposés aux recettes du PRINCE, et les propriétaires de terrains rachetés du droit de parcours, des dispositions suivantes :

1.^o La dîme du foin décrétée le 19^e Janvier 1807, est convertie en une redevance en argent, fixée à trois batz et demi par pose de terrain soumis à cette imposition.

2.^o Cette redevance se payera d'après la déclaration faite par le propriétaire ou son représentant, de la contenance de ses terres soumises à cette imposition.

3.^o Toute inexactitude dans l'indication des contenances, sera punie par une amende de cinq batz pour chaque seizième de pose indiqué en moins, outre l'acquit des frais qui en résulteront.

4.^o Cette redevance sera payée aux Préposés aux recettes du PRINCE, le jour de St. Martin d'hiver.

5.^o Seront exempts de cette imposition, les terrains qui n'ont acquis aucune valeur par la suppression du droit de parcours, et

ceux sur lesquels ce droit ne s'exerçoit pas ou étoit à peu près nul.

6.° Les présentes dispositions sont prises provisoirement pour l'an 1808.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1808.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

LE Conseil d'Etat, ayant jugé convenable de déterminer plus spécialement la manière en laquelle doit avoir lieu la perception de la redevance qui remplace pour cette année la dîme du foin; informe les Communes et les propriétaires de biens-fonds soumis à cette imposition, des mesures suivantes auxquelles on devra se conformer exactement.

1.° Chaque Commune, comprise dans les districts soumis à la dîme du foin, nommera un Préposé chargé de recevoir les déclarations des propriétaires mentionnés dans l'article suivant.

2.° Les propriétaires de biens-fonds soumis à la dîme du foin, devront rédiger par écrit, et remettre avant le 15^e Août au Préposé nommé par la Commune dans le district de laquelle leurs immeubles sont situés, les déclarations mentionnées dans l'article 2 de l'arrêt du 11^e Mai 1808.

3.° Les propriétaires qui auront négligé de remettre leurs déclarations à l'époque

ceux sur lesquels ce droit ne s'exerçoit pas ou étoit à peu près nul.

6.° Les présentes dispositions sont prises provisoirement pour l'an 1808.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1808.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

LE Conseil d'Etat, ayant jugé convenable de déterminer plus spécialement la manière en laquelle doit avoir lieu la perception de la redevance qui remplace pour cette année la dîme du foin; informe les Communes et les propriétaires de biens-fonds soumis à cette imposition, des mesures suivantes auxquelles on devra se conformer exactement.

1.° Chaque Commune, comprise dans les districts soumis à la dîme du foin, nommera un Préposé chargé de recevoir les déclarations des propriétaires mentionnés dans l'article suivant.

2.° Les propriétaires de biens-fonds soumis à la dîme du foin, devront rédiger par écrit, et remettre avant le 15^e Août au Préposé nommé par la Commune dans le district de laquelle leurs immeubles sont situés, les déclarations mentionnées dans l'article 2 de l'arrêt du 11^e Mai 1808.

3.° Les propriétaires qui auront négligé de remettre leurs déclarations à l'époque

déterminée dans l'article précédent, seront poursuivis à l'amende sur la dénonciation des Receveurs, auxquels les Préposés des Communes devront faire rapport de la contravention.

4.° Pour prévenir les peines auxquelles les propriétaires s'exposeroient en faisant des indications inexactes, les Préposés des Communes veilleront autant qu'il dépendra d'eux, et de concert avec les propriétaires, à l'exactitude de leurs déclarations.

5.° Les Préposés des Communes remettront avant le 1^{er} Septembre ces déclarations, avec leurs observations, aux Receveurs de leurs districts.

6.° Ces déclarations devront être conçues comme suit :

Le soussigné déclare posséder en biens-fonds ci-devant soumis au parcours, dans le district de la Commune de , poses, dont déduction faite de poses cultivées en grains ou légumes, il reste poses soumises à la redevance. Donné à le Signature.

7.° Cette redevance se percevra au jour de St. Martin d'hiver, ou aux jours suivans, fixés par les Receveurs dans les arrondissemens qui comprennent un nombre de comptables trop considérable pour faire la perception en un seul jour.

8.° Les

déterminée dans l'article précédent, seront poursuivis à l'amende sur la dénonciation des Receveurs, auxquels les Préposés des Communes devront faire rapport de la contravention.

4.° Pour prévenir les peines auxquelles les propriétaires s'exposeroient en faisant des indications inexactes, les Préposés des Communes veilleront autant qu'il dépendra d'eux, et de concert avec les propriétaires, à l'exactitude de leurs déclarations.

5.° Les Préposés des Communes remettront avant le 1^{er} Septembre ces déclarations, avec leurs observations, aux Receveurs de leurs districts.

6.° Ces déclarations devront être conçues comme suit :

Le soussigné déclare posséder en biens-fonds ci-devant soumis au parcours, dans le district de la Commune de , poses, dont déduction faite de poses cultivées en grains ou légumes, il reste poses soumises à la redevance. Donné à le Signature.

7.° Cette redevance se percevra au jour de St. Martin d'hiver, ou aux jours suivans, fixés par les Receveurs dans les arrondissemens qui comprennent un nombre de comptables trop considérable pour faire la perception en un seul jour.

8.° Les

8.^o Les propriétaires qui n'auront pas acquitté l'imposition au jour fixé, seront, après la huitaine écoulée, poursuivis par la voie de la levation de gage, au paiement de la redevance et à l'acquit des frais juridiques, y compris les journées des receveurs fixées à 20 batz.

9.^o Pour faciliter aux comptables le paiement de la redevance, on détermine qu'elle sera perçue :

a) Dans les Juridictions du Landeron et de Lignièrès, par les Receveurs du Landeron et de Thielle.

b) Dans celles de Neuchatel et de la Côte, par le Receveur de Neuchatel et la Côte.

c) Dans celles de Colombier, Boudry et Cortaillod, par les Receveurs de Colombier et de Boudry.

d) Dans celle de Bevaix, par le Receveur de Bevaix.

e) Dans celle de Rochefort, par les Receveurs de Rochefort.

f) Dans celles de Travers, du Val-de-Travers et des Verrières, par le Receveur du Val-de-Travers.

g) Dans celle de Valangin, par le Receveur de Valangin.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 6^e Juin 1808.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

8.^o Les propriétaires qui n'auront pas acquitté l'imposition au jour fixé, seront, après la huitaine écoulée, poursuivis par la voie de la levation de gage, au paiement de la redevance et à l'acquit des frais juridiques, y compris les journées des receveurs fixées à 20 batz.

9.^o Pour faciliter aux comptables le paiement de la redevance, on détermine qu'elle sera perçue :

a) Dans les Juridictions du Landeron et de Lignièrès, par les Receveurs du Landeron et de Thielle.

b) Dans celles de Neuchatel et de la Côte, par le Receveur de Neuchatel et la Côte.

c) Dans celles de Colombier, Boudry et Cortaillod, par les Receveurs de Colombier et de Boudry.

d) Dans celle de Bevaix, par le Receveur de Bevaix.

e) Dans celle de Rochefort, par les Receveurs de Rochefort.

f) Dans celles de Travers, du Val-de-Travers et des Verrières, par le Receveur du Val-de-Travers.

g) Dans celle de Valangin, par le Receveur de Valangin.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 6^e Juin 1808.

DÈ SANDOZ DE TRAVERS.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT que des circonstances particulières ont empêché plusieurs de Nos sujets de s'annoncer dans le tems prescrit par Notre Décret du 3^e Juillet 1807, pour racheter leurs terres du droit de parcours, et Notre intention étant qu'ils puissent tous également tirer avantage de cette faculté;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le terme du 1^{er} Janvier 1808, fixé pour la déclaration à tout propriétaire d'un terrain assujetti au parcours qui voudroit se libérer de ce droit, est prorogé au 1^{er} Janvier 1809.

ART. II.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,
L. LEDUC.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT que des circonstances particulières ont empêché plusieurs de Nos sujets de s'annoncer dans le tems prescrit par Notre Décret du 3^e Juillet 1807, pour racheter leurs terres du droit de parcours, et Notre intention étant qu'ils puissent tous également tirer avantage de cette faculté;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le terme du 1^{er} Janvier 1808, fixé pour la déclaration à tout propriétaire d'un terrain assujetti au parcours qui voudroit se libérer de ce droit, est prorogé au 1^{er} Janvier 1809.

ART. II.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication du présent Décret. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

Sur le rapport de Notre Conseil d'Etat
en date du 7^e Mars.

CONSIDÉRANT 1.^o que le droit de parcours exercé jadis par les Communes, a été aboli par Notre Décret du 19^e Janvier 1807; 2.^o que par cet acte de bienfaisance, les héritages ont été affranchis d'une servitude qui entravoit les progrès de l'agriculture; 3.^o que la liberté des héritages doit être maintenue autant que le permet le bien public; 4.^o que les héritages bien clos et fermés, et qui aboutissent sur des chemins et des issues, ne peuvent le compromettre à quelque époque de l'année que le propriétaire y conduise son bétail; 5.^o qu'il n'en est pas de même des héritages non

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication du présent Décret. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ETAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

Sur le rapport de Notre Conseil d'Etat
en date du 7^e Mars.

CONSIDÉRANT 1.^o que le droit de parcours exercé jadis par les Communes, a été aboli par Notre Décret du 19^e Janvier 1807; 2.^o que par cet acte de bienfaisance, les héritages ont été affranchis d'une servitude qui entravoit les progrès de l'agriculture; 3.^o que la liberté des héritages doit être maintenue autant que le permet le bien public; 4.^o que les héritages bien clos et fermés, et qui aboutissent sur des chemins et des issues, ne peuvent le compromettre à quelque époque de l'année que le propriétaire y conduise son bétail; 5.^o qu'il n'en est pas de même des héritages non

fermés qui n'aboutissent pas sur des issues publiques et où l'on ne peut mener paître le bétail de leurs propriétaires respectifs, sans fouler les héritages voisins et multiplier les bergers; 6.^o que la garde de ces troupeaux confiée à des enfans, donne lieu à de grands désordres, Avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Les héritages fermés d'une bonne cloison, morte ou vive, auquel l'on peut conduire le bétail sans passer sur d'autres possessions, pourront être pâturées par le bétail du propriétaire, ou de son aveu par celui d'autrui, sans aucune restriction.

ART. II.

Le parcours est interdit, jusqu'au 12^e Septembre de chaque année, sur tous les héritages ouverts, lors même qu'ils touchent à une issue publique, et sur les possessions fermées qui n'y aboutissent pas.

ART. III.

Dès cette date jusqu'au 15^e Novembre, chaque propriétaire pourra faire

fermés qui n'aboutissent pas sur des issues publiques et où l'on ne peut mener paître le bétail de leurs propriétaires respectifs, sans fouler les héritages voisins et multiplier les bergers; 6.^o que la garde de ces troupeaux confiée à des enfans, donne lieu à de grands désordres, Avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Les héritages fermés d'une bonne cloison, morte ou vive, auquel l'on peut conduire le bétail sans passer sur d'autres possessions, pourront être pâturées par le bétail du propriétaire, ou de son aveu par celui d'autrui, sans aucune restriction.

ART. II.

Le parcours est interdit, jusqu'au 12^e Septembre de chaque année, sur tous les héritages ouverts, lors même qu'ils touchent à une issue publique, et sur les possessions fermées qui n'y aboutissent pas.

ART. III.

Dès cette date jusqu'au 15^e Novembre, chaque propriétaire pourra faire

pâture ses héritages par son bétail (les chèvres exceptées) sous les clauses et conditions suivantes.

A R T. I V.

Le propriétaire d'un héritage qui voudra le faire pâture par son bétail, ne pourra l'y conduire qu'en suivant les chemins, autant que possible, et en évitant de passer sur les terrains ensemencés.

A R T. V.

Il ne fera jamais conduire son bétail au pâturage pendant la nuit.

A R T. V I.

Il répondra de tout dommage que son bétail occasionnera.

A R T. V I I.

Il fera en conséquence garder son bétail par gens en état de s'en acquitter convenablement.

A R T. V I I I.

Les propriétaires voisins qui voudront réunir leurs troupeaux, y sont autorisés.

A R T. I X.

Les contrevenans au présent décret, seront poursuivis à autant de gagemens

pâture ses héritages par son bétail (les chèvres exceptées) sous les clauses et conditions suivantes.

A R T. I V.

Le propriétaire d'un héritage qui voudra le faire pâture par son bétail, ne pourra l'y conduire qu'en suivant les chemins, autant que possible, et en évitant de passer sur les terrains ensemencés.

A R T. V.

Il ne fera jamais conduire son bétail au pâturage pendant la nuit.

A R T. V I.

Il répondra de tout dommage que son bétail occasionnera.

A R T. V I I.

Il fera en conséquence garder son bétail par gens en état de s'en acquitter convenablement.

A R T. V I I I.

Les propriétaires voisins qui voudront réunir leurs troupeaux, y sont autorisés.

A R T. I X.

Les contrevenans au présent décret, seront poursuivis à autant de gagemens

de dix batz, qu'il y aura de pièces de gros ou de menu bétail en mésum. Ces gagemens seront partages entre le garde-champêtre qui aura dénoncé le délit et la Commune.

ART. X.

Les contrevenans qui refuseront le gagement, seront poursuivis à une amende de quarante batz, indépendamment des gagemens qu'ils auront encourus.

ART. XI.

La vaine pâture des grands chemins déjà défendue précédemment, est interdite de nouveau sous les mêmes peines.

ART. XII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L. S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel le 4.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

de dix batz, qu'il y aura de pièces de gros ou de menu bétail en mésus. Ces gagemens seront partages entre le garde-champêtre qui aura dénoncé le délit et la Commune.

ART. X.

Les contrevenans qui refuseront le gagement, seront poursuivis à une amende de quarante batz, indépendamment des gagemens qu'ils auront encourus.

ART. XI.

La vaine pâture des grands chemins déjà défendue précédemment, est interdite de nouveau sous les mêmes peines.

ART. XII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L. S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel le 4.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

LE CONSEIL D'ÉTAT, observant par les nombreuses requêtes qui lui ont été présentées, que, malgré les publications des 11^e Mai et 5^e Juin derniers, relatives à la redevance des 3 $\frac{1}{2}$ batz par pose substituée pour l'année courante à la dîme des herbes, il existe encore quelque incertitude, quant à l'application de cette redevance, sur la manière en laquelle les déclarations prescrites doivent être rédigées, et voulant autant qu'il peut dépendre de lui, prévenir les erreurs ou les retards dans les déclarations, auxquels cette incertitude pourroit donner lieu; arrête :

1.^o Les déclarations seront conçues ainsi qu'il est prescrit par l'article VI de la publication du 5^e Juin 1808.

2.^o Seront exempts de la redevance de 3 $\frac{1}{2}$ batz par pose :

a) Les terrains cultivés en grains ou légumes, déjà soumis à la dîme usitée pour ce genre de productions.

b) Ceux qui sont cultivés en pommes de terres, raves et carottes, et n'ont pas produit une première récolte en herbe.

c) Ceux qui existent en nature des forêts.

d) Ceux qui, destinés à la jachère, auront été labourés avant le 11^e Mai, et n'auront produit d'herbe ni pour la faux, ni pour le brout du bétail.

e) Ceux qui n'auront point été fauchés.

LE CONSEIL D'ÉTAT, observant par les nombreuses requêtes qui lui ont été présentées, que, malgré les publications des 11^e Mai et 5^e Juin derniers, relatives à la redevance des 3 $\frac{1}{2}$ batz par pose substituée pour l'année courante à la dîme des herbes, il existe encore quelque incertitude, quant à l'application de cette redevance, sur la manière en laquelle les déclarations prescrites doivent être rédigées, et voulant autant qu'il peut dépendre de lui, prévenir les erreurs ou les retards dans les déclarations, auxquels cette incertitude pourroit donner lieu; arrête :

1.^o Les déclarations seront conçues ainsi qu'il est prescrit par l'article VI de la publication du 5^e Juin 1808.

2.^o Seront exempts de la redevance de 3 $\frac{1}{2}$ batz par pose :

a) Les terrains cultivés en grains ou légumes, déjà soumis à la dîme usitée pour ce genre de productions.

b) Ceux qui sont cultivés en pommes de terres, raves et carottes, et n'ont pas produit une première récolte en herbe.

c) Ceux qui existent en nature des forêts.

d) Ceux qui, destinés à la jachère, auront été labourés avant le 11^e Mai, et n'auront produit d'herbe ni pour la faux, ni pour le brout du bétail.

e) Ceux qui n'auront point été fauchés.

La quantité de ces cinq espèces de terre, devant être articulée à la suite de la déclaration générale des propriétaires.

3.^o Quant aux prés fauchables des montagnes élevées comme Chuffort, Chaumont, les Prés-de-vent, Plamboz, les montagnes du Val-de-Travers, et autres de cette espèce; la déclaration devra également en être faite dans le tems prescrit, auprès des Communes où ces fonds sont situés : ces terrains devant être envisagés comme soumis à la redécance de 3½ batz, jusqu'à ce que *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* ait déterminé les exceptions qui seront faites à la règle générale.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

CONSIDÉRANT qu'indépendamment du droit de parcours que Nous avons aboli par Notre Décret du 19^e Janvier 1807,

La quantité de ces cinq espèces de terre, devant être articulée à la suite de la déclaration générale des propriétaires.

3.^o Quant aux prés fauchables des montagnes élevées comme Chuffort, Chaumont, les Prés-de-vent, Plamboz, les montagnes du Val-de-Travers, et autres de cette espèce; la déclaration devra également en être faite dans le tems prescrit, auprès des Communes où ces fonds sont situés : ces terrains devant être envisagés comme soumis à la redécance de 3½ batz, jusqu'à ce que *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* ait déterminé les exceptions qui seront faites à la règle générale.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

CONSIDÉRANT qu'indépendamment du droit de parcours que Nous avons aboli par Notre Décret du 19^e Janvier 1807,

il existe dans Notre Principauté un abus non moins préjudicable au perfectionnement de l'agriculture, et qui consiste dans un prétendu droit de bochéage, en vertu duquel le propriétaire d'un terrain qui y est assujetti, est obligé de laisser tous les buissons et menus bois qui y croissent, à la disposition des Communiers du lieu, ce qui l'empêche d'en extirper les souches, et l'oblige conséquemment à renoncer à toute idée d'amélioration qui transformeroit sa propriété presque de nulle valeur, en un terrain labourable et fertile;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

A compter du 1^{er} Janvier 1809, tout exercice du prétendu droit de bochéage, tel qu'il est ci-dessus mentionné et déterminé, est aboli sur toutes les terres qui y sont soumises.

ART. II.

Les Communes auxquelles ce droit de bochéage appartenoit, en seront indemnisées.

il existe dans Notre Principauté un abus non moins préjudicable au perfectionnement de l'agriculture, et qui consiste dans un prétendu droit de bochéage, en vertu duquel le propriétaire d'un terrain qui y est assujetti, est obligé de laisser tous les buissons et menus bois qui y croissent, à la disposition des Communiens du lieu, ce qui l'empêche d'en extirper les souches, et l'oblige conséquemment à renoncer à toute idée d'amélioration qui transformeroit sa propriété presque de nulle valeur, en un terrain labourable et fertile;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

A compter du 1^{er} Janvier 1809, tout exercice du prétendu droit de bochéage, tel qu'il est ci-dessus mentionné et déterminé, est aboli sur toutes les terres qui y sont soumises.

ART. II.

Les Communes auxquelles ce droit de bochéage appartenait, en seront indemnisées.

ART. III.

Le taux de l'indemnité est fixé à la moitié du taux commun auquel les terrains du même quartier auront été rachetés du parcours.

ART. IV.

Les sommes provenant du bochéage, ne pourront en aucun tems et sous aucun prétexte, être partagées entre les membres des Communes. Ces sommes seront placées à intérêt, ou appliquées dans chaque lieu à des objets d'une utilité générale, de telle manière qu'elles tournent surtout au profit de la classe à qui la suppression du bochéage peut occasionner quelques privations momentanées.

ART. V.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

ART. III.

Le taux de l'indemnité est fixé à la moitié du taux commun auquel les terrains du même quartier auront été rachetés du parcours.

ART. IV.

Les sommes provenant du bochéage, ne pourront en aucun tems et sous aucun prétexte, être partagées entre les membres des Communes. Ces sommes seront placées à intérêt, ou appliquées dans chaque lieu à des objets d'une utilité générale, de telle manière qu'elles tournent surtout au profit de la classe à qui la suppression du bochéage peut occasionner quelques privations momentanées.

ART. V.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

A V O N S décrété et décrétons :

A R T I C L E I.

Les préposés aux seize recettes percevront, chacun dans son arrondissement respectif, le produit de la dîme sur les prés, établi par Notre décret du 19^e Janvier 1807.

A R T. II.

Notre Commissaire-Général est chargé spécialement de la surveillance et de l'ensemble à donner aux opérations de cette perception.

A R T. III.

Il sera accordé sur le montant de cette perception à chaque receveur une indemnité, qui sera réglée ultérieurement.

A R T. IV.

Chacun des receveurs rendra pour cette perception un compte de clere à

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.*

A V O N S décrété et décrétons :

A R T I C L E I.

Les préposés aux seize recettes percevront, chacun dans son arrondissement respectif, le produit de la dîme sur les prés, établi par Notre décret du 19^e Janvier 1807.

A R T. II.

Notre Commissaire-Général est chargé spécialement de la surveillance et de l'ensemble à donner aux opérations de cette perception.

A R T. III.

Il sera accordé sur le montant de cette perception à chaque receveur une indemnité, qui sera réglée ultérieurement.

A R T. IV.

Chacun des receveurs rendra pour cette perception un compte de clere à

maître à Notre Trésorier-Général et à Notre Chambre des Comptes.

ART. V.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Notre Commissaire-Général donnera aux différens préposés aux seize recettes, tous les ordres relatifs à la suppression de l'impôt des redevances personnelles.

ART. II.

Ces préposés devant à dater du pre-

maître à Notre Trésorier-Général et à Notre Chambre des Comptes.

ART. V.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie, le 19^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Notre Commissaire-Général donnera aux différens préposés aux seize recettes, tous les ordres relatifs à la suppression de l'impôt des redevances personnelles.

ART. II.

Ces préposés devant à dater du pre-

mier Janvier 1807, cesser de recevoir cette espèce de redevances; il leur sera tenu compte, à dater de la même époque et sur l'exercice de chaque année, de la diminution de produits que cette suppression doit opérer dans le montant de leurs recettes respectives.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Le Conseil se conformant aux intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, ordonne l'impression des présens Décrets, et enjoint aux Officiers de Juridiction de cet Etat, de les faire publier et afficher en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu au Château de Neuchâtel, le 1.^r Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

mier Janvier 1807, cesser de recevoir cette espèce de redevances; il leur sera tenu compte, à dater de la même époque et sur l'exercice de chaque année, de la diminution de produits que cette suppression doit opérer dans le montant de leurs recettes respectives.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Le Conseil se conformant aux intentions de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, ordonne l'impression des présens Décrets, et enjoint aux Officiers de Juridiction de cet Etat, de les faire publier et afficher en la forme accoutumée. Donnée en Conseil tenu au Château de Neuchâtel, le 1.^r Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

ENSUITE d'ordres de Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire Impérial, la chasse est expressément défendue à toute personne qui ne seroit pas pourvue d'autorisation de sa part, et cela jusques à ce que *SON ALTESSE LE PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL* en ait ultérieurement ordonné. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4^e Septembre 1806. DE MONTMOLLIN.

NOUS GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel, l'un des Commandans de la Légion d'Honneur; Délégué de Son Excellence Monsieur le Général OUDINOT, Commissaire Impérial dans cette Principauté de Neuchâtel et Valangin.

CONSIDÉRANT, que Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire Impérial dans les Principautés de Neuchâtel et Valangin, a défendu la chasse à toute personne qui n'en auroit pas obtenu la permission;

Que le but de cette mesure étant de prévenir un braconnage général auquel se livrent beaucoup de sujets du Prince, qui non-seulement ne sont pas dans l'aisance, mais qui négligent le travail de leur état;

ENSUITE d'ordres de Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire Impérial, la chasse est expressément défendue à toute personne qui ne seroit pas pourvue d'autorisation de sa part, et cela jusques à ce que *SON ALTESSE LE PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL* en ait ultérieurement ordonné. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4^e Septembre 1806. DE MONTMOLLIN.

NOUS GÉDÉON JARRY, Adjudant-Général, Colonel, l'un des Commandans de la Légion d'Honneur; Délégué de Son Excellence Monsieur le Général OUDINOT, Commissaire Impérial dans cette Principauté de Neuchâtel et Valangin.

CONSIDÉRANT, que Son Excellence le Général OUDINOT, Commissaire Impérial dans les Principautés de Neuchâtel et Valangin, a défendu la chasse à toute personne qui n'en auroit pas obtenu la permission;

Que le but de cette mesure étant de prévenir un braconnage général auquel se livrent beaucoup de sujets du Prince, qui non-seulement ne sont pas dans l'aisance, mais qui négligent le travail de leur état;

Que le braconnage détruit tout le gibier, endommage les récoltes et les propriétés ;

Que malgré la quantité de permissions accordées depuis la défense, beaucoup d'individus se rendent coupables de désobéissance d'une manière affectée et souverainement reprehensible ;

Considérant enfin, que la défense de la chasse faite par le Commissaire Impérial et Royal, ne doit pas être illusoire ; qu'il est nécessaire de réprimer cet abus ;

*Avons arrêté et arrêtons provisoirement
ce qui suit, savoir :*

A dater du premier Janvier 1807, toute permission de chasse sera annulée.

Tout individu porteur de permissions, signées soit de Son Excellence le Général OUDINOT, soit de son Délégué actuel dans le Pays, devront les représenter dans la quinzaine, à dater des présentes, à M.^r le Secrétaire d'Etat, pour qu'il les vise gratis, et elles sortiront leur effet jusqu'au 1^r Janvier 1807.

Toute personne domiciliée dans le Pays, qui chassera sans être munie d'une telle permission ainsi visée, sera punie comme réfractaire aux ordres du Souverain, à trois jours et trois nuits de prison civile, et à une peine plus grave en cas de récidive ou d'au-

Que le braconnage détruit tout le gibier, endommage les récoltes et les propriétés ;

Que malgré la quantité de permissions accordées depuis la défense, beaucoup d'individus se rendent coupables de désobéissance d'une manière affectée et souverainement reprehensible ;

Considérant enfin, que la défense de la chasse faite par le Commissaire Impérial et Royal, ne doit pas être illusoire ; qu'il est nécessaire de réprimer cet abus ;

*Avons arrêté et arrêtons provisoirement
ce qui suit, savoir :*

A dater du premier Janvier 1807, toute permission de chasse sera annulée.

Tout individu porteur de permissions, signées soit de Son Excellence le Général OUDINOT, soit de son Délégué actuel dans le Pays, devront les représenter dans la quinzaine, à dater des présentes, à M.^r le Secrétaire d'Etat, pour qu'il les vise gratis, et elles sortiront leur effet jusqu'au 1^r Janvier 1807.

Toute personne domiciliée dans le Pays, qui chassera sans être munie d'une telle permission ainsi visée, sera punie comme réfractaire aux ordres du Souverain, à trois jours et trois nuits de prison civile, et à une peine plus grave en cas de récidive ou d'au-

tres circonstances aggravantes ; déclarant que note sera tenue de chaque contrevenant, et que lorsque l'organisation définitive de la chasse aura lieu, ils seront exclus de toute permission et de tout emploi y relatif. Donnée à Neuchatel, le 4.^e Octobre 1806.

J A R R Y.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME ayant par SON Décret du 21.^e Janvier 1807, nommé Monsieur DE POURTALÈS, Conseiller d'Etat, Capitaine - Général des Chasses de cette Principauté, et déterminé par un autre Décret rendu à Varsovie le 20.^e du même mois, les articles concernant la formation des Chasses et les règles relatives à cet objet; le Conseil ordonne la publication du dit Décret, afin que tous les ressortissans de cet Etat se conforment aux dispositions qu'il renferme, et que personne ne puisse en prétexter cause d'ignorance. Donnée en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 9.^e Février 1807.

D'IVERNOIS.

Teneur

tres circonstances aggravantes ; déclarant que note sera tenue de chaque contrevenant, et que lorsque l'organisation définitive de la chasse aura lieu, ils seront exclus de toute permission et de tout emploi y relatif. Donnée à Neuchatel, le 4.^e Octobre 1806.

J A R R Y.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME ayant par SON Décret du 21.^e Janvier 1807, nommé Monsieur DE POURTALÈS, Conseiller d'Etat, Capitaine - Général des Chasses de cette Principauté, et déterminé par un autre Décret rendu à Varsovie le 20.^e du même mois, les articles concernant la formation des Chasses et les règles relatives à cet objet; le Conseil ordonne la publication du dit Décret, afin que tous les ressortissans de cet Etat se conforment aux dispositions qu'il renferme, et que personne ne puisse en prétexter cause d'ignorance. Donnée en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 9.^e Février 1807.

D'IVERNOIS.

Teneur

TENEUR DU DÉCRET
DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie le 20^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*

PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT les abus qui se sont introduits dans les chasses, et la perte d'un tems précieux que ces abus occasionnent pour l'agriculture et l'industrie;

Voulant en outre accroître les ressources forestières par des améliorations, qui puissent s'opposer au renchérissement successif du bois dans Notre Principauté;

Le Conseil d'Etat entendu, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Il sera formé une Capitainerie-générale des Chasses, composée d'un Capitaine-général et d'un Lieutenant des Chasses, qui seront brevetés par Nous. Ces places seront honorifiques: les Offi-

TENEUR DU DÉCRET
DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

A Varsovie le 20^e Janvier 1807.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*

PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT les abus qui se sont introduits dans les chasses, et la perte d'un tems précieux que ces abus occasionnent pour l'agriculture et l'industrie;

Voulant en outre accroître les ressources forestières par des améliorations, qui puissent s'opposer au renchérissement successif du bois dans Notre Principauté;

Le Conseil d'Etat entendu, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Il sera formé une Capitainerie-générale des Chasses, composée d'un Capitaine-général et d'un Lieutenant des Chasses, qui seront brevetés par Nous. Ces places seront honorifiques: les Offi-

ciers qui en seront pourvus porteront l'uniforme des Chasses, qui sera désigné dans le Règlement sur les chasses.

Le Capitaine et le Lieutenant des Chasses du Souverain, seront choisis parmi les personnes qui par leur fortune et par leur goût, pourront entretenir un certain nombre de chiens pour chasser et détruire les animaux nuisibles, tels que les ours et les loups.

A R T. II.

Toute personne domiciliée dans l'Etat qui voudra chasser avec ou sans chiens, devra être munie d'une patente de chasse; cette patente sera personnelle, et ne sera valable que pour un an.

A R T. III.

Ces patentes seront délivrées par le Capitaine-général, qui ne pourra les accorder qu'aux individus qui lui produiront: 1.° un certificat de l'Officier Judiciaire de leur Juridiction, attestant qu'ils sont propriétaires et connus par leur moralité; 2.° un récépissé de la somme de trente livres, versée à la trésorerie pour l'obtention de cette patente.

ciers qui en seront pourvus porteront l'uniforme des Chasses, qui sera désigné dans le Règlement sur les chasses.

Le Capitaine et le Lieutenant des Chasses du Souverain, seront choisis parmi les personnes qui par leur fortune et par leur goût, pourront entretenir un certain nombre de chiens pour chasser et détruire les animaux nuisibles, tels que les ours et les loups.

A R T. II.

Toute personne domiciliée dans l'Etat qui voudra chasser avec ou sans chiens, devra être munie d'une patente de chasse; cette patente sera personnelle, et ne sera valable que pour un an.

A R T. III.

Ces patentes seront délivrées par le Capitaine-général, qui ne pourra les accorder qu'aux individus qui lui produiront: 1.^o un certificat de l'Officier Judiciaire de leur Juridiction, attestant qu'ils sont propriétaires et connus par leur moralité; 2.^o un récépissé de la somme de trente livres, versée à la trésorerie pour l'obtention de cette patente.

ART. IV.

Les patentes signées du Capitaine-général et enregistrées par lui, seront munies du cachet du Prince. Elles devront aussi être signées de celui qui les aura obtenues.

Elles contiendront les principales dispositions des Réglemens sur les Chasses, ainsi que l'engagement du concessionnaire de se conformer à ces dispositions, et de rapporter au Capitaine-général tous les délits de chasse qui viendront à sa connoissance.

ART. V.

Tout individu porteur de patente, qui auroit enfreint les Réglemens sur les Chasses, n'obtiendra plus de patente à l'avenir.

ART. VI.

Tous les porteurs de patentes seront à la disposition du Capitaine-général, dans le cas où il seroit ordonné une grande chasse pour la destruction des bêtes féroces, comme loups, ours, etc.

ART. VII.

Le nombre des patentes qui pour-

ART. IV.

Les patentes signées du Capitaine-général et enregistrées par lui, seront munies du cachet du Prince. Elles devront aussi être signées de celui qui les aura obtenues.

Elles contiendront les principales dispositions des Réglemens sur les Chasses, ainsi que l'engagement du concessionnaire de se conformer à ces dispositions, et de rapporter au Capitaine-général tous les délits de chasse qui viendront à sa connoissance.

ART. V.

Tout individu porteur de patente, qui auroit enfreint les Réglemens sur les Chasses, n'obtiendra plus de patente à l'avenir.

ART. VI.

Tous les porteurs de patentes seront à la disposition du Capitaine-général, dans le cas où il seroit ordonné une grande chasse pour la destruction des bêtes féroces, comme loups, ours, etc.

ART. VII.

Le nombre des patentes qui pour-

ront être délivrées, sera fixé chaque année.

ART. VIII.

Les Officiers des Chasses donneront des ordres aux Agens forestiers pour tout ce qui concerne la garde et la police de la Chasse, et ils s'entendront avec l'administration forestière sur les instructions à donner à cet égard, et sur les Réglemens à établir.

ART. IX.

Les gardes-forestiers, les gendarmes, les gardes-champêtres, et tout Officier de police de la Commune, sont tenus de dénoncer à l'Officier Judiciaire de l'arrondissement, tout individu qu'ils auront vu chasser sans patente.

ART. X.

Les délits dénoncés pour les individus ci-dessus désignés, sont constatés par leurs rapports, ou les procès-verbaux affirmés dans les vingt-quatre heures. Il peut être suppléé aux dits rapports ou procès-verbaux, par la déposition de deux témoins.

ront être délivrées, sera fixé chaque année.

A R T. VIII.

Les Officiers des Chasses donneront des ordres aux Agens forestiers pour tout ce qui concerne la garde et la police de la Chasse, et ils s'entendront avec l'administration forestière sur les instructions à donner à cet égard, et sur les Réglemens à établir.

A R T. IX.

Les gardes-forestiers, les gendarmes, les gardes-champêtres, et tout Officier de police de la Commune, sont tenus de dénoncer à l'Officier Judiciaire de l'arrondissement, tout individu qu'ils auront vu chasser sans patente.

A R T. X.

Les délits dénoncés pour les individus ci-dessus désignés, sont constatés par leurs rapports, ou les procès-verbaux affirmés dans les vingt-quatre heures. Il peut être suppléé aux dits rapports ou procès-verbaux, par la déposition de deux témoins.

A R T. XI.

Tout individu qui aura chassé sans être muni d'une patente, sera condamné à une amende de cinquante livres pour la première fois, de cinquante livres et de trois jours de prisons pour la seconde, et de cent livres et quinze jours de prisons pour la troisième, sans préjudice de peines plus graves en cas de circonstances aggravantes. Les armes seront confisquées, sans néanmoins que les gardes-chasses puissent désarmer le chasseur délinquant.

A R T. XII.

Toute action contre un délinquant est prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour où le délit de la chasse a été commis.

A R T. XIII.

La moitié des amendes appartiendra à celui qui aura dénoncé le délit. L'autre moitié sera réservée et employée exclusivement à donner des récompenses à ceux de Nos sujets peu fortunés qui auront détruit des ours ou des loups,

ART. XI.

Tout individu qui aura chassé sans être muni d'une patente, sera condamné à une amende de cinquante livres pour la première fois, de cinquante livres et de trois jours de prisons pour la seconde, et de cent livres et quinze jours de prisons pour la troisième, sans préjudice de peines plus graves en cas de circonstances aggravantes. Les armes seront confisquées, sans néanmoins que les gardes-chasses puissent désarmer le chasseur délinquant.

ART. XII.

Toute action contre un délinquant est prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour où le délit de la chasse a été commis.

ART. XIII.

La moitié des amendes appartiendra à celui qui aura dénoncé le délit. L'autre moitié sera réservée et employée exclusivement à donner des récompenses à ceux de Nos sujets peu fortunés qui auront détruit des ours ou des loups,

suivant le tarif déterminé dans le Règlement.

ART. XIV.

L'exercice du droit de chasser personnellement, est réservé aux Vassaux, dans le district de leurs terres.

ART. XV.

Il n'est point porté atteinte au droit qu'ont les propriétaires de détruire le gibier dans les enclos tenant à leur domicile.

ART. XVI.

Il sera fait un Règlement qui fixera les époques où la chasse sera ouverte pour les porteurs de patente, et tous les autres détails concernant les Chasses.

ART. XVII.

Notre Commissaire-Général, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

ALEXANDRE.

suivant le tarif déterminé dans le Règlement.

ART. XIV.

L'exercice du droit de chasser personnellement, est réservé aux Vassaux, dans le district de leurs terres.

ART. XV.

Il n'est point porté atteinte au droit qu'ont les propriétaires de détruire le gibier dans les enclos tenant à leur domicile.

ART. XVI.

Il sera fait un Règlement qui fixera les époques où la chasse sera ouverte pour les porteurs de patente, et tous les autres détails concernant les Chasses.

ART. XVII.

Notre Commissaire-Général, Notre Conseil d'Etat et Notre Trésorier-Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

ALEXANDRE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, *par la grâce de Dieu,*
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT la nécessité de déterminer l'époque à laquelle la chasse est permise aux porteurs de patentes, et voulant donner effet à l'art. XVI. de Notre Décret sur les Chasses du 20^e Janvier 1807, par lequel Nous Nous sommes réservés de statuer d'après les localités sur les réglemens de détails qui concernent les chasses dans Notre Principauté, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Le Règlement suivant sur les chasses sera imprimé et publié dans toutes les Communes de Notre Principauté.

R È G L E M E N T

RELATIF AUX CHASSES DANS LA
PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

ARTICLE I.

La chasse sera ouverte aux porteurs

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

CONSIDÉRANT la nécessité de déterminer l'époque à laquelle la chasse est permise aux porteurs de patentes, et voulant donner effet à l'art. XVI. de Notre Décret sur les Chasses du 20^e Janvier 1807, par lequel Nous Nous sommes réservés de statuer d'après les localités sur les réglemens de détails qui concernent les chasses dans Notre Principauté, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Le Règlement suivant sur les chasses sera imprimé et publié dans toutes les Communes de Notre Principauté.

R È G L E M E N T

RELATIF AUX CHASSES DANS LA
PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

ARTICLE I.

La chasse sera ouverte aux porteurs

de patente, depuis le 15^e Août jusqu'au 15^e Janvier inclusivement; néanmoins la chasse de la bécasse pourra être permise par le Capitaine-Général des chasses, pour le passage du printemps, et aux époques fixées par lui pour les porteurs de patentes, qui prendront l'engagement formel de ne pas chasser d'autre gibier, sous peine d'être privés de leurs patentes sur le champ, et de payer cinquante livres d'amende.

A R T. II.

Tout porteur de patente qui chassera en tems défendu, encourra la même peine que celle statuée contre ceux qui chasseroient sans patentes.

A R T. III.

Tout individu qui seroit trouvé en tems défendu colportant et vendant du gibier, ou l'exposant en vente dans les foires et marchés, sera puni de cinquante livres d'amende et de confiscation du gibier; seront exceptés la bécasse lorsque la chasse en aura été permise par le Capitaine-Général des Chas-

de patente, depuis le 15^e Août jusqu'au 15^e Janvier inclusivement; néanmoins la chasse de la bécasse pourra être permise par le Capitaine-Général des chasses, pour le passage du printemps, et aux époques fixées par lui pour les porteurs de patentes, qui prendront l'engagement formel de ne pas chasser d'autre gibier, sous peine d'être privés de leurs patentes sur le champ, et de payer cinquante livres d'amende.

A R T. II.

Tout porteur de patente qui chassera en tems défendu, encourra la même peine que celle statuée contre ceux qui chasseroient sans patentes.

A R T. III.

Tout individu qui seroit trouvé en tems défendu colportant et vendant du gibier, ou l'exposant en vente dans les foires et marchés, sera puni de cinquante livres d'amende et de confiscation du gibier; seront exceptés la bécasse lorsque la chasse en aura été permise par le Capitaine-Général des Chas-

ses, et le gibier de passage qui viendra des pays voisins.

ART. IV.

Il est expressément défendu de tendre des collets, panneaux, lacets, pièges et autres engins pour prendre le gibier, à l'exception des pièges et amorces que l'on tendroit pour détruire les animaux nuisibles, comme les loups, les renards, les plaireaux, etc. etc. et cela sous les peines statuées par l'article II. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807.

ART. V.

La chasse est défendue en tout tems le Dimanche et les jours de fête, sous les mêmes peines.

ART. VI.

Il est défendu de chasser dans les vignes et dans les champs tant que la récolte n'est pas faite, et dans les prairies tant que les regains ne sont pas fauchés; les chasseurs seront responsables de tout dommage et perte occasionnés par leur faute ou négligence.

ses, et le gibier de passage qui viendra des pays voisins.

ART. IV.

Il est expressément défendu de tendre des collets, panneaux, lacets, pièges et autres engins pour prendre le gibier, à l'exception des pièges et amorces que l'on tendroit pour détruire les animaux nuisibles, comme les loups, les renards, les plaireaux, etc. etc. et cela sous les peines statuées par l'article II. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807.

ART. V.

La chasse est défendue en tout tems le Dimanche et les jours de fête, sous les mêmes peines.

ART. VI.

Il est défendu de chasser dans les vignes et dans les champs tant que la récolte n'est pas faite, et dans les prairies tant que les regains ne sont pas fauchés; les chasseurs seront responsables de tout dommage et perte occasionnés par leur faute ou négligence.

ART. VII.

Les chasseurs porteurs de patentes qui rompront ou déclorront les haies, palissades ou murailles des fonds d'autrui, encourront une amende de dix livres, et seront en outre tenus à la réparation du dommage qu'ils auront occasionné.

ART. VIII.

Si le contrevenant aux dispositions du présent règlement, n'a pas les moyens de payer l'amende et les fraix auxquels il aura été condamné; il subira depuis cinq jusqu'à dix jours de prisons, suivant la force du délit.

ART. IX.

Les pères et mères, tuteurs et maîtres, sont responsables des amendes encourues par leurs enfans, pupilles et subordonnés, lorsque ceux-ci habitent le même toit et sont sous leur surveillance immédiate.

ART. X.

Le produit des amendes devra être employé suivant le mode prescrit par l'art. XIII. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807.

ART. VII.

Les chasseurs porteurs de patentes qui rompront ou déclorront les haies, palissades ou murailles des fonds d'autrui, encourront une amende de dix livres, et seront en outre tenus à la réparation du dommage qu'ils auront occasionné.

ART. VIII.

Si le contrevenant aux dispositions du présent règlement, n'a pas les moyens de payer l'amende et les fraix auxquels il aura été condamné; il subira depuis cinq jusqu'à dix jours de prisons, suivant la force du délit.

ART. IX.

Les pères et mères, tuteurs et maîtres, sont responsables des amendes encourues par leurs enfans, pupilles et subordonnés, lorsque ceux-ci habitent le même toit et sont sous leur surveillance immédiate.

ART. X.

Le produit des amendes devra être employé suivant le mode prescrit par l'art. XIII. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807.

ART. XI.

Le terme de huit jours est substitué à celui de vingt-quatre heures fixé par l'article X. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807, pour la dénonciation des délits de chasse, ou pour l'affirmation des procès-verbaux qui constatent ces délits.

ART. XII.

Tout individu qui chassera masqué, sera arrêté sur le champ et livré aux Tribunaux.

ARTICLE SECOND.

Notre Conseil d'Etat et Notre Capitaine-Général des Chasses, sont chargés de tenir la main à l'entière exécution des dispositions que contient le présent règlement.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LE DUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 18.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

ART. XI.

Le terme de huit jours est substitué à celui de vingt-quatre heures fixé par l'article X. de Notre Décret du 20^e Janvier 1807, pour la dénonciation des délits de chasse, ou pour l'affirmation des procès-verbaux qui constatent ces délits.

ART. XII.

Tout individu qui chassera masqué, sera arrêté sur le champ et livré aux Tribunaux.

ARTICLE SECOND.

Notre Conseil d'Etat et Notre Capitaine-Général des Chasses, sont chargés de tenir la main à l'entière exécution des dispositions que contient le présent règlement.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 18.^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse ducale) le 11^e Avril an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

NOTRE Conseil d'Etat entendu, Nous
avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE I.

Tous les bois et forêts appartenans
aux Communes seront, ainsi que les
bois et forêts du Prince, soumis à une
même Administration, qui sera diri-
gée par un Conseiller d'Etat, ayant sous
ses ordres un Inspecteur-Général des
forêts et un Garde-Général.

ART. II.

Le parcours du menu bétail, c'est-
à-dire des chèvres, moutons, etc., est
aboli dans toutes les forêts communales.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse ducale) le 11^e Avril an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

NOTRE Conseil d'Etat entendu, Nous
avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE I.

Tous les bois et forêts appartenans
aux Communes seront, ainsi que les
bois et forêts du Prince, soumis à une
même Administration, qui sera diri-
gée par un Conseiller d'Etat, ayant sous
ses ordres un Inspecteur-Général des
forêts et un Garde-Général.

ART. II.

Le parcours du menu bétail, c'est-
à-dire des chèvres, moutons, etc., est
aboli dans toutes les forêts communales.

L'Administration veillera à la stricte exécution de cette disposition, dont dépend le repeuplement et la conservation des forêts.

A R T. III.

Le parcours du gros bétail est également aboli dans toutes les forêts; mais l'Administration pourra accorder des permissions pour celles des forêts communales où ce parcours ne sera pas nuisible.

A R T. IV.

Les époques où le parcours du gros bétail devra commencer et finir chaque année dans les forêts où il aura été permis, seront déterminées par l'Administration.

A R T. V.

Les états fournis par les Communes contenant beaucoup d'inexactitudes, il leur est ordonné de faire arpenter leurs forêts sous la direction de Notre Commissaire-Général, et d'en faire lever le plan, dont le double sera remis à l'Administration, et devra contenir en outre l'indication approximative de chaque

L'Administration veillera à la stricte exécution de cette disposition, dont dépend le repeuplement et la conservation des forêts.

A R T. III.

Le parcours du gros bétail est également aboli dans toutes les forêts; mais l'Administration pourra accorder des permissions pour celles des forêts communales où ce parcours ne sera pas nuisible.

A R T. IV.

Les époques où le parcours du gros bétail devra commencer et finir chaque année dans les forêts où il aura été permis, seront déterminées par l'Administration.

A R T. V.

Les états fournis par les Communes contenant beaucoup d'inexactitudes, il leur est ordonné de faire arpenter leurs forêts sous la direction de Notre Commissaire-Général, et d'en faire lever le plan, dont le double sera remis à l'Administration, et devra contenir en outre l'indication approximative de chaque

forêt particulière, avec sa position et le nom des propriétaires.

TITRE DEUX.

*Attributions du Conseiller d'Etat,
Directeur des Forêts.*

ARTICLE I.

Le Conseiller d'Etat, Directeur des Forêts, sera chargé en chef de l'exploitation, de l'aménagement et de la police des bois et forêts appartenans au Souverain et aux Communes.

ART. II.

Il fera chaque année une tournée générale dans les forêts, et plus souvent s'il est nécessaire, entendra dans cette tournée les gardes-forestiers sur toutes les améliorations qu'ils auront à proposer, déterminera sur les lieux les opérations qu'il croira convenables, dressera un procès-verbal de l'état de chaque forêt, et fera, à son retour, au Conseil d'Etat un rapport détaillé sur l'état de ces forêts, ainsi que sur les mesures qu'il aura jugées utiles.

forêt particulière, avec sa position et le nom des propriétaires.

TITRE DEUX.

*Attributions du Conseiller d'Etat,
Directeur des Forêts.*

ARTICLE I.

Le Conseiller d'Etat, Directeur des Forêts, sera chargé en chef de l'exploitation, de l'aménagement et de la police des bois et forêts appartenans au Souverain et aux Communes.

ART. II.

Il fera chaque année une tournée générale dans les forêts, et plus souvent s'il est nécessaire, entendra dans cette tournée les gardes-forestiers sur toutes les améliorations qu'ils auront à proposer, déterminera sur les lieux les opérations qu'il croira convenables, dressera un procès-verbal de l'état de chaque forêt, et fera, à son retour, au Conseil d'Etat un rapport détaillé sur l'état de ces forêts, ainsi que sur les mesures qu'il aura jugées utiles.

ART. III.

Comme chargé en chef de l'exploitation et de l'aménagement des forêts communales, il veillera à ce qu'il ne soit fait aucune coupe, aucune adjudication pour ces forêts, sans qu'on ait pris ses ordres.

ART. IV.

Aucune forêt particulière ne pouvant être défrichée sans une autorisation de l'Administration, il aura l'inspection supérieure de ces forêts pour toutes les opérations qui tendroient à les dénaturer.

ART. V.

Il nommera tous les gardes-forestiers, et pourra destituer ceux qui manqueroient à leurs devoirs.

ART. VI.

Il déterminera les arrondissemens affectés à chaque garde, et proposera les traitemens qu'il croira nécessaires de leur donner à raison de l'étendue de ces arrondissemens et de la nature des localités.

ART. III.

Comme chargé en chef de l'exploitation et de l'aménagement des forêts communales, il veillera à ce qu'il ne soit fait aucune coupe, aucune adjudication pour ces forêts, sans qu'on ait pris ses ordres.

ART. IV.

Aucune forêt particulière ne pouvant être défrichée sans une autorisation de l'Administration, il aura l'inspection supérieure de ces forêts pour toutes les opérations qui tendroient à les dénaturer.

ART. V.

Il nommera tous les gardes-forestiers, et pourra destituer ceux qui manqueroient à leurs devoirs.

ART. VI.

Il déterminera les arrondissemens affectés à chaque garde, et proposera les traitemens qu'il croira nécessaires de leur donner à raison de l'étendue de ces arrondissemens et de la nature des localités.

ART. VII.

Il prendra connoissance des rapports faits aux gardes-forestiers sur les délits commis dans les bois ; il fera constater ces délits par le Garde-Général et l'Inspecteur-Général , toutes les fois qu'il le jugera nécessaire , et prendra ensuite les mesures convenables.

ART. VIII.

Il aura sous sa surveillance immédiate , la caisse des forêts confiée à l'Inspecteur-général, et se fera rendre compte tous les mois de l'état de cette caisse.

TITRE TROIS.

Des fonctions de l'Inspecteur-Général.

ARTICLE I.

L'Inspecteur-Général , qui tiendra aussi la caisse des forêts , est chargé de la police des forêts et de la surveillance des gardes , dont il transmet les rapports au Directeur.

Il est chargé du martelage des bois, tant pour ceux qui sont destinés aux bâtimens du Prince ou des particuliers qui ont droit à des fournitures de cette espèce,

ART. VII.

Il prendra connoissance des rapports faits aux gardes-forestiers sur les délits commis dans les bois ; il fera constater ces délits par le Garde-Général et l'Inspecteur-Général , toutes les fois qu'il le jugera nécessaire , et prendra ensuite les mesures convenables.

ART. VIII.

Il aura sous sa surveillance immédiate , la caisse des forêts confiée à l'Inspecteur-général, et se fera rendre compte tous les mois de l'état de cette caisse.

TITRE TROIS.

Des fonctions de l'Inspecteur-Général.

ARTICLE I.

L'Inspecteur-Général , qui tiendra aussi la caisse des forêts , est chargé de la police des forêts et de la surveillance des gardes , dont il transmet les rapports au Directeur.

Il est chargé du martelage des bois , tant pour ceux qui sont destinés aux bâtimens du Prince ou des particuliers qui ont droit à des fournitures de cette espèce,

espèce, que pour ceux qui doivent être vendus par enchères ou autrement.

Il détermine l'assiette des ventes, et fixe l'étendue des coupes sous l'approbation du Conseiller d'Etat Directeur.

Il examine sur les lieux les opérations demandées par les Communes pour leurs forêts, et en fait son rapport au Directeur.

Il assiste à toutes les ventes, soit qu'elles se fassent à l'enchère ou autrement. S'il est vendu des bois sur pied à des particuliers, il en fixe le prix.

Il rédige tous les marchés pour les coupes ou autres opérations dans les forêts, et les présente à l'approbation du Directeur.

Il reconnoît les coupes, numérote les toises lorsqu'elles sont achevées, de concert avec le Garde-Général, et en dresse deux états signés par lui et par le Garde-Général.

Il fait effectuer les fournitures en nature qui sont dues tant en bois qu'en charbon, et prévient les abus auxquels elles pourroient donner lieu.

espèce, que pour ceux qui doivent être vendus par enchères ou autrement.

Il détermine l'assiette des ventes, et fixe l'étendue des coupes sous l'approbation du Conseiller d'Etat Directeur.

Il examine sur les lieux les opérations demandées par les Communes pour leurs forêts, et en fait son rapport au Directeur.

Il assiste à toutes les ventes, soit qu'elles se fassent à l'enchère ou autrement. S'il est vendu des bois sur pied à des particuliers, il en fixe le prix.

Il rédige tous les marchés pour les coupes ou autres opérations dans les forêts, et les présente à l'approbation du Directeur.

Il reconnoît les coupes, numérote les toises lorsqu'elles sont achevées, de concert avec le Garde-Général, et en dresse deux états signés par lui et par le Garde-Général.

Il fait effectuer les fournitures en nature qui sont dues tant en bois qu'en charbon, et prévient les abus auxquels elles pourroient donner lieu.

Il assiste au serment que prêtent les gardes-forestiers, les établit dans leurs fonctions, et leur désigne les arrondissemens soumis à leur garde en leur en indiquant les bornes et limites.

A R T. II.

Comme dépositaire de la caisse des forêts, l'Inspecteur-Général perçoit toutes les recettes et fait tous les payemens.

Il présente tous les trois mois au Directeur l'état de la caisse, en justifiant de tous les objets de recette et de dépense par les quittances, comptes ou états à l'appui.

Il tient un fonds séparé pour les gratifications annuelles destinées aux gardes, et qui sera composé du produit de toutes les amendes ou de la vente des bestiaux confisqués pour des délits forestiers.

Il tient tous les livres nécessaires à l'administration et ordonnés par le Directeur.

Il assiste au serment que prêtent les gardes-forestiers, les établit dans leurs fonctions, et leur désigne les arrondissemens soumis à leur garde en leur en indiquant les bornes et limites.

A R T. II.

Comme dépositaire de la caisse des forêts, l'Inspecteur-Général perçoit toutes les recettes et fait tous les payemens.

Il présente tous les trois mois au Directeur l'état de la caisse, en justifiant de tous les objets de recette et de dépense par les quittances, comptes ou états à l'appui.

Il tient un fonds séparé pour les gratifications annuelles destinées aux gardes, et qui sera composé du produit de toutes les amendes ou de la vente des bestiaux confisqués pour des délits forestiers.

Il tient tous les livres nécessaires à l'administration et ordonnés par le Directeur.

TITRE QUATRE.

Fonctions du Garde-Général.

ARTICLE I.

Le Garde-Général est sous les ordres de l'Inspecteur-Général et du Directeur.

Il surveille particulièrement les gardes-forestiers, et fait à cheval des tournées très-fréquentes pour s'assurer s'ils remplissent leurs fonctions avec exactitude.

Il prend chaque jour les ordres de l'Inspecteur-Général, et lui fait en même tems le rapport de la course de la veille.

Il constate sur les lieux tous les délits, et en fait son rapport.

Il assiste aux enchères, où il maintient l'ordre et la police.

Il reconnoît, avec l'Inspecteur-Général, les coupes et les toises qui en résultent, et signe les deux états qui sont dressés.

Il est porteur des ordres à faire passer dans les divers arrondissemens par l'Inspecteur-Général et le Directeur.

TITRE QUATRE.

Fonctions du Garde-Général.

ARTICLE I.

Le Garde-Général est sous les ordres de l'Inspecteur-Général et du Directeur.

Il surveille particulièrement les gardes-forestiers, et fait à cheval des tournées très-fréquentes pour s'assurer s'ils remplissent leurs fonctions avec exactitude.

Il prend chaque jour les ordres de l'Inspecteur-Général, et lui fait en même tems le rapport de la course de la veille.

Il constate sur les lieux tous les délits, et en fait son rapport.

Il assiste aux enchères, où il maintient l'ordre et la police.

Il reconnoît, avec l'Inspecteur-Général, les coupes et les toises qui en résultent, et signe les deux états qui sont dressés.

Il est porteur des ordres à faire passer dans les divers arrondissemens par l'Inspecteur-Général et le Directeur.

ART. II.

Il sera fait un Règlement particulier pour déterminer les arrondissemens des gardes-forestiers, leur traitement et le détail de leurs fonctions, les formes à suivre pour la police des forêts et la punition des délits, les conditions à remplir pour la régularité des recettes et des dépenses, la manière dont chaque Commune devra contribuer au chauffage des gardes à raison de l'étendue des forêts qu'elles ont à faire garder, ainsi que la remise que chaque adjudicataire de coupe devra payer au garde à titre de gratification.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil, en ordonnant la publication du présent Décret, enjoint à tous les Officiers de Juridiction, de le faire publier et afficher en la forme accoutumée; et aux Communautés de l'Etat, de se conformer exacte-

ART. II.

Il sera fait un Règlement particulier pour déterminer les arrondissemens des gardes-forestiers, leur traitement et le détail de leurs fonctions, les formes à suivre pour la police des forêts et la punition des délits, les conditions à remplir pour la régularité des recettes et des dépenses, la manière dont chaque Commune devra contribuer au chauffage des gardes à raison de l'étendue des forêts qu'elles ont à faire garder, ainsi que la remise que chaque adjudicataire de coupe devra payer au garde à titre de gratification.

ART. III.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil, en ordonnant la publication du présent Décret, enjoint à tous les Officiers de Juridiction, de le faire publier et afficher en la forme accoutumée; et aux Communautés de l'Etat, de se conformer exacte-

ment à son contenu; les avertissant, que l'arpentage des forêts sera suspendu jusqu'à ce que M. d'Ostervald, Commissaire-Général, ait reçu de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* des ordres détaillés sur le mode d'après lequel cette opération devra être exécutée.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

VU Notre décret du 11^e Avril 1807,
sur l'organisation du régime forestier,

Nous avons décrété et décrétons ce
qui suit:

ARTICLE I.

Il sera établi dans chaque Commune de Notre Principauté, une Commission forestière, composée de trois membres au moins, et de cinq membres au plus, qui administreront les forêts de la Com-

ment à son contenu; les avertissant, que l'arpentage des forêts sera suspendu jusqu'à ce que M. d'Ostervald, Commissaire-Général, ait reçu de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* des ordres détaillés sur le mode d'après lequel cette opération devra être exécutée.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 11^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

A Bayonne, le 15^e Juin 1808.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

VU Notre décret du 11^e Avril 1807,
sur l'organisation du régime forestier,

Nous avons décrété et décrétons ce
qui suit:

ARTICLE I.

Il sera établi dans chaque Commune de Notre Principauté, une Commission forestière, composée de trois membres au moins, et de cinq membres au plus, qui administreront les forêts de la Com-

mune, sous les ordres du Directeur et des autres Administrateurs de Nos forêts.

A R T. II.

Les membres de cette Commission seront nommés par Notre Conseil d'Etat, sur la présentation de Notre Directeur des forêts.

A R T. III.

Ils prêteront serment entre les mains de l'Officier de la Juridiction dans l'arrondissement de laquelle la Commune est située, et en présence de l'Inspecteur-général des forêts.

A R T. IV.

Il sera attaché à chacune de ces Commissions, un Secrétaire-Caissier, dont les fonctions seront, de tenir les écritures, la caisse, et un journal exact de toutes les opérations de la Commission.

A R T. V.

Ce Secrétaire-Caissier fournira une caution, dont le montant sera déterminé par Notre Conseil d'Etat, sur la proposition de Notre Directeur des forêts.

mune, sous les ordres du Directeur et des autres Administrateurs de Nos forêts.

A R T. II.

Les membres de cette Commission seront nommés par Notre Conseil d'Etat, sur la présentation de Notre Directeur des forêts.

A R T. III.

Ils prêteront serment entre les mains de l'Officier de la Juridiction dans l'arrondissement de laquelle la Commune est située, et en présence de l'Inspecteur-général des forêts.

A R T. IV.

Il sera attaché à chacune de ces Commissions, un Secrétaire-Caissier, dont les fonctions seront, de tenir les écritures, la caisse, et un journal exact de toutes les opérations de la Commission.

A R T. V.

Ce Secrétaire-Caissier fournira une caution, dont le montant sera déterminé par Notre Conseil d'Etat, sur la proposition de Notre Directeur des forêts.

A R T. VI.

Il percevra de la Commune un salaire fixe, qui sera également déterminé par Notre Conseil d'Etat, sur la proposition de Notre Directeur des forêts.

A R T. VII.

Les fonctions des autres membres de la Commission, seront purement honoraires. Dans le cas cependant où un membre, pour l'exercice de ses fonctions, seroit tenu à quelque déplacement ou à quelques voyages, il lui seroit tenu compte de ses déboursés par la Commune.

A R T. VIII.

Les Commissions forestières ne pourront faire aucune opération dans les forêts, sans avoir pris les ordres du Directeur, auxquels il seront tenus de se conformer strictement.

A R T. IX.

Le journal de leurs opérations, ainsi que le compte des recettes et dépenses, seront présentés au Directeur ou aux autres membres de l'Administration forestière, toutes les fois qu'ils seront demandés.

A R T. VI.

Il percevra de la Commune un salaire fixe, qui sera également déterminé par Notre Conseil d'Etat, sur la proposition de Notre Directeur des forêts.

A R T. VII.

Les fonctions des autres membres de la Commission, seront purement honoraires. Dans le cas cependant où un membre, pour l'exercice de ses fonctions, seroit tenu à quelque déplacement ou à quelques voyages, il lui seroit tenu compte de ses déboursés par la Commune.

A R T. VIII.

Les Commissions forestières ne pourront faire aucune opération dans les forêts, sans avoir pris les ordres du Directeur, auxquels il seront tenus de se conformer strictement.

A R T. IX.

Le journal de leurs opérations, ainsi que le compte des recettes et dépenses, seront présentés au Directeur ou aux autres membres de l'Administration forestière, toutes les fois qu'ils seront demandés.

ART. X.

Chaque année, les Commissions forestières rendront un compte général de leurs opérations. Ce compte sera accompagné de l'exposé de leurs besoins, et des améliorations dont ils jugeront susceptibles les forêts confiées à leurs soins.

ART. XI.

Elles recevront en conséquence et feront exécuter tous les ordres relatifs aux affocages, aux coupes et aux ventes de bois, aux concessions accordées aux particuliers pour réparation ou construction de bâtimens, enfin à tout ce qui tient à l'administration des forêts.

ART. XII.

Aucune opération dans les forêts, soit pour les affocages, soit pour les ventes de bois, soit pour les concessions de bois à bâtir, ne pourra être faite qu'en présence de deux membres au moins de la Commission.

ART. XIII.

Chacune de ces Commissions aura deux marques pour le bois ; l'une sera entre les mains du Président de la Com-

A R T. X.

Chaque année, les Commissions forestières rendront un compte général de leurs opérations. Ce compte sera accompagné de l'exposé de leurs besoins, et des améliorations dont ils jugeront susceptibles les forêts confiées à leurs soins.

A R T. XI.

Elles recevront en conséquence et feront exécuter tous les ordres relatifs aux affocages, aux coupes et aux ventes de bois, aux concessions accordées aux particuliers pour réparation ou construction de bâtimens, enfin à tout ce qui tient à l'administration des forêts.

A R T. XII.

Aucune opération dans les forêts, soit pour les affocages, soit pour les ventes de bois, soit pour les concessions de bois à bâtir, ne pourra être faite qu'en présence de deux membres au moins de la Commission.

A R T. XIII.

Chacune de ces Commissions aura deux marques pour le bois ; l'une sera entre les mains du Président de la Com-

mission, et l'autre entre celles de l'un des autres membres.

ART. XIV.

Aucun bois ne pourra être abattu sans que ces deux marques y aient été appliquées.

ART. XV.

Le Secrétaire-Caissier versera dans la caisse de la Commune, et aux époques déterminées par le Directeur des forêts, l'excédant des revenus sur les dépenses.

ART. XVI.

La Commission forestière rendra chaque année à la Commune le compte des recettes et dépenses résultant de son administration. Un double de ce compte sera envoyé au Directeur des forêts.

ART. XVII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

mission, et l'autre entre celles de l'un des autres membres.

ART. XIV.

Aucun bois ne pourra être abattu sans que ces deux marques y aient été appliquées.

ART. XV.

Le Secrétaire-Caissier versera dans la caisse de la Commune, et aux époques déterminées par le Directeur des forêts, l'excédant des revenus sur les dépenses.

ART. XVI.

La Commission forestière rendra chaque année à la Commune le compte des recettes et dépenses résultant de son administration. Un double de ce compte sera envoyé au Directeur des forêts.

ART. XVII.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

(L.S.)

par le Prince,

Le Secrétaire d'Etat,

L. LEDUC.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 4^e Juillet 1808.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHÂTEL.

N^OTRE Conseil d'Etat entendu, Nous
avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Les sommes dues par diverses Juridictions à d'autres Juridictions, qui ont contribué au-delà de l'égalité proportionnelle à l'entretien des troupes françaises cantonnées dans ce pays depuis le 16^e Mars jusqu'au 21^e Septembre 1806, sont réduites, eu égard au peu de ressources des Communes de la Principauté qui se trouvent débitrices, à la somme de vingt-sept mille neuf cents livres, valeur de Neuchâtel.

ART. II.

Cette somme sera exigée de la manière suivante, savoir : de la Juridiction du Val-de-Travers, huit mille livres; de

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 11^e Avril 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

NOTRE Conseil d'Etat entendu, Nous
avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Les sommes dues par diverses Juridictions à d'autres Juridictions, qui ont contribué au-delà de l'égalité proportionnelle à l'entretien des troupes françaises cantonnées dans ce pays depuis le 16^e Mars jusqu'au 21^e Septembre 1806, sont réduites, eu égard au peu de ressources des Communes de la Principauté qui se trouvent débitrices, à la somme de vingt-sept mille neuf cents livres, valeur de Neuchatel.

ART. II.

Cette somme sera exigée de la manière suivante, savoir : de la Juridiction du Val-de-Travers, huit mille livres; de

celle de la Brévine, quatre mille cinq cents livres; de celle de Travers, trois mille neuf cents livres; de celle de la Sagne, trois mille six cents livres; de celle des Verrières, trois mille deux cents livres; de celle de Rochefort, deux mille livres; de celle de la Chaux-de-Fonds, seize cents livres; de celle des Brenets, neuf cents livres; et de celle de Lignièrès, deux cents livres.

ART. III.

La dite somme sera répartie en la manière suivante, savoir : à la Juridiction de Thielle, sept mille quatre cents livres; à celle de Valangin, six mille livres; à celle de Gorgier, quatre mille cinq cents livres; à celle de la Côte, trois mille livres; à celle du Locle, deux mille livres; à celle de Colombier, mille livres; à celle de Cortaillod, mille livres; à celle de Boudevilliers, neuf cents livres; à celle de Bevaix, huit cents livres; à celle du Landeron, six cents livres; à celle de Boudry, quatre cents livres; et à celle de Vaumarcus, trois cents livres.

celle de la Brévine, quatre mille cinq cents livres; de celle de Travers, trois mille neuf cents livres; de celle de la Sagne, trois mille six cents livres; de celle des Verrières, trois mille deux cents livres; de celle de Rochefort, deux mille livres; de celle de la Chaux-de-Fonds, seize cents livres; de celle des Brenets, neuf cents livres; et de celle de Lignièrès, deux cents livres.

ART. III.

La dite somme sera répartie en la manière suivante, savoir : à la Juridiction de Thielle, sept mille quatre cents livres; à celle de Valangin, six mille livres; à celle de Gorgier, quatre mille cinq cents livres; à celle de la Côte, trois mille livres; à celle du Locle, deux mille livres; à celle de Colombier, mille livres; à celle de Cortaillod, mille livres; à celle de Boudevilliers, neuf cents livres; à celle de Bevaix, huit cents livres; à celle du Landeron, six cents livres; à celle de Boudry, quatre cents livres; et à celle de Vaumarcus, trois cents livres.

A R T. I V.

Notre Conseil d'Etat réglera la part que chacune des Communes qui composent une Juridiction, sera dans le cas de payer ou de recevoir sur la somme totale fixée pour la Juridiction.

A R T. V.

Les sommes que recevra une Commune en exécution du présent Décret, ne pourront être réparties entre les particuliers; mais elles devront être affectées à des objets d'une utilité publique et générale. Notre Conseil d'Etat déterminera l'emploi de ces sommes selon les besoins de chaque Commune.

A R T. V I.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

A L E X A N D R E.

LE Conseil ordonne l'impression et la publication du présent Décret, dont un double sera remis à chacune des Communes de l'Etat, et détermine ce qui suit quant au mode d'exécution :

ART. IV.

Notre Conseil d'Etat réglera la part que chacune des Communes qui composent une Juridiction, sera dans le cas de payer ou de recevoir sur la somme totale fixée pour la Juridiction.

ART. V.

Les sommes que recevra une Commune en exécution du présent Décret, ne pourront être réparties entre les particuliers; mais elles devront être affectées à des objets d'une utilité publique et générale. Notre Conseil d'Etat déterminera l'emploi de ces sommes selon les besoins de chaque Commune.

ART. VI.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil ordonne l'impression et la publication du présent Décret, dont un double sera remis à chacune des Communes de l'Etat, et détermine ce qui suit quant au mode d'exécution :

1.° Les payemens que ce Décret détermine, devront s'effectuer en Chancellerie avant le 31^e Décembre de cette année.

2.° Les sommes réparties entre les différentes Communes d'une Juridiction créancière, devront être affectées à des usages d'utilité publique. Cependant si l'une de ces Communes de la même Juridiction redoit aux autres à raison de compensations particulières, elle pourra avant tout employer à l'acquit de cette dette la somme qu'elle devoit obtenir de la répartition générale.

3.° Les Officiers de Judicature exhorteront les Communes de leur ressort à régler amiablement leurs prétentions réciproques : ils présenteront conformément à l'article IV. du Décret, un projet de répartition au Conseil d'Etat, qui l'approuvera ou le modifiera selon les circonstances. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 19^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 16^e Mai an 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit;

1.° Les payemens que ce Décret détermine, devront s'effectuer en Chancellerie avant le 31^e Décembre de cette année.

2.° Les sommes réparties entre les différentes Communes d'une Juridiction créancière, devront être affectées à des usages d'utilité publique. Cependant si l'une de ces Communes de la même Juridiction redoit aux autres à raison de compensations particulières, elle pourra avant tout employer à l'acquit de cette dette la somme qu'elle devoit obtenir de la répartition générale.

3.° Les Officiers de Judicature exhorteront les Communes de leur ressort à régler amiablement leurs prétentions réciproques : ils présenteront conformément à l'article IV. du Décret, un projet de répartition au Conseil d'Etat, qui l'approuvera ou le modifiera selon les circonstances. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 19^e Mai 1807.

DE SANDOZ DE TRAVERS.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Au Quartier Général Impérial de Finckenstein,
(Prusse Ducale) le 16^e Mai an 1807.

ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit ;

ARTICLE I.

Le Décret de SA MAJESTÉ *NAPOLÉON*, Empereur des Français, Roi d'Italie, sera publié dans l'étendue de Notre Principauté ainsi qu'il suit:

EXTRAIT DES MINUTES
DE NOTRE SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

De notre camp Impérial de Finckenstein,
le 11^e Mai 1807.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS
ET ROI D'ITALIE.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Il sera levé un Bataillon dans la Principauté de Neuchatel, sous le titre de *Bataillon du Prince de Neuchatel*.

ART. 2.

L'Etat-Major sera composé de

- 1 Chef de Bataillon.
- 1 Lieutenant de recrutement.
- 1 Adjudant-Major.
- 1 Chirurgien Aide-Major.
- 1 Tambour-Major.
- 1 Maître tailleur.
- 1 Maître cordonnier.
- 1 Maître armurier.

ARTICLE I.

Le Décret de SA MAJESTÉ *NAPOLÉON*, Empereur des Français, Roi d'Italie, sera publié dans l'étendue de Notre Principauté ainsi qu'il suit:

EXTRAIT DES MINUTES
DE NOTRE SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

De notre camp Impérial de Finckenstein,
le 11^e Mai 1807.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS
ET ROI D'ITALIE.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Il sera levé un Bataillon dans la Principauté de Neuchatel, sous le titre de *Bataillon du Prince de Neuchatel*.

ART. 2.

L'Etat-Major sera composé de

- 1 Chef de Bataillon.
- 1 Lieutenant de recrutement.
- 1 Adjudant-Major.
- 1 Chirurgien Aide-Major.
- 1 Tambour-Major.
- 1 Maître tailleur.
- 1 Maître cordonnier.
- 1 Maître armurier.

A R T. 3.

Le Bataillon du Prince de Neuchatel sera composé de six compagnies, savoir : une compagnie de Grenadiers, une compagnie de Voltigeurs, et quatre compagnies ordinaires. Ces six compagnies seront d'égale force.

A R T. 4.

Chaque compagnie sera composée de

1 Capitaine.

1 Lieutenant.

1 Sous-Lieutenant.

1 Sergent-Major.

1 Caporal-Fourier.

4 Sergens.

8 Caporaux.

2 Tambours.

1 Sapeur.

140 Soldats.

Total 160

Par chaque compagnie deux enfans de troupes.

A R T. 5.

Les deux premières compagnies seront levées avant le premier Août, et les quatre autres avant le premier Septembre prochains.

A R T. 3.

Le Bataillon du Prince de Neuchatel sera composé de six compagnies, savoir : une compagnie de Grenadiers, une compagnie de Voltigeurs, et quatre compagnies ordinaires. Ces six compagnies seront d'égale force.

A R T. 4.

Chaque compagnie sera composée de

1 Capitaine.

1 Lieutenant.

1 Sous-Lieutenant.

1 Sergent-Major.

1 Caporal-Fourier.

4 Sergens.

8 Caporaux.

2 Tambours.

1 Sapeur.

140 Soldats.

Total 160

Par chaque compagnie deux enfans de troupes.

A R T. 5.

Les deux premières compagnies seront levées avant le premier Août, et les quatre autres avant le premier Septembre prochains.

ART. 6.

Il ne pourra être admis dans le dit Bataillon que des habitans de la Principauté de Neuchatel, des cantons Suisses ou du Valais.

ART. 7.

Ce Bataillon aura la même solde et les mêmes masses que les régimens Suisses à Notre service.

ART. 8.

Pendant la vie du Prince ALEXANDRE BERTHIER, ce Bataillon sera sous le commandement du Prince de Neuchatel, qui aura la nomination des Officiers.

ART. 9.

Nos Ministres de la Guerre, de l'Administration de la Guerre et du Trésor public, sont chargés de l'exécution du présent Décret.

N A P O L É O N.

par l'Empereur,

le ministre secrétaire d'Etat,

HUGUES B. MARET.

ART. II.

Nos sujets verront dans ce Décret
un

ART. 6.

Il ne pourra être admis dans le dit Bataillon que des habitans de la Principauté de Neuchatel, des cantons Suisses ou du Valais.

ART. 7.

Ce Bataillon aura la même solde et les mêmes masses que les régimens Suisses à Notre service.

ART. 8.

Pendant la vie du Prince ALEXANDRE BERTHIER, ce Bataillon sera sous le commandement du Prince de Neuchatel, qui aura la nomination des Officiers.

ART. 9.

Nos Ministres de la Guerre, de l'Administration de la Guerre et du Trésor public, sont chargés de l'exécution du présent Décret.

N A P O L É O N.

par l'Empereur,

le ministre secrétaire d'Etat,

HUGUES B. MARET.

ART. II.

Nos sujets verront dans ce Décret
un

un nouveau témoignage de l'affection de l'Empereur et Roi.

ART. III.

Il sera dressé une instruction sur le mode d'exécution des dispositions du susdit Décret.

ART. IV.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat, sont chargés de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

Il est ordonné à tous les Officiers de Jurisdiction de cet Etat, de faire incessamment lire et afficher les Décrets ci-dessus en la forme et aux lieux ordinaires; le Conseil enjoignant en même tems aux dits Officiers, de donner à M. Bosset, capitaine-adjoint à l'Etat-Major-Général de la Grande-Armée, toutes les facilités qui pourront dépendre d'eux pour le plus grand succès de la commission dont il est chargé de la part de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* Notre Souverain, relativement à la levée du corps qui fait l'objet de ces Décrets. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 13^e Juin 1807.

DE BOYVE.

un nouveau témoignage de l'affection de l'Empereur et Roi.

ART. III.

Il sera dressé une instruction sur le mode d'exécution des dispositions du susdit Décret.

ART. IV.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, Notre Conseil d'Etat, sont chargés de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

IL est ordonné à tous les Officiers de Jurisdiction de cet Etat, de faire incessamment lire et afficher les Décrets ci-dessus en la forme et aux lieux ordinaires; le Conseil enjoignant en même tems aux dits Officiers, de donner à M. Bosset, capitaine-adjoint à l'Etat-Major-Général de la Grande-Armée, toutes les facilités qui pourront dépendre d'eux pour le plus grand succès de la commission dont il est chargé de la part de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* Notre Souverain, relativement à la levée du corps qui fait l'objet de ces Décrets. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 13^e Juin 1807.

DE BOYVE.

8

UN Décret du PRINCE Notre Souverain, daté de Tilsitt le 2^e du présent mois, annonce au Conseil d'Etat les nominations d'Officiers que *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* a trouvé bon de faire dans le Bataillon de Son nom, dont le recrutement a actuellement lieu en ce pays; savoir, 1.^o M. Bosset, capitaine-Adjoint à l'Etat-Major du Général Oudinot, en qualité de chef et commandant du Bataillon; 2.^o trois capitaines; 3.^o trois lieutenans; 4.^o six autres officiers, tant lieutenant de recrutement, que sous-lieutenans et adjudant-sous-officier.

Dans une dépêche particulière qui accompagne ce Décret, *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* dit au Conseil: „ Les Neuchatelois ne „ pourront voir dans la formation de ce „ Bataillon qu'un bienfait de l'Empereur; „ les enrôlemens sont libres; mes sujets, qui „ ont le goût des armes, trouvent un chemin ouvert pour acquérir de la gloire, et „ l'avantage de participer aux récompenses „ militaires, honorifiques et pécuniaires. Mon „ intention est, que vous employez toute „ votre influence pour présenter à mes sujets l'avantage de la formation d'un Bataillon qui fera l'honneur des Neuchatelois. „ Ceux de leurs compatriotes qui m'ont „ suivi, tels que M.^{rs} Brun, Rougemont, „ Perrot, ont rivalisé avec tous les braves

UN Décret du PRINCE Notre Souverain, daté de Tilsitt le 2^e du présent mois, annonce au Conseil d'Etat les nominations d'Officiers que *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* a trouvé bon de faire dans le Bataillon de Son nom, dont le recrutement a actuellement lieu en ce pays; savoir, 1.^o M. Bosset, capitaine-Adjoint à l'Etat-Major du Général Oudinot, en qualité de chef et commandant du Bataillon; 2.^o trois capitaines; 3.^o trois lieutenans; 4.^o six autres officiers, tant lieutenant de recrutement, que sous-lieutenans et adjudant-sous-officier.

Dans une dépêche particulière qui accompagne ce Décret, *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME* dit au Conseil: „ Les Neuchatelois ne „ pourront voir dans la formation de ce „ Bataillon qu'un bienfait de l'Empereur; „ les enrôlemens sont libres; mes sujets, qui „ ont le goût des armes, trouvent un chemin ouvert pour acquérir de la gloire, et „ l'avantage de participer aux récompenses „ militaires, honorifiques et pécuniaires. Mon „ intention est, que vous employez toute „ votre influence pour présenter à mes sujets l'avantage de la formation d'un Bataillon qui fera l'honneur des Neuchatelois. „ Ceux de leurs compatriotes qui m'ont „ suivi, tels que M.^{rs} Brun, Rougemont, „ Perrot, ont rivalisé avec tous les braves

de l'Armée française ; quant au capitaine Bosset, que je viens de nommer chef du Bataillon, il s'est couvert de gloire au siège de Dantzig. “

Le Conseil ne peut mieux remplir sans doute les bienveillantes intentions de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME*, qu'en transmettant les termes mêmes de Sa dépêche, lesquels sont d'ailleurs accompagnés des nouvelles assurances de Sa sollicitude en faveur de notre industrie. Ils pénétreront tous les ressortissans de cet Etat de la plus vive reconnaissance, ils les animeront de tous les sentimens qui peuvent le plus efficacement correspondre aux vues paternelles et à la satisfaction de leur Souverain. Le Conseil saisit cette occasion pour renouveler à tous les Chefs de Juridiction de cet Etat, l'injonction que par son arrêt du 13^e Juin dernier il leur a déjà adressé, de concourir, autant qu'il pourroit dépendre d'eux, au plus grand succès de la levée d'un corps qui appelle, à si justes titres, l'intérêt et le dévouement de tous les Neuchatelois.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20.^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

„ de l'Armée française ; quant au capitaine
„ Bosset, que je viens de nommer chef du
„ Bataillon, il s'est couvert de gloire au
„ siège de Dantzig. “

Le Conseil ne peut mieux remplir sans doute les bienveillantes intentions de *SON ALTESSE SÉRÉNISSIME*, qu'en transmettant les termes mêmes de Sa dépêche, lesquels sont d'ailleurs accompagnés des nouvelles assurances de Sa sollicitude en faveur de notre industrie. Ils pénétreront tous les ressortissans de cet Etat de la plus vive reconnaissance, ils les animeront de tous les sentimens qui peuvent le plus efficacement correspondre aux vues paternelles et à la satisfaction de leur Souverain. Le Conseil saisit cette occasion pour renouveler à tous les Chefs de Juridiction de cet Etat, l'injonction que par son arrêt du 13^e Juin dernier il leur a déjà adressé, de concourir, autant qu'il pourroit dépendre d'eux, au plus grand succès de la levée d'un corps qui appelle, à si justes titres, l'intérêt et le dévouement de tous les Neuchatelois.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20.^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

Au Palais de St. Cloud, le 27^e Août 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS,
ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA
CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Sur le rapport de Notre Ministre de la
Guerre,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Il sera attaché au Bataillon du Prince
de Neuchatel, une Compagnie com-
posée ainsi qu'il suit :

1 Capitaine.

1 Lieutenant, officier de Génie.

1 Sous-Lieutenant officier du train
d'artillerie.

1 Adjudant sous-officier.

1 Sergent-major.

4 Sergens; dont 2 artilleurs, 1 sapeur,
1 du train.

1 Fourier.

8 Caporaux; dont 4 artilleurs, 2 sa-
peurs, 2 du train.

64 Soldats; dont 32 artilleurs, 16 sa-
peurs, 16 du train.

1 Tambour.

83 Hommes.

EXTRAIT DES MINUTES
DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

Au Palais de St. Cloud, le 27^e Août 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS,
ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA
CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Sur le rapport de Notre Ministre de la
Guerre,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Il sera attaché au Bataillon du Prince
de Neuchatel, une Compagnie com-
posée ainsi qu'il suit :

1 Capitaine.

1 Lieutenant, officier de Génie.

1 Sous-Lieutenant officier du train
d'artillerie.

1 Adjudant sous-officier.

1 Sergent-major.

4 Sergens; dont 2 artilleurs, 1 sapeur,
1 du train.

1 Fourier.

8 Caporaux; dont 4 artilleurs, 2 sa-
peurs, 2 du train.

64 Soldats; dont 32 artilleurs, 16 sa-
peurs, 16 du train.

1 Tambour.

83 Hommes.

A R T. II.

Il ne pourra être admis dans cette Compagnie, ainsi qu'il est prescrit pour le Bataillon (article 6 du Décret Impérial du 11^e Mai 1807), que des habitans de la Principauté de Neuchatel, des cantons Suisses ou du Valais.

A R T. III.

Cette Compagnie aura la même solde et les mêmes masses que les corps français de ces armes.

A R T. IV.

Il sera attaché à ce Bataillon deux canons de 6, trois caissons de ce calibre, deux caissons d'infanterie, et un chariot à munitions chargé d'outils.

A R T. V.

Nos Ministres de la Guerre, de l'Administration de la Guerre, et du Trésor Public, sont chargés de l'exécution du présent Décret.

Signé N A P O L É O N.

par l'Empereur,

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé H. M A R E T.

Conformément aux ordres de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, il est enjoint à tous les Officiers de Judicature, de faire incessamment publier et afficher le Décret ci-dessus, en forme et

A R T. II.

Il ne pourra être admis dans cette Compagnie, ainsi qu'il est prescrit pour le Bataillon (article 6 du Décret Impérial du 11^e Mai 1807), que des habitans de la Principauté de Neuchatel, des cantons Suisses ou du Valais.

A R T. III.

Cette Compagnie aura la même solde et les mêmes masses que les corps français de ces armes.

A R T. IV.

Il sera attaché à ce Bataillon deux canons de 6, trois caissons de ce calibre, deux caissons d'infanterie, et un chariot à munitions chargé d'outils.

A R T. V.

Nos Ministres de la Guerre, de l'Administration de la Guerre, et du Trésor Public, sont chargés de l'exécution du présent Décret.

Signé N A P O L É O N.

par l'Empereur,

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé H. M A R E T.

Conformément aux ordres de SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, il est enjoint à tous les Officiers de Judicature, de faire incessamment publier et afficher le Décret ci-dessus, en forme et

aux lieux ordinaires; et de concourir par tous les moyens qui pourront dépendre d'eux, à la formation de la Compagnie d'Artilleurs dont le dit Décret fait mention. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 12^e Septembre 1808.

DE MONTMOLLIN.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Du Quartier Général Impérial à Tilsitt, sur
le Niemen, le 3^e Juillet an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

CONSIDÉRANT qu'il importe à la célérité des affaires que Nos sujets ont à traiter, qu'un seul fonctionnaire soit chargé dans Notre Principauté, du soin de légaliser les pièces et actes, dont l'authenticité doit être constatée en pays étranger.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Le Secrétaire de Notre Conseil d'Etat est exclusivement chargé du soin de légaliser les pièces et actes dont l'authen-

aux lieux ordinaires; et de concourir par tous les moyens qui pourront dépendre d'eux, à la formation de la Compagnie d'Artilleurs dont le dit Décret fait mention. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 12^e Septembre 1808.

DE MONTMOLLIN.

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHATEL.

D É C R E T.

Du Quartier Général Impérial à Tilsitt, sur le Niemen, le 3^e Juillet an 1807.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

CONSIDÉRANT qu'il importe à la célérité des affaires que Nos sujets ont à traiter, qu'un seul fonctionnaire soit chargé dans Notre Principauté, du soin de légaliser les pièces et actes, dont l'authenticité doit être constatée en pays étranger.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE I.

Le Secrétaire de Notre Conseil d'Etat est exclusivement chargé du soin de légaliser les pièces et actes dont l'authen-

ticité des signatures a besoin d'être reconnue et constatée dans les pays étrangers.

A R T. II.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

A L E X A N D R E.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication du présent Décret, enjoignant à tous les gens d'office qu'il concerne, de se conformer à son contenu. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL,

D É C R E T.

A Bordeaux, le 10^e Avril 1808.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

CONSIDÉRANT que les événemens politiques et militaires qui Nous retiennent en France auprès de *L'EMPEREUR ET ROI*, Nous empêchent de Nous livrer

ticité des signatures a besoin d'être reconnue et constatée dans les pays étrangers.

A R T. II.

Notre Commissaire-Général et Extraordinaire, et Notre Conseil d'Etat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

A L E X A N D R E.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication du présent Décret, enjoignant à tous les gens d'office qu'il concerne, de se conformer à son contenu. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 20^e Juillet 1807.

DE BOYVE.

PRINCIPAUTE DE NEUCHATEL,

D É C R E T.

A Bordeaux, le 10^e Avril 1808.

*ALEXANDRE, par la grâce de Dieu,
PRINCE ET DUC DE NEUCHATEL.*

CONSIDÉRANT que les événemens politiques et militaires qui Nous retiennent en France auprès de *L'EMPEREUR ET Roi*, Nous empêchent de Nous livrer

au vœu de Notre cœur, et de Nous rendre au milieu de Nos sujets, comme Nous l'avions projeté, pour Nous y occuper de tous les objets d'amélioration;

Considérant l'éloignement momentané et forcé de Notre Commissaire Extraordinaire;

Considérant enfin, que les intérêts de Nos sujets souffrent de ces circonstances;

Nous avons jugé à propos de Nous faire représenter momentanément par un Ministre Plénipotentiaire et Extraordinaire, investi de toute Notre confiance;

En conséquence Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le Général de Division **DUTAILLIS**, qui de tout tems Nous a porté la plus tendre affection, est nommé Notre Ministre Plénipotentiaire et Extraordinaire à Neuchatel.

ART. II.

Notre Ministre Plénipotentiaire, pendant le tems qu'il restera à Neuchatel, y jouira de l'autorité, des honneurs et

au vœu de Notre cœur, et de Nous rendre au milieu de Nos sujets, comme Nous l'avions projeté, pour Nous y occuper de tous les objets d'amélioration;

Considérant l'éloignement momentané et forcé de Notre Commissaire Extraordinaire;

Considérant enfin, que les intérêts de Nos sujets souffrent de ces circonstances;

Nous avons jugé à propos de Nous faire représenter momentanément par un Ministre Plénipotentiaire et Extraordinaire, investi de toute Notre confiance;

En conséquence Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ARTICLE I.

Le Général de Division DUTAILLIS, qui de tout tems Nous a porté la plus tendre affection, est nommé Notre Ministre Plénipotentiaire et Extraordinaire à Neuchatel.

ART. II.

Notre Ministre Plénipotentiaire, pendant le tems qu'il restera à Neuchatel, y jouira de l'autorité, des honneurs et

prérogatives accordés aux Gouverneurs pour le Roi, à Neuchatel.

ART. III.

Nous ordonnons à Notre Conseil d'Etat et à toute autre Autorité civile, militaire et judiciaire, de le reconnoître en la dite qualité.

ART. IV.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 28^e Avril 1808. DE SANDOZ DE TRAVERS.

RÈGLEMENT DES POSTES.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME ayant déterminé par SON Décret du 17^e Novembre, qu'à dater du premier Janvier 1807, une Régie administreroit au nom et pour le compte du Souverain, les Postes et Messageries de la Principauté; le Conseil d'Etat, afin de donner effet tant à ce Décret qu'à l'article IX du Règlement de l'administration des Postes, signé le 5^e de ce mois par *Son Excellence M.^r LESPERUT*, Commissaire-

prérogatives accordés aux Gouverneurs pour le Roi, à Neuchatel.

A R T. III.

Nous ordonnons à Notre Conseil d'Etat et à toute autre Autorité civile, militaire et judiciaire, de le reconnoître en la dite qualité.

A R T. IV.

Notre Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

ALEXANDRE.

LE Conseil d'Etat ordonne l'impression du présent Décret, et sa publication en la forme accoutumée. Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchatel, le 28^e Avril 1808. DE SANDOZ DE TRAVERS.

RÉGLEMENT DES POSTES.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME ayant déterminé par SON Décret du 17^e Novembre, qu'à dater du premier Janvier 1807, une Régie administreroit au nom et pour le compte du Souverain, les Postes et Messageries de la Principauté; le Conseil d'Etat, afin de donner effet tant à ce Décret qu'à l'article IX du Règlement de l'administration des Postes, signé le 5^e de ce mois par *Son Excellence M.^r LESPERUT*, Commissaire-

Général et Extraordinaire de SON ALTESSE, a dû déterminer d'une manière précise, 1.^o les droits et les devoirs de la Régie des Postes; 2.^o les obligations des Sujets de la Principauté : c'est dans ce but, et après avoir entendu le rapport de sa Commission des Postes, que le Conseil d'Etat a arrêté et arrête ce qui suit :

TITRE I.

Droits et devoirs de la Régie des Postes.

ARTICLE I.

Le transport des lettres, des papiers cachetés, de l'or et de l'argent en lingot, monnoyé et ouvré, quel que soit le poids de ces objets; le transport des marchandises et effets formant des paquets de quinze livres et au-dessous, appartient dans toute la Principauté et à l'exclusion de tous autres, aux Postes et Messageries du Souverain.

Sont cependant exceptés,

1.^o Le transport des comestibles de tout genre, des marchandises en bois, en verre, ainsi que des liquides dont le transport est libre. Celui de toute matière de nature à s'enflammer et à fermenter, dont la poste ne doit jamais se charger.

2.^o Le transport d'objets appartenant aux Postes, mais qui auroit lieu occasionnellement par une personne connue pour ne

Général et Extraordinaire de SON ALTESSE, a dû déterminer d'une manière précise, 1.^o les droits et les devoirs de la Régie des Postes; 2.^o les obligations des Sujets de la Principauté : c'est dans ce but, et après avoir entendu le rapport de sa Commission des Postes, que le Conseil d'Etat a arrêté et arrête ce qui suit :

TITRE I.

Droits et devoirs de la Régie des Postes.

ARTICLE I.

Le transport des lettres, des papiers cachetés, de l'or et de l'argent en lingot, monnoyé et ouvré, quel que soit le poids de ces objets; le transport des marchandises et effets formant des paquets de quinze livres et au-dessous, appartient dans toute la Principauté et à l'exclusion de tous autres, aux Postes et Messageries du Souverain.

Sont cependant exceptés,

1.^o Le transport des comestibles de tout genre, des marchandises en bois, en verre, ainsi que des liquides dont le transport est libre. Celui de toute matière de nature à s'enflammer et à fermenter, dont la poste ne doit jamais se charger.

2.^o Le transport d'objets appartenant aux Postes, mais qui auroit lieu occasionnellement par une personne connue pour ne

point faire le métier de rassembler des commissions, et de les remplir à des jours fixes et déterminés.

3.° Sur toutes les routes où il n'existera pas des Couriers réglés ; sur les routes encore où l'on estimera que des communications plus fréquentes que celles des couriers sont nécessaires, la Commission des Postes autorisera le transport par des messagers particuliers. Ces messagers seront toutefois patentés et soumis à la surveillance de la Régie des Postes.

A R T. II.

La Régie est responsable de tous les objets confiés aux Postes. Elle donne des reçus pour toutes les valeurs et dépêches qui lui sont consignées.

A R T. III.

Elle paye la valeur des objets consignés qui viendroient à se perdre. Elle dédommage pour les avaries causées par le transport, et pour le retard qu'a éprouvé l'expédition d'une valeur consignée. Les réclamations doivent lui être adressées dans les trois mois qui suivent la consignation, et être accompagnées du reçu de l'objet perdu ou endommagé. Les trois mois écoulés, la Régie est libérée de toute responsabilité ; elle en est encore libérée si la perte ou le dommage sont l'effet d'une force majeure.

point faire le métier de rassembler des commissions, et de les remplir à des jours fixes et déterminés.

3.° Sur toutes les routes où il n'existera pas des Couriers réglés ; sur les routes encore où l'on estimera que des communications plus fréquentes que celles des couriers sont nécessaires, la Commission des Postes autorisera le transport par des messagers particuliers. Ces messagers seront toutefois patentés et soumis à la surveillance de la Régie des Postes.

A R T. II.

La Régie est responsable de tous les objets confiés aux Postes. Elle donne des reçus pour toutes les valeurs et dépêches qui lui sont consignées.

A R T. III.

Elle paye la valeur des objets consignés qui viendroient à se perdre. Elle dédommage pour les avaries causées par le transport, et pour le retard qu'a éprouvé l'expédition d'une valeur consignée. Les réclamations doivent lui être adressées dans les trois mois qui suivent la consignation, et être accompagnées du reçu de l'objet perdu ou endommagé. Les trois mois écoulés, la Régie est libérée de toute responsabilité ; elle en est encore libérée si la perte ou le dommage sont l'effet d'une force majeure.

A R T. I V.

Le secret le plus profond sera observé sur tous les objets confiés aux Postes. Un employé coupable d'avoir violé ce secret, sera destitué et poursuivi criminellement selon la gravité des cas.

A R T. V.

Les réclamations pour objets perdus ou endommagés, seront d'abord adressées aux Régisseurs. S'ils refusent de les admettre, elles seront portées à la Commission des Postes, qui, après avoir entendu les parties, prononcera sur la contestation. Le recours au Conseil d'Etat réservé. — Les plaintes relatives à l'infidélité ou l'inexactitude des Employés aux Postes, seront directement portées à la Commission.

T I T R E I I.

Des obligations des sujets de la Principauté à l'égard des Postes.

A R T. V I.

En conséquence de l'article I.^{er}, il est expressément défendu à tout individu non autorisé ou patenté, de porter ou distribuer, à dater du 1.^{er} Janvier 1807, des objets dont le transport appartient exclusivement aux Postes. Ceux qui seront surpris contrevenant à cette défense payeront, s'il s'agit de lettres, dix francs d'amende pour chaque lettre

A R T. I V.

Le secret le plus profond sera observé sur tous les objets confiés aux Postes. Un employé coupable d'avoir violé ce secret, sera destitué et poursuivi criminellement selon la gravité des cas.

A R T. V.

Les réclamations pour objets perdus ou endommagés, seront d'abord adressées aux Régisseurs. S'ils refusent de les admettre, elles seront portées à la Commission des Postes, qui, après avoir entendu les parties, prononcera sur la contestation. Le recours au Conseil d'Etat réservé. — Les plaintes relatives à l'infidélité ou l'inexactitude des Employés aux Postes, seront directement portées à la Commission.

T I T R E I I.

Des obligations des sujets de la Principauté à l'égard des Postes.

A R T. V I.

En conséquence de l'article I.^{er}, il est expressément défendu à tout individu non autorisé ou patenté, de porter ou distribuer, à dater du 1.^{er} Janvier 1807, des objets dont le transport appartient exclusivement aux Postes. Ceux qui seront surpris contrevenant à cette défense payeront, s'il s'agit de lettres, dix francs d'amende pour chaque lettre

et incluse portant une adresse différente; en cas de récidive l'amende sera doublée, à la tierce elle sera triplée et le contrevenant sera de plus condamné à la prison. S'il s'agit de groups ou paquets, outre l'amende ci-dessus, le contrevenant payera le quart de la valeur des objets dont il aura été le porteur. Un tiers de ce qui sera payé par le délinquant, appartiendra au dénonciateur, un tiers à la Commune du lieu de la saisie, le tiers restant entrera dans la Caisse des Postes.

A R T. V I I.

Tout sujet et habitant de l'Etat est tenu de prêter secours et assistance aux Couriers et aux Conducteurs des Postes et des Messageries. Le libre passage doit leur être facilité. Tout individu convaincu d'avoir retardé la marche d'une voiture de poste et d'avoir insulté un courier, sera puni par la prison civile, plus grièvement même si le cas l'exige. D'un autre côté, tout Employé aux Postes qui auroit abusé de son caractère public pour molester des particuliers, sera sévèrement puni.

Donné en Conseil tenu sous notre Présidence au Château de Neuchatel, le 22^e Décembre 1806.

D'IVERNOIS.

et incluse portant une adresse différente; en cas de récidive l'amende sera doublée, à la tierce elle sera triplée et le contrevenant sera de plus condamné à la prison. S'il s'agit de groups ou paquets, outre l'amende ci-dessus, le contrevenant payera le quart de la valeur des objets dont il aura été le porteur. Un tiers de ce qui sera payé par le délinquant, appartiendra au dénonciateur, un tiers à la Commune du lieu de la saisie, le tiers restant entrera dans la Caisse des Postes.

A R T. V I I.

Tout sujet et habitant de l'Etat est tenu de prêter secours et assistance aux Couriers et aux Conducteurs des Postes et des Messageries. Le libre passage doit leur être facilité. Tout individu convaincu d'avoir retardé la marche d'une voiture de poste et d'avoir insulté un courier, sera puni par la prison civile, plus grièvement même si le cas l'exige. D'un autre côté, tout Employé aux Postes qui auroit abusé de son caractère public pour molester des particuliers, sera sévèrement puni.

Donné en Conseil tenu sous notre Présidence au Château de Neuchatel, le 22^e Décembre 1806.

D'IVERNOIS.

DISCOURS

De Son Excellence Monsieur LESPERUT, Commissaire - Général et Extraordinaire, en réponse à celui du capitaine des Armourins, prononcé le 4 Novembre 1806, en la cour du Château.

ARMOURINS!

JE transmettrai vos hommages à votre Prince; ce renouvellement solennel de votre fidélité. Ces enfans que vous associez à la sainteté de ce contrat; ces casques, ces boucliers, monumens de votre antique valeur, attestent à la fois votre dévouement à vos Souverains, et votre respect pour la mémoire de vos ancêtres. Conservez-les toujours ces sentimens, ces souvenirs, cet usage même parvenu à travers les siècles, pour vous retracer les mœurs franches et pures qui l'ont consacré. S'il est vrai que la patrie se compose surtout de souvenirs, qu'ils sont honorables ceux qui vous attachent à la vôtre, qu'ils sont propres à vous faire chérir les mœurs et la vertu! C'est par elles que vos pères ont contraint la force à respecter l'indépendance, ont attiré les regards des nations en fixant l'industrie sur vos rochers. Transmettez-en le dépôt sacré à ces enfans qui vous entourent, voilà le plus bel hommage que votre Prince obtiendra de vous. Sous ses lois vos concitoyens ont espéré le bonheur: dites-leur que leur espoir sera rempli; dites-leur que ses Ministres, en vous consacrant tous leurs efforts, restent encore bien au-dessous de ses intentions; dites-leur que son cœur attendri des témoignages de leur amour, est ouvert aux regrets de sa séparation; dites-leur enfin, que du milieu des camps sa pensée ne s'échappe aux méditations de la victoire, que pour se fixer sur les moyens de leur prospérité.

DISCOURS

De Son Excellence Monsieur LESPERUT, Commissaire - Général et Extraordinaire, en réponse à celui du capitaine des Armourins, prononcé le 4 Novembre 1806, en la cour du Château.

ARMOURINS!

JE transmettrai vos hommages à votre Prince; ce renouvellement solennel de votre fidélité. Ces enfans que vous associez à la sainteté de ce contrat; ces casques, ces boucliers, monumens de votre antique valeur, attestent à la fois votre dévouement à vos Souverains, et votre respect pour la mémoire de vos ancêtres. Conservez-les toujours ces sentimens, ces souvenirs, cet usage même parvenu à travers les siècles, pour vous retracer les mœurs franches et pures qui l'ont consacré. S'il est vrai que la patrie se compose surtout de souvenirs, qu'ils sont honorables ceux qui vous attachent à la vôtre, qu'ils sont propres à vous faire chérir les mœurs et la vertu! C'est par elles que vos pères ont contraint la force à respecter l'indépendance, ont attiré les regards des nations en fixant l'industrie sur vos rochers. Transmettez-en le dépôt sacré à ces enfans qui vous entourent, voilà le plus bel hommage que votre Prince obtiendra de vous. Sous ses lois vos concitoyens ont espéré le bonheur: dites-leur que leur espoir sera rempli; dites-leur que ses Ministres, en vous consacrant tous leurs efforts, restent encore bien au-dessous de ses intentions; dites-leur que son cœur attendri des témoignages de leur amour, est ouvert aux regrets de sa séparation; dites-leur enfin, que du milieu des camps sa pensée ne s'échappe aux méditations de la victoire, que pour se fixer sur les moyens de leur prospérité.

Vu le 14.9.39 L. Cornu

Vu le 14.9.39 P. Cornu



